

ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT

P.6 à 17

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Manifestation de Paris

LE SERMENT ALGÉRIEN

M'HAMMEDI BOUZINA MED

QUI TERRORISE QUI ?

EL YAZID DIB

FRANCE, ET MAINTENANT ?

AKRAM BELKAÏD

**LA FRAGILITÉ
DE LA MOSAÏQUE**

BOUCHAN HADJ-CHIKH

**PARIS, CAPITALE
DE LA DOULEUR**

KMAR BENDANA

JE SUIS DIEUDONNÉ

BENZATAT YUCEF

**AU-DELÀ DE LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION... !**

H. MILOUD AMEUR

**FRANCE : APRÈS
LES MANIFESTATIONS,
L'ASSEMBLÉE
NATIONALE**

PIERRE MORVILLE



**LA SÉRÉNITÉ BAT
LA PROSPÉRITÉ. TOUJOURS**

KAMEL KACHER

**LA CROISSANCE
CONTRE LE PROGRÈS ?**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

**L'ÉCHEC ET LA GABEGIE
AU PLAN ÉCONOMIQUE**

BRAHIM SENOUCI & MUSTAPHA BENCHENANE

SANCTION ET VENGEANCE !

MOHIEDDINE AMIMOUR

**LA MORPHOLOGIE
DE LA HAINE**

KAMAL GUERROUA

**LA TRANSFIGURATION
DU BANAL !**

ABDELLATIF BOUSENANE

**L'AUTRE BOMBE À RETARDEMENT,
LA DÉMOGRAPHIE !**

CHERIF ALI

IN-SALAH N'EST PAS PARIS

ABED CHAREF

**SOINS : ENTRE MÉDECINE
ET CHARLATANISME !**

SLEMNIA BENDAOU

**Ali Hached, conseiller du ministre de l'Energie
«Les enjeux du gaz de schiste
sont énormes»**

Reconnaissant des insuffisances en matière de communication, Sonatrach multiplie les «sorties médiatiques» ces derniers jours pour rassurer les populations du sud du pays de plus en plus inquiètes des nuisances liées à l'exploitation du gaz de schiste sur l'environnement et la santé.

El-Houari Dilmi

Hier encore, le conseiller du ministre de l'Energie, M. Ali Hached est intervenu au micro de la chaîne III de la radio nationale pour déclarer que «les inquiétudes des populations du sud qui craignent des retombées négatives sur leur environnement et leur santé, liées à l'exploitation du gaz de schiste sont légitimes et nous les comprenons très bien». Revenant sur la politique énergétique de l'Algérie, l'invité de la radio, préférant parler de «gaz de roche mère» plutôt que gaz de schiste, a tenu à rassurer les populations du sud, In Salah et Tamanrasset en particulier, «tant pour la protection des nappes phréatiques qu'en ce qui concerne les risques de tremblements de terre que pourrait entraîner la fracturation destinée à produire ces hydrocarbures». Il a ajouté que les Algériens «n'ont aucune raison de s'inquiéter». Se voulant convaincant, Ali Hached citera l'exemple des Etats-Unis «engagés dans l'exploitation de cette ressource depuis 1821 et produisant plusieurs centaines de milliards de m3 de pétrole et de gaz en utilisant cette technique». «Il est nécessaire que les populations du sud du pays où la pollution a lieu comprennent que l'exploitation de cette richesse non conventionnelle va avoir un impact énorme à travers la création de milliers d'emplois », a-t-il souligné.

Rappelant que le pays consomme quelque 37 milliards de m3/an de gaz conventionnel, le conseiller du ministre de l'Energie, a estimé qu'il «est nécessaire d'assurer ses besoins énergétiques sur le très long terme, ses réserves étant amenées à s'épuiser». A la question de savoir pourquoi les craintes des populations du sud quant à l'exploitation du gaz de schiste dans ces régions sont en train d'enfler, l'invité de la radio a abondé dans le sens du PDG de Sonatrach, Saïd Sahnoune, déclarant «qu'il était vrai que le groupe pétrolier n'a pas suffisamment communiqué sur le sujet pour dissiper ce malaise». «Il est indispensable que les gens puissent comprendre les enjeux qui sont derrière ce nouveau

type d'exploitation des hydrocarbures », a-t-il martelé.

A une question relative à l'exploitation de l'énergie solaire dont l'Algérie possède de considérables potentialités, le conseiller du ministre de l'Energie a expliqué «qu'il ne s'agit pas d'un choix par rapport à un autre mais d'une complémentarité entre divers types d'énergie » et qu'un «programme de développement des énergies renouvelables étalé dans le temps est en train de se mettre en œuvre». La nouvelle politique du mix énergétique de l'Algérie, mise en place par l'Etat, «va au-delà de l'horizon 2040, englobant l'ensemble des capacités disponibles, pétrolières, gazières, solaires, éoliennes, nucléaires ou géothermiques » a encore expliqué Ali Hached.

Les protestations contre l'exploitation du gaz de schiste ne connaissent pas de répit. Des manifestations ont encore eu lieu mardi à Tamanrasset et à Labiodh Sidi Cheikh (El-Bayadh). A Tamanrasset, une marche pacifique à laquelle ont pris part notamment de nombreux étudiants et des lycéens a été organisée à travers les artères principales de la ville pour contester le projet d'exploitation du gaz de schiste, avant que les participants ne se dispersent dans le calme. L'activité commerciale a été paralysée au centre-ville suite à la fermeture des marchés et des locaux commerciaux, a-t-on constaté.

Dans la daïra d'In-Salah, la protestation s'est poursuivie par un sit-in devant le siège de la daïra.

A Labiodh Sidi Cheikh, une marche pacifique, à laquelle ont pris part des membres du mouvement associatif, a été organisée mardi après-midi.

Regroupant près de 120 personnes, en majorité des jeunes, cette marche s'est ébranlée du quartier Ksar El-Gharbi vers le siège de l'APC où il a été procédé à la lecture d'une motion demandant la «suspension» de l'exploitation du gaz de schiste. Pour rappel, le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, s'était déplacé jeudi dernier dans la daïra d'In-Salah pour rencontrer les représentants des protestataires et notables de la région.

**ANALYSE****Kharroubi Habib****Stratégie et mirage**

Le président vénézuélien Nicolas Maduro dont le pays est dans une passe dangereuse pour sa stabilité du fait de l'effondrement des cours du pétrole qui lui procurent l'essentiel de ses ressources financières s'est rendu à Téhéran, puis à Ryadh et enfin à Alger pour y plaider la nécessité d'une intervention de l'OPEP qui permettrait de redresser ces cours. Si Maduro a trouvé à Téhéran et Alger des oreilles attentives, au final sa tentative de constituer un front des pays membres de l'OPEP qui appuierait sa demande d'une intervention concertée pour au moins stopper la dégringolade des prix pétroliers a manifestement échoué du moment qu'à Ryadh, il lui a été opposé une fin de non-recevoir à une telle initiative.

Il ne pouvait en être autrement de la part des autorités d'un pays qui est grandement pour ne pas dire l'acteur principal à l'origine de la crise pétrolière qui pénalise les Etats producteurs. Ce dont personne ne doute désormais. Certes, l'Arabie saoudite n'a pas déclenché cette crise pétrolière. Celle-ci a démarré dès lors que la demande en pétrole a fléchi sous le coup du ralentissement de croissance qui a affecté les économies mondiales pour certaines entrées carrément en récession. Mais Ryadh a contribué à l'aggraver en refusant que l'OPEP régule, quand cela aurait pu être possible, la distorsion qui s'est créée entre l'offre et la demande sur les marchés pétroliers en procédant à une réduction adaptée des quotas de production de ses Etats membres.

Son refus a fait dans un premier temps l'objet de l'interprétation que la monarchie saoudienne a opté pour une telle décision avec pour calcul de «punir» la Russie, l'Iran et même l'Irak, pays producteurs de pétrole ultra-dépendants de la manne financière que leur procure cette ressource. Etats avec lesquels elle est en confrontation

tout à la fois sur la question syrienne, le dossier du nucléaire iranien que pour des raisons d'ordre religieux et de rivalité pour le leadership régional. Il se prête désormais à une autre lecture du moment que l'Arabie saoudite persiste dans sa position du «laissez-faire» qui est en train de plonger les prix sous des seuils qui outre que cela met à genoux les pays cités mais également pratiquement tous les Etats producteurs.

Il apparaît en effet clairement que Ryadh favorise la chute des cours dans un autre dessein qui est celui de contrer la concurrence que l'exploitation du gaz de schiste fait au pétrole classique. S'estimant à l'abri le temps que cette exploitation en vienne à n'être plus attractive en terme de coût et de bénéfice des conséquences du manque à gagner financier qu'elle enregistrera, la monarchie estime avoir les moyens de sa stratégie. D'autant que pour elle, elle répond également à un objectif politique et sécuritaire. L'indépendance énergétique que les Etats-Unis ont retrouvée grâce à l'exploitation du gaz de schiste nourrit en effet à Ryadh la crainte qui n'est pas que fantasmagorique d'un lâchage américain du Royaume.

Le retour de bâton possible qui pourrait en résulter pour Ryadh est qu'en s'en prenant aussi franchement à l'industrie du gaz de schiste américaine et aux multinationales du pétrole, elle a pris le risque d'encourager et de renforcer les lobbys qui prônent le désengagement américain à son égard. Les émirs saoudiens présument un peu trop de la puissance que le pétrole confère à leur monarchie et semblent persuadés qu'elle peut leur permettre de contraindre l'Amérique à réviser sa politique énergétique. Il y a fort à parier que les Etats-Unis se chargeront le moment opportun pour eux de leur démontrer qu'ils ont bâti leur stratégie sur un mirage.

En moins d'une année**Plus de 2 milliards de dollars de médicaments importés**

Les importations en produits pharmaceutiques se sont établies à 2,27 milliards de dollars (mds usd) durant les 11 premiers mois de 2014, contre 1,98 milliard usd à la même période de 2013, en hausse de 14,64%, a appris hier l'APS auprès des douanes. Si le coût des importations a augmenté, leur quantité a connu une tendance légèrement baissière en totalisant 29.064 tonnes contre 29.487 tonnes à la même période de comparaison, soit un recul de 1,43%, indiquent les chiffres provisoires fournis par le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (CNIS).

La hausse de la facture des importations s'explique, essentiellement, par une augmentation de 14,45% pour les médicaments à usage humain, de 20,77% pour les produits parapharmaceutiques et de 14,76% pour les médicaments destinés à la médecine vétérinaire.

De janvier à fin novembre 2014, les importations des médicaments à usage humain ont atteint 2,18 mds usd, contre près de 1,91 md usd durant la même période de 2013, précisent les douanes.

La facture des médicaments à usage humain est demeurée la plus importante puisqu'elle a représenté 96% des importations de l'ensemble des produits pharmaceutiques. Mais les quantités importées de cette catégorie de médicaments ont diminué en passant à 27.362 tonnes contre 27.828 tonnes durant les 11 premiers mois de 2013, soit une baisse de 1,67%. Les importations des produits parapharmaceutiques, elles, ont atteint 61,52 millions usd

(1.218 tonnes) sur les 11 premiers mois de 2014 contre 50,94 millions usd (1.090 tonnes), note la même source.

Concernant les médicaments à usage vétérinaire, les achats extérieurs de l'Algérie se sont chiffrés à 31,26 millions usd (483 tonnes) contre 27,24 millions usd (568 tonnes) durant la même période de comparaison.

Le marché national du médicament est estimé à plus de 2,5 milliards de dollars dont 1,85 milliard de dollars d'importations alors que le reste provient de la production locale répartie entre 84% provenant du secteur privé et 16% du secteur public.

En 2013, les importations algériennes en produits pharmaceutiques avaient totalisé 2,28 milliards usd (+1,96% par rapport à 2012), alors

que les quantités ont reculé de 6,74% pour totaliser 33.389 tonnes.

La facture des importations des médicaments s'alourdit d'année en année du fait de l'élargissement de la couverture sanitaire et de l'acquisition de nouvelles molécules, avait déjà indiqué le ministère de la Santé. Cette hausse s'expliquerait aussi, selon le même ministère, par le souci de l'Etat d'assurer la disponibilité de différents types de médicaments dont les anticancéreux qui sont coûteux, alors que les années précédentes avaient été marquées par des ruptures de stock récurrentes. Les médicaments anticancéreux importés par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) durant 2014 représentaient 42% de l'ensemble des médicaments achetés à l'étranger.

**Tirage du N°6123
119.615 exemp.****Le Quotidien
D'ORAN**

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57

Pub
Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.87.19.81 - Fax : 031.87.19.80

Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: S.O.D.I. PRESSE - Sud: TDS

Du butane algérien pour le Sénégal

Qu'est-ce qui valait la petite virée hier main à Oran du président du Sénégal, en visite d'État en Algérie depuis lundi ? La réponse est presque évidente quand on sait que le circuit de la visite éclair à Oran du chef d'État sénégalais, M Macky Sall, comportait un seul point, à savoir le complexe GNL 3 du pôle pétrochimique d'Arzew. Le Sénégal, pays subsaharien en crise énergétique, a en effet tant besoin du gaz algérien.



Houari Saaïdia

Précisément, c'est le butane qui intéresse le Sénégal, connu par sa politique de « butanisation » remontant au temps de son premier président M. Léopold Sédar Senghor (1960-1980), et dont l'idée-force était de remédier aux causes de la désertification par la substitution du gaz butane au charbon de bois, en subventionnant généreusement ce nouveau produit énergétique pour les ménages. « Le Sénégal a bien évidemment besoin d'énergie. Pour notre pays subsaharien, c'est la butanisation qui est de mise. Cette politique a été lancée il y a plusieurs années dans un contexte de lutte contre les facteurs de déforestation. De tous les produits du gaz naturel liquéfié, ce qui nous intéresse principalement, c'est donc le butane. Notre besoin énergétique en gaz est actuellement de l'ordre de 160.000 tonnes par an. Il atteindra à moyen terme environ 200.000 tonnes par, sachant que le taux de croissance au Sénégal est de 10% . Nous avons lancé, il y a près d'un an, un nouveau plan énergétique au Sénégal. Avec l'Algérie, nous allons conclure un partenariat en matière d'approvisionnement énergétique (...) Je parle toujours de partenariat 'gagnant-gagnant' et je n'aime pas la formule 'aide', car je ne viens jamais pour tendre la main », a déclaré le président du Sénégal en réponse à la question d'un journaliste, lors d'un

point de presse « très court » improvisé en marge d'une collation offerte par le groupe Sonatrach sur son site GNL 3Z, dans la zone industrielle d'Arzew. La veille de la visite, à la faveur d'un briefing avec la presse tenu à l'hémicycle de la wilaya d'Oran, le chargé de la communication de la présidence de la République avait tenu à souligner qu'aucune déclaration à la presse n'était prévue dans le programme, manière bien polie de demander aux gens de la presse de se contenter de couvrir l'événement dans le strict respect des restrictions dictées par les consignes protocolaires. Or, il a suffi que les journalistes sollicitent une petite communication avec le chef d'Etat sénégalais ou, éventuellement, des membres de son gouvernement qui l'accompagnaient, pour que le protocole présidentiel sénégalais accepte avec beaucoup d'amabilité. L'occasion a été ainsi offerte à M Macky Sall pour faire l'éloge, encore une fois, du secteur des hydrocarbures en Algérie à travers sa locomotive, la compagnie algérienne des hydrocarbures Sonatrach. « Cela fait plaisir à toute l'Afrique de voir les technologies de dernière génération au niveau de toute la chaîne de production du groupe Sonatrach, y compris dans le maillon de la liquéfaction du gaz », a déclaré le président du Sénégal. Peu auparavant, dès la présentation d'une fiche technique globale par data-show du pôle d'Arzew, qui comprend 11 complexes et

une vingtaine d'unités de production, M. Macky Sall s'était exclamé : « Je suis vraiment très impressionné par les nouvelles technologies dont dispose Sonatrach en matière de GNL, mais aussi ses volumes de production ». La séance de présentation a eu lieu au centre de commande du méga-train GNL 3, inauguré en novembre 2014 par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, et entré en production près de cinq mois avant, en juin de la même année. Sur place, le chef d'Etat sénégalais et son staff gouvernemental qui l'accompagnait ont reçu des informations sur cette mégastructure de raffinage, qui produit 4,7 millions tonnes/an de GNL, 275.000 m3/an de propane, 56.000 m3/an de butane, 1.800 m3/an de gazoline et 300.000 m3/an d'éthane, avec à clé une capacité de stockage de 320.000 m3 et un ambitieux projet d'extension de moyens de stockage en perspective.

Par ailleurs, le président de la République du Sénégal a insisté sur la nécessité d'identifier les voies et moyens d'approfondir la coopération entre les deux pays, y compris dans le domaine économique où « des opportunités réelles existent ». Il a mis l'accent sur les secteurs de l'agro-alimentaire et de l'industrie pharmaceutique, notamment. « C'est dire les larges potentialités qui peuvent être exploitées par les hommes d'affaires des deux pays pour booster le volume des échanges commerciaux », a-t-il souligné.

La LADDH alerte Un Algérien risque l'exécution en Irak

R. N.

La Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) lance un appel urgent aux autorités algériennes pour intervenir dans le cas du ressortissant Algérien « détenu en Irak » depuis 2004 dans la prison « EL-Rassassi 4 ». Selon un communiqué signé par Houari Kaddour, le secrétaire national chargé des dossiers spécialisés à la LADDH, le ressortissant algérien « vient de faire l'objet d'une condamnation » dans le cadre d'un procès « qui s'est tenu en total mépris du droit pénal irakien et des obligations de l'Irak vis-à-vis de la convention des droits civils et politiques ». « La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme exprime sa profonde préoccupation devant le nombre d'exécutions en Irak » et « réitère sa ferme opposition à la peine de mort pour tous les délits et dans toutes les circonstances ».

Selon le communiqué de la LADDH, un récent rapport, publié fin octobre 2014, par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) et le

Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) indique que « les enquêtes et les poursuites judiciaires dans les cas de peine de mort ne respectent souvent pas les normes internationales et constitutionnelles d'une procédure régulière et d'un procès équitable ». Le rapport souligne également que « dans plus de la moitié des procès impliquant la peine de mort suivis par la MANUI, les juges ont systématiquement refusé de prendre en compte les allégations concernant l'utilisation de la torture pour contraindre les accusés à faire des aveux ». « Dans presque tous les cas, les juges ont procédé à la condamnation à mort des accusés sur la base unique, ou essentiellement, d'aveux contestés ou de témoignages d'informateurs secrets », précise-t-on.

La LADDH rappelle qu'un prisonnier algérien, Abdallah Belhadi Ben Ahmed, originaire de la wilaya El Oued, a été exécuté 7 octobre 2012. La ligue réaffirme l'existence de contacts permanents avec des prisonniers algé-

riens détenus en Irak. Elle « souligne à nouveau l'inertie de la diplomatie algérienne qui n'a pas fait suffisamment d'efforts pour régler l'affaire des prisonniers algériens incarcérés arbitrairement dans les prisons irakiennes », et ce « malgré ses appels répétés » et ceux des « familles des détenus en Irak ».

La LADDH accuse le gouvernement Algérien de « faire la sourde oreille » et de « s'abstenir d'apporter son assistance à ses ressortissants objets de telle injustice ». Le communiqué rappelle « les déclarations contradictoires » d'officiels algériens et « dénonce à cet effet la gestion catastrophique et chaotique de la diplomatie algérienne pour récupérer nos ressortissants détenus arbitrairement en Irak ».

La LADDH demande aux autorités irakiennes « d'annuler l'application de la peine de mort prononcée à l'encontre du ressortissant algérien », et « lance un appel » à tous les « citoyens soucieux du respect des droits humains d'agir maintenant pour sauver la vie de nos détenus en Irak et ailleurs ».

Raïna
Raïkoum

Moncef Wafi

L'Europe redécouvre ses têtes de Turc, au propre comme au figuré, et déclare la guerre sainte contre l'Islam, la France en tête de pont. Portée par la plus haute autorité en France, l'islamophobie connaît ses plus belles années depuis l'avènement de Saint François à la chapelle de l'Elysée. Les avertissements, à peine murmurés, par l'establishment français, quand il n'est pas toléré, voire encouragé, d'éviter l'amalgame entre actes terroristes islamistes et musulmans locaux a de quoi faire sourire si la situation n'est pas à l'urgence. Presque une cinquantaine d'actes islamophobes, en à peine cinq jours, passée sous un silence institutionnel complice because la mobilisation, voulue internationale par Paris, contre les attaques des trois jours qui ont ébranlé la République. Face à cette levée de boucliers, devant ces millions de condamnations, les sorts d'une mosquée brûlée, taguée et de musulmans banlieusards insultés et menacés ne pèsent pas très lourds dans la balance des droits de l'homme européenne ni ne cadre avec les conventions sur mesure. Le Vieux continent reprend ses anciennes habitudes en stigmatisant une religion rendue responsable de tous ses maux. Et quoi de mieux que l'Islam, lâché par ses fidèles et détourné par ses fanatiques, pour servir de bouc émissaire. Le christianisme étant la religion de l'Europe, le judaïsme, un tabou historique, il ne reste que l'Islam à cibler. L'Allemagne a créé ses nouvelles chemises brunes avec Pegida qui ma-

«Je ne suis pas Charlie»

nifeste sa haine de la religion de Mohamed et appelle à chasser tous les musulmans de ses terres. La France,

avec l'extrême droite, la droite, la gauche. La Suisse, l'Autriche, la Suède, la Norvège, la Belgique, la haine du musulman fait tache d'huile et s'étend à toute l'Europe. Si Merkel a clarifié merveilleusement sa situation, les autres, Hollande en chef de file, ont préféré tourner la tête vers la douleur d'une seule communauté. Le Crif a ordonné, l'Elysée a exécuté et l'armée campe désormais aux portes des synagogues et des écoles juives. Les mosquées continuent de brûler même si Cazeneuve, de l'Intérieur, a promis quelques épouvantails pour faire peur aux corbeaux de devant les fenêtres des salles de prière. Pendant ce temps, le monde arabe et musulman se tait tout comme ses prétendus intellectuels vendus à une cause et les défenseurs d'une liberté d'expression à deux vitesses. Dieudonné qui est placé en garde à vue pour un simple jeu de mot douteux et Charlie Hebdo qui tire à 5 millions d'exemplaires, avec l'aide de l'Etat français, avec encore une fois, à sa Une, des caricatures nauséabondes censées être la panacée de la liberté d'expression. Devant tant de provocations gratuites, les musulmans de France ne devraient pas avoir honte de brandir une pancarte où il est écrit avec le sang de tous les musulmans et arabes tués par les bombes occidentales ou avec leurs armes vendues aux groupes terroristes : «Je ne suis pas Charlie».

LA GOOD ATTITUDE

GOOD

1000 DA = 2000 DA
VERS TOUS LES RÉSEAUX 24H/24

DJEZZY
جازي

مرحباً بالغد

1000 DA = 2000 DA de crédit.
Tarif unique de 3,99 DA/30 sec vers tous les réseaux nationaux.
Bonus valable 7 jours en appel vers le national.
Disponible dans tous les points de vente et centres de services Djazzy.

La sérénité bat la prospérité. Toujours

Par Kamel Kacher*

Après l'indépendance, le peuple algérien a vécu trente glorieuses années de sérénité, jusqu'au début de 1992, certes sans réelle prospérité financière, ni essor économique, mais sereinement. Puis, en dix années d'atrocités, la sérénité a été définitivement tuée, mais jamais la volonté populaire.

Depuis, l'Algérie a connu une aisance financière et une prospérité virtuelle due aux pétrodollars, sans que la société algérienne n'en profite équitablement, ni que ses problèmes socio-économiques ne soient résolus définitivement.

En ce début de 2015 et en cette première année d'austérité, due à la chute des cours du pétrole, prévisible depuis longtemps, et que les décideurs algériens s'obstinent à ne pas voir venir, les algériens se remémorent péniblement et forcément la crise de 1986. La société algérienne qui a déjà perdu, définitivement la sérénité, vient encore de laisser passer, bêtement, une nouvelle chance de prospérité.

La crise de 1986, tous les algériens, se remémorent, dans leurs âmes et leurs chairs, à quoi a abouti ! Octobre 1988 ; la guerre civile de la décennie 1990 ; la dislocation familiale ; l'obscurantisme islamiste récurrent ; la décadence et la violence sociales ; l'exode rural ; la ruralisation des us et des mœurs des citoyens, etc...

Avec la perte de la sérénité, c'est inéluctablement la possibilité de prospérité qui vient d'être perdue, à son tour, pour la société. La question qui se pose maintenant est de savoir que choisir, la sérénité ou la prospérité, ou avoir les deux ? Est-ce possible ?

Anthropologiquement et socialement parlant, l'Algérie se trouve aujourd'hui en quatrième république. Effectivement, la première république algérienne débute historiquement le 20 août 1956, avec le congrès de la Soummam et l'adoption unanime de sa plateforme pour la construction d'une république civile, sociale et démocratique, que les décideurs n'ont pu réaliser au début de la libération en confisquant l'indépendance et la légitimité.

La seconde débute le 19 mars 1962, caractérisée après l'indépendance par la confiscation de la légitimité républicaine et se termine le 27 décembre 1978, avec la mort de celui qui l'incarner le plus, Houari Boumédiène. La troisième débute avec l'intronisation en février 1979 par le Congrès du parti unique, le parti «FLN», de Chadli Bendjedid et se termine par la révolte des «Stan Smith» d'octobre 1988.

Aujourd'hui, la société algérienne est en quatrième république. Son entame est l'ouverture au multipartisme en 1989 et son «apogée» est la guerre civile des années 1990. Cette 4^{ème} république qui continue d'exister, depuis maintenant 26 années, est caractérisée par le comportement anti social de la population, la haine et la violence injustifiée envers l'autre, inspirées des années de braise, par l'hypocrisie généralisée dans les relations humaines et par l'absence de compassion envers autrui.

L'analyse approfondie des événements permet de dégager six éléments qui rendent possible la compréhension de la réalité de ces bouleversements et de leurs conséquences :

- (1) Existence d'un malaise sociétal et politique réel dans le pays mais instrumentalisé.
- (2) Des soulèvements populaires pilotés et mis en scènes par des forces centrifuges afin de promouvoir des intérêts de pouvoir occulte.
- (3) Des populations livrées à eux-mêmes avec des conséquences inconnues.
- (4) Des richesses économiques inéquitablement partagées au sein de la population, provoquant ainsi de fortes inégalités sociales et géographiques. Aucune stratégie de dévelop-

pement : Seule compte la croissance.

(5) Des classes moyennes qui s'appauvrissent et des jeunes en marge de l'échiquier socio-économique.

(6) Un modèle de développement qui a surtout favorisé une élite composée de politiques et d'hommes d'affaires étroitement liés et ayant pour cause une connivence profonde entre les opérateurs et le pouvoir.

La déperdition scolaire est l'une des principales causes, sinon la principale sur le plan sociologique, de l'augmentation de la criminalité, de la violence, de l'agressivité gratuite et injustifiée des algériens post 1992, de la consommation de la drogue, de la propagation de l'obscurantisme, du fanatisme religieux, du terrorisme et de la prostitution.

Ne voyant aucune perspective d'intégration sociale, d'emploi décent, n'ayant acquis aucun métier respectable, cette cohorte d'algériens ne voit son salut que dans la désobéissance civique. Une anarchie sociale, bien manipulée par les décideurs, pour mater le reste de la population, restée relativement sociable et citoyenne.

À l'indépendance de la république en 1962, le nombre de la population algérienne était de 9 millions, dont 8,5 millions d'illettrés, soit presque 95% de la totalité. Ce nombre de 8,5 millions devait logiquement diminuer au fil des années, primo avec la disparition physique de certains citoyens âgés, secundo avec tous les efforts déployés par les pouvoirs publics dans le domaine de l'éducation nationale. C'est l'inverse qui s'est produit !

En ce début de 2015, soit presque 53 ans après l'indépendance, l'Algérie a 17 millions d'analphabètes trilingues, dont 5,5 millions d'illettrés, soit le double. Sur presque 40 millions d'habitants, c'est énorme. Les différentes réformes de l'éducation sont passées par là. Depuis 1993, l'Algérie enregistre, chaque année, la déperdition de 500 000 (cinq cent mille) élèves sans aucun diplôme et analphabètes. Une bombe, bien plus fatale que le cours du pétrole, pour la sécurité nationale.

L'Algérie procède à des compressions budgétaires, puise déjà dans ses épargnes et met fin à certains projets structurants du plan de relance budgétaire 2015-2019. Sans pouvoir être pessimiste, se basant sur les chiffres du directeur du département MENA du FMI, tous les diagnostics prédisent qu'avant terme du 4^{ème} mandat présidentiel en 2019, l'Algérie sera revenue à la case de départ de 1986, endettée, sans perspective économique, mais avec une population qui avoisinera 45 millions.

En vingt années de pouvoir (1999-2019), une fois la paix revenue, on est revenu à la case de départ, en tournant en rond, alors qu'il fallait créer des emplois réels, former des élites managérielles, assainir les finances publiques, lancer d'ambitieux programmes de réformes structurelles, réaliser la transition sociopolitique.

Couplée au premier problème de la déperdition scolaire avec ces conséquences relatives plus haut, l'Algérie, avec les nouveaux problèmes socioéconomiques, entre de plein fouet dans la zone rouge de l'instabilité. On a tiré la sonnette d'alarme déjà en 2005. Si on devait décrire le comportement de nos décideurs, on dirait que la surdité caractérisée et l'arrogance dans l'ignorance est la marque de fabrique de cette élite dirigeante.

En Algérie, le régime a fini par prendre conscience du changement géopolitique majeur en cours au Maghreb et a donc décidé de changer de discours, sous le regard vigilant d'une armée toute puissante après deux décennies de lutte contre l'islamisme. Il faut aussi constater que le changement d'un régime, s'il y a lieu, par des révoltes, ne peut engendrer de changement des mentalités et des structures anthropologiques ; Elles resteront intactes. Ce qu'il faut d'abord réalisée est une révolution culturelle.

*Phd en aéronautique

Médiatic

LIVRES

Par Belkacem AHCENE-DJABALLAH



LA CROISSANCE CONTRE LE PROGRÈS ?

À quelque chose malheur sera-t-il bon ! ? La crise pétro-financière qui frappe (rait) à notre porte, avec tout ce que cela annonce comme problèmes et difficultés, vient (hélas et/ou heureusement !) à point pour nous obliger à revenir (bien plutôt à nous pencher sérieusement) sur la réforme... du concept de développement (ou de progrès) dans notre pays.

Jusqu'ici, ce développement a été appréhendé uniquement, ou quasi-totalement, sous ses seuls aspects quantitatifs et matériels (la «croissance», disent-ils) et s'est mesurée à l'aune des réserves de change, du montant de la dette extérieure, de la bonne santé du Fonds de régulation des recettes, des réalisations d'usines, de rames de tramways et de cabines de téléphériques, de km d'autoroutes, des augmentations des salaires et de la consistance des primes... Il n'est question, dans toutes les discussions aux «Cafés du commerce» du coin et aux permanences syndicales, que de recettes pétrolières et gazières, de recettes hors hydrocarbures, de taux d'inflation et de taux de chômage, maîtrisés ou non, de rappels de salaires, de crédit à la consommation...

Il n'est question que de postes de travail créés et de logements distribués... de crédits alloués et de vaches ou de véhicules importés. Pour emprunter à un chroniqueur de la nouvelle vague journalistique (bien plus jeune que Boukrouh N. qui avait parlé, lui, d'ailleurs rapidement lynché médiatiquement comme il se doit, de «ghachi»), nous avons, depuis plus de deux décennies, un «Etat donneur» et un «peuple receveur», un Etat caissier assis et un peuple... assis lui aussi...

et, de plus, voyageant quasi-gratuitement. Le privilège (sic !) des rentiers ! A la moindre baisse du prix du baril de pétrole (décidée en un «ailleurs» indéfini, belle excuse pour éviter les explications ou son incompétence à prévenir les risques), c'est la panique ; panique proportionnelle aux «largesses» déjà consenties ou espérées. Mais, une panique désormais ingérable, avec la descente accélérée et anarchique (sous contrôle, disent-ils) vers des déficits structurels, les décideurs étant trop habitués, depuis près de deux décennies à vivre et à «gérer l'opulence», et les citoyens habitués à en profiter... la générosité (re-sic !) des premiers encouragée par le silence des seconds... et vice versa ; une bonne partie de l'élite y compris.

Avec l'émergence de mafias «en haut» et de gangs «en bas», les deux parfois associés ou encouragés par les affairistes «du dehors» ! Hizb français, hizb arabo-oriental, hizb les conteneurs, hizb les cabas... kif-kif, l'argent et les «business» n'ayant plus que la même odeur, celle d'un haram désormais halalisé et presque labellisé. Pourvu que ça dure !

Bien sûr, le pays construit, s'équipe, forme, produit. Indubitable... Il grandit, il croît. C'est sûr. Cela se voit. Mais, le pays ne p.r.o.g.r.e.s.s.e pas. Des centaines milliards de dollars

investis (dépensés ?), des think tanks par ci, par là, des brainstormings à tout-va, des séminaires et des congrès internationaux avec des invités étrangers (souvent bien plus arnaqueurs que nos «experts» en «ciel» et/ou en «affaires») dormant et mangeant gratuitement aux «frais de la princesse Algérie», des contrats de gré à gré ou «négociés» sans transparence ni bilans finaux, des (anciens) managères, ministres de l'industrie, de l'économie et des finances qui ont tout dit et tout compris lors de leur passage au pouvoir et tout le contraire lorsqu'ils en ont été éjectés, des milliardaires sortis d'on ne sait où, une économie informelle qui flamboie et l'autre, formelle, qui «merdoie», des espaces «non gouvernés» qui pullulent... Il n'y a qu'à voir la liste des classements internationaux du pays dans tous les secteurs. Seul le football échappe à la dérive... et, encore, dans une atmosphère de «guerre», nos migrants petits fennecs (qui ont survécu à des siècles et des siècles de catastrophes naturelles et résistants comme pas un) transformés, par des plumes et des animateurs de télé-déjantés, en «guerriers du désert»... importés ou exportés-importés, faut-il le redire, avec tout le respect dû à leur talent et leur amour du pays !

Grâce à la manne financière, tout a baigné dans l'huile. Même les mouvements sociaux se turent très rapidement avec un arrosage savamment orchestré. Tant mieux... pour la paix sociale et pour l'Ugta !

Entre-temps, la production stagnait ou, bien plutôt ne croissait pas au rythme et à l'ampleur attendus pour permettre un décollage réel du terrain bourbeux du sous-développement économique. L'argent ne fait pas le bonheur et le progrès. Bien qu'il y contribue, mais bien investi (et non simplement dépensé), il fait (seulement) la croissance. On voit, de nos jours encore, des pays pourtant bien «riches», assez «industrialisés» (sic !). Mais, ils demeurent peu industriels (sauf dans l'import-export) et encore «arriérés», avec des pratiques politiques, sociales et/ou religieuses quasi moyenâgeuses. A l'Est (et à l'Ouest) toute (Israël y compris) ! On en est encore aux guerres (ouvertes ou cachées) de religions pour certains et aux chocs des civilisations pour d'autres.

Que l'argent de la rente pétrolière ou des «aides» multiformes des «pays bien-intentionnés» disparaisse, et, pour paraphraser le roi Fayçal d'Arabie saoudite (citation empruntée à un récent article de Ammar Belhimer), «les prochaines générations risquent fort et ne plus rouler en Cadillac et d'être à nouveau à dos de chameau».

Faut-il donc qu'il y ait autre chose pour faire, en urgence, de la croissance matérielle du pays, existante ou à venir ou promise, une société de progrès capable de la «booster» continuellement pour en faire une société qui n'ait plus la «haine de soi» et qui suscite l'admiration des autres (si l'on met de côté le musée du

Moudjahid ; l'histoire du combat libérateur d'hier n'ayant plus rien à voir avec le combat émancipateur d'aujourd'hui, et encore moins avec les défis de demain) : Un niveau culturel et intellectuel appréciable et apprécié tant par ses citoyens que par le monde, un système éducatif ouvert sur l'universel et les sciences, une pensée libre et scientifique, libérée et critique, un humanisme toujours compréhensif, des sens libérés, un esprit optimiste et non déprimé continuellement, qui accepte le doute, la critique et la réflexion... bref, tout ce qui fait une vie réellement démocratique avec un citoyen au centre de la société et non en sa périphérie... un citoyen, et surtout des chercheurs et des écrivains..., bref tous les intellectuels vrais, à l'abri de toutes les polices de la pensée et loin des «policiers» des âmes, de droite comme de gauche ou du centre.

Hélas, on en a vu ces dernières temps de bien pernicieuses et d'assez dangereuses. Trois fois hélas, elles sont surtout «civiles» («la main du pouvoir ?»)... allant du pseudo-imam à l'association de quartier ou sportive ou tribale ou de zaouïa, en passant par l'intellectuel se disant «progressiste» et se voulant nationaliste et par les syndicats et les lobbies corporatistes de toutes sortes. Toutes surprenantes car inattendues, insaisissables car inconsistantes et peu contrôlables car informelles. Et toutes insultant et menaçant (pour ne pas dire presque toutes appelant à tuer) bien plus qu'argumentant. Hélas, notre société (qui a vu, ces dernières années, les «espaces non gouvernés» se multiplier avec la croissance démographique, avec l'éparpillement des populations dans le cadre du relogement et avec une économie faite de «souk» incontrôlés bien plus que de marchés organisés) est encore bien loin d'une société de progrès, avec même des impressions de reculs ou de vagues hésitations, comme si elle était encore toute à la recherche de ce qu'elle voudrait être, ne sachant pas encore ce qu'elle est. Un pays à l'image de sa société. Une société à l'image de ses hommes. Des hommes à l'image de leur intellect (leur morale y compris). Leur intellect à l'image de leur niveau culturel.

Et, pour conclure, deux citations très récentes, celle d'un intello' et celle d'un entrepreneur : «L'avènement d'une Algérie de l'intelligence qui tourne le dos à la rente est la seule façon pour l'Algérie de tenir son rang, sinon la somalisation nous guette» (Chems Eddine Chitour, L'Expression, lundi 29 décembre 2014).

«En subissant cette crise, l'Algérie va peut-être pouvoir se remettre en cause, et inventer un nouveau mode de développement» (Reda Hamiani, lundi 29 décembre 2014, en marge de l'Ag du CncPme) Entre le pessimisme de l'un et l'optimisme de l'autre, pour tous les non-fatalistes, l'espoir fait (sur-) vivre !

Le nœud gordien algérien (cinquième partie)

L'échec et la gabegie au plan économique



Par Brahim Senouci*
& Mustapha Benchenane**

Des indicateurs indiscutables :

52 ans après la libération, l'Algérie continue à dépendre à 97 % des hydrocarbures pour ses recettes en devises. Ces mêmes hydrocarbures constituent 35 % du PIB et fournissent à l'Etat 60 % de ses recettes fiscales. Le taux de croissance annuel est de l'ordre de 3 %. Or, les prévisions des démographes prévoient qu'en 2025, l'Algérie comptera 46,5 millions d'habitants dont plus de 70 % seront en âge d'arriver sur le marché de l'emploi. Au vu de ces prévisions, le taux de croissance devrait être supérieur à 8 % pour absorber une telle main-d'œuvre. Le montant des transactions sans facture s'élèverait durant les trois dernières années à 155 milliards de dinars, ce chiffre bien en dessous de la réalité selon les experts. Sur les 35000 importateurs inscrits sur le registre du commerce, 15000 figurent dans le fichier national des fraudeurs. Le montant des fraudes s'élèverait à 10 milliards d'Euros. L'économie informelle représenterait près de la moitié du PIB. En dépit de son immensité et de son potentiel connu depuis l'Antiquité, l'Algérie se révèle actuellement dans l'incapacité de nourrir sa population. Son agriculture n'intervient qu'à hauteur de 7 % dans la construction du PIB. Le gouvernement n'a pas d'autre choix que de recourir à l'importation massive de produits alimentaires.

Une bonne partie du pactole pétrolier et gazier y est consacrée. Au contraire de ces besoins qui sont naturellement permanents, la ressource qui sert à les satisfaire actuellement est non renouvelable. Nul besoin d'être expert pour comprendre qu'une telle politique mène droit dans le mur. De plus, le gouvernement n'a même pas la maîtrise des prix des hydrocarbu-

res. Ils sont soumis à des fluctuations dues à des causes qui lui échappent, l'avènement des Etats-Unis comme nouvel exportateur, le refus de l'Arabie Saoudite de réagir à la baisse des prix, attitude que lui interdit son dogme bien connu, qui accorde la priorité au maintien, quel qu'en soit le coût, de ses parts de marché.

Une politique insoutenable

Dopée par une aisance financière totalement artificielle, due à une conjoncture miraculeuse qui a poussé les prix des hydrocarbures vers des sommets inédits, les gouvernements algériens ont cédé à la tentation d'utiliser cette manne pour acheter la paix sociale. Une politique de soutien des prix pour des produits de consommation courante tels que l'huile, le sucre ou l'essence, d'octroi de subventions en tous genres, de prise en charge de la totalité des frais médicaux et pharmaceutiques pour les pathologies durables... a poussé les transferts sociaux à des montants irréels. Ils s'établissaient à vingt-deux milliards de dollars pour l'année 2014, soit le tiers des rentrées en devises.

Loin de prendre en compte les nouvelles réalités du marché des hydrocarbures, le gouvernement a choisi la fuite en avant en faisant voter un budget pour 2015 qui prévoit un déficit de 22 % ! Songeons que les pays de l'Union Européenne se sont étripés parce que certains d'entre eux avaient des déficits légèrement supérieurs au montant maximal autorisé, qui est de 3 % ! La loi de finances prévoit pour 2015 une hausse des dépenses publiques de 15,7 % par rapport à celle de 2014. Les prémisses de la banqueroute sont là. Si elle n'est pas encore arrivée, c'est grâce au matelas des deux-cent milliards de dollars sur lequel le gouvernement devra puiser pour équilibrer ses comptes.

C'est ce qui s'appelle mettre en gage les bijoux de famille pour des dépenses non productives, dont la seule utilité

est de maintenir une paix sociale bien précaire. Dans le même ordre d'idées, le pouvoir a ouvert les vannes d'une importation tous azimuts. Le parc automobile a ainsi explosé. Les marchés sont copieusement achalandés en fruits exotiques. Les produits textiles, les téléphones portables, issus du plus souvent de Chine, s'étalent dans nos vitrines. L'Algérie est le pays méditerranéen, hors Union Européenne, qui importe le plus et qui exporte le moins. Les milliers de sociétés d'import-export créées pour capter une part de cette richesse fabuleuse sont appelées par dérision les sociétés d'"import-import". Il y a certes des investissements utiles, telles que la construction de l'autoroute Est-Ouest, le développement du chemin de fer, le métro d'Alger ou les tramways d'Alger, d'Oran et de Constantine. Il faut relativiser ces "succès" en rappelant que les énormes prélèvements indus, du fait de la corruption, ont multiplié les coûts jusqu'à les rendre exorbitants. A titre d'exemple, l'autoroute Est-Ouest a coûté trois fois plus cher que la moyenne internationale, tout en étant de bien moins bonne qualité. Le reste est à l'avenant.

Gabegie

Les surcoûts cités plus haut relèvent naturellement de cette catégorie. La corruption est un cancer de la société algérienne. Elle plombe l'économie. D'autres pays la connaissent. Ils font avec et parviennent à limiter ses effets et leur économie demeure compétitive. En Algérie, elle atteint des niveaux tels que l'édification d'une économie efficace est de l'ordre de l'impensable. Mais ce n'est pas tout...

Il y a également des problèmes structurels. On peut citer les entraves que constituent, en plus de la corruption déjà citée, une bureaucratie pesante, décourageante, et une totale insécurité législative. Les lois sont votées, abrogées, modifiées, interprétées d'une façon parfaite-

ment absconse et avec une coupable légèreté. Les dirigeants des entreprises publiques, mais aussi privées, et leurs cadres se révèlent incapables de les organiser de manière rationnelle, de former leurs cadres, de mettre en place des démarches qualité afin, entre autres, d'obtenir des certifications nécessaires, gages de qualité des produits et de présence sur les marchés internationaux. Ces cadres fonctionnent dans une sorte de fièvre permanente, inutile, qui les conduit à l'improvisation, à un management d'impulsions, sautant d'une urgence à l'autre, d'une priorité à l'autre. Quant à exporter et à s'inscrire en tant qu'acteurs dans le concurrence mondiale, il n'en est même pas question ! Il y a donc une conjonction fatale entre un système politique qui décourage l'innovation et la prise de risque d'une part, et la mentalité archaïque des entrepreneurs installés dans une routine stérile d'autre part.

Un exemple éloquent vient à l'esprit. A la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont proposé à l'Europe le fameux Plan Marshall, destiné à l'aider à se relever de ses cendres. Doté de l'équivalent de 120 milliards de dollars en valeur constante, ce plan, réparti sur quinze pays, leur a permis de se reconstruire, de se moderniser et d'amorcer la dynamique qui a donné trois décennies de croissance continue, de plein emploi et d'élévation sans précédent du niveau de vie, les fameuses "trente glorieuses". Depuis 1962, l'Algérie a accumulé en devises, par la vente de ses hydrocarbures, l'équivalent de 10 à 15 fois le Plan Marshall. Est-il besoin de rappeler l'insignifiance des résultats au regard de l'immensité des sommes dépensées ?

Plusieurs questions viennent à l'esprit. Les plus fréquentes ont trait à la destination réelle des fonds engagés depuis l'indépendance. Mais la question centrale concerne l'inadéquation scandaleuse entre les fonds investis et l'insignifiance des résultats. C'est de la réponse à cette question que dépend l'avènement d'un développement réel. Un rapport récent de la Banque Mondiale, intitulé "Doing Business" donne un classement de 189 pays sur la base des critères suivants : facilité de création d'une entreprise, facilités d'obtention d'un prêt, facilité d'obtention d'un permis de construire. Sur les 189 pays examinés, l'Algérie se situe à la 153ème place...

Un peu d'optimisme

On pourrait dire de façon un peu ironique qu'une petite partie de la richesse a été détournée de ses destinations principales qui sont le gaspillage et la corruption, au profit d'authentiques avancées sociales. Citons l'aide au logement, l'accès à la propriété, l'électrification des campagnes, l'accès à l'eau potable, la généralisation de l'éducation, le processus en cours de généralisation du gaz de ville, l'accès aux soins qui se traduit par l'augmentation notable de l'espérance de vie et le recul de la mortalité infantile. Un bémol, toujours le même. L'argent qui a permis cela vient aussi de la vente des hydrocarbures. Que le prix baisse, comme c'est le cas en ce moment, ou que ces ressources viennent à disparaître ou à être remplacées par des sources alternatives plus respectueuses de l'écologie, et ces conquêtes seraient totalement remises en cause. Ce chapitre clôt la partie de notre document qui concerne les symptômes.

C'est celle qui se prête le moins à la polémique. Dans la suite, nous nous attacherons à identifier les causes de cette situation peu reluisante. D'ores et déjà, nous pouvons noter que le mal est profond, complexe et grave.

* Physicien, Université de Cergy-Pontoise
**politologue, Université Paris-Descartes
Sorbonne

L'autre bombe à retardement, la démographie !

Par Cherif Ali

Les derniers chiffres de l'Office National des Statistiques (ONS), le montrent : nous sommes, depuis le 1^{er} janvier 2013, 37,9 millions d'habitants, soit une hausse de 2,16% par rapport à 2011 !

En raison de la progression de la natalité, le cap d'un million de naissance par an, sera, probablement, atteint pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie. Ainsi, notre pays va occuper le « haut du pavé » mondial en la matière. Autrement dit, les naissances annuelles seront de la dimension de la population d'une commune voire deux ! Dans les trois années à venir, elles atteindront la taille d'une wilaya. Affolant !

La crise, décourage-t-elle les couples à faire des bébés ? Dans les pays occidentaux, peut-être, mais en Algérie, certainement pas ! On aurait pu s'attendre à ce que l'incertitude suscitée par la crise pétrolière fasse chuter la fécondité et/ou le désir d'enfants chez les couples ou ceux en devenir, apparemment non ; des micro-trottoirs et des questions posées autour de « combien voulez-vous avoir d'enfants ? », il y a ceux « qui s'en remettent à Dieu et au mektoub » et les autres « qui en veulent au moins trois ».

Ce désir d'enfant ou cette aptitude à la procréation sans limites ne sont pas dus au hasard, puisque, rappelons-le, dans notre pays, plus on procréé, plus on touche d'allocations.

Les problèmes qui se posent et se posent davantage à l'avenir, concerneront le chômage et l'emploi ; les derniers chiffres du chômage viennent d'être rendus publics : le taux est passé de 9,6% à 10,6% entre 2013 et 2014 ; 16% des diplômés universitaires souffrent de ce phénomène. La pression sur le marché du travail s'accroît avec 280 000 demandes d'emploi/an qu'il n'est pas possible de satisfaire, sachant que la fonction publique n'est pas, n'est plus, selon Abdelkader Khomri le ministre de la jeunesse, « un réservoir d'emploi ».

Dans le milieu des universitaires sans emploi, l'exaspération risque de monter après l'annonce du ministre de l'énergie déclarant à l'APN que « Sonatrach allait procéder à un recrutement de 8000 ingénieurs et techniciens en 2015 qui bénéficieront, ensuite, d'une formation à l'Institut Algérien du Pétrole », sauf que cette annonce a été prise avant la chute du baril et la question posée est de savoir si ce programme est maintenu ?

Et en cette période, nul n'est censé ignorer que le prix du baril de pétrole est en baisse, et personne n'est en mesure de dire, pour autant, où va s'arrêter la chute de cette richesse qui fait les beaux et les mauvais jours du pays.

Les années à venir vont être, extrêmement, difficiles nous prédisent les experts ; selon une étude de l'ONS, les algériens seront au nombre de 55 millions d'habitants entre 2050 et 2100, quand, peut-être, au même moment à Dieu ne plaise, nos richesses fossiles tariront. Il reste le gaz de schiste diront certains, mais à quel prix et surtout comment y recourir ou penser à l'exploiter dans le contexte de crispation dans lequel se trouvent nos régions du Sud ?

De plus, et si la croissance économique tarderait à venir, et si la population active occupée serait en régression ou se stabiliserait à son niveau actuel, comment le gouvernement pourrait assurer les retraites d'aujourd'hui et de demain ?

On évoque, déjà, dans certaines sphères spécialisées, le système de retraite par « capitalisation » comme solution à la crise du système actuel, mais on en est au stade des discussions entre experts et on trouve déjà côté des travailleurs, une forte résistance. Ces mêmes travailleurs éprouvent, par ailleurs, beaucoup d'inquiétude concernant l'application des mesures induites par l'abrogation du fameux article 87 bis. A ce propos, un récent sondage, publié par un quotidien francophone du soir, a montré qu'à plus de 60% les citoyens étaient plus que sceptiques concernant les augmentations salariales promises en haut lieu et réitérées par Sidi-Saïd, celui-

La démographie continue de galoper en Algérie, et il n'est pas besoin d'être expert pour l'affirmer ou pour demander l'ouverture d'un débat autour de ses répercussions sur l'économie du pays, déjà mise à mal par cette chute inexorable du prix du baril de pétrole.



là même qui a été plébiscité comme SG de la Centrale Syndicale.

En matière de retraite toujours, on comptait en 1988 huit travailleurs qui cotisaient pour un retraité ; aujourd'hui, ce rapport n'est plus que de 2,5. Les causes de cette situation sont connues : vieillissement progressif de la population, nombre de retraités en hausse, suite aux mesures de départs volontaires, et autres fermetures d'entreprises publiques, et le rapport actifs/inactifs risque de se dégrader davantage si les mesures de gel du recrutement décidées par le gouvernement Sellal sont mises en œuvre, de façon drastique.

Si l'on ne renoue pas, et vite, avec la croissance hors hydrocarbures, et de manière forte et durable, la population en âge de travailler ne trouvera pas d'emploi, y compris chez les universitaires, sachant que toutes les mesures « Ansej et Anjem » ont montré leurs limites en la matière, ajoutant ainsi à la gabegie.

Le tableau est noir et cette histoire de démographie galopante va l'enténébrer davantage, ce qui, pour le moins, doit inquiéter, en haut lieu !

L'inéluctable vieillissement de la population risque, comme on l'a dit, d'aggraver encore plus la situation : la population des « vieux » passe de 6,2% en 2000 à 9,2% en 2020, pour atteindre 22% en 2050 !

Que va faire le prochain gouvernement de tous ces « vieux », du million de naissances prévu annuellement et de tous ces trentenaires qui attendent tout de « l'Etat-providence » ?

Phénomène encore inimaginable, il y a quelques années, les personnes âgées souvent démunies, sont de plus en plus nombreuses à se retrouver sans assistance ; les liens familiaux, de plus en plus distendus, voire une absence totale de liens, provoquent une marginalisation de cette catégorie de citoyens qui ne bénéficient pas d'aides sociales suffisantes pour vivre décemment. Sur le plan des infrastructures, les foyers pour personnes âgées sont rares, ou quand ils existent manquent de tout. Les services de gériatrie, sont quasi-inexistants, carence qui impactera le corps médical, lui-même en butte à de nombreux problèmes qu'Abdelmalek Boudiaf, le ministre du secteur n'est pas arrivé à résoudre.

Il en est de même du ministre du travail, Mohamed Ghazi, qui conjugue l'abrogation de l'article 87 bis à tous les temps et qui ferait mieux, s'il arrivait à garder son maroquin, à se soucier davantage du rapport « actifs-inactifs » ou le nombre de ceux qui ont un emploi diminué à vue d'œil, contrairement aux seconds dont le nombre augmente, ce qui a pour effet de diminuer la part des cotisations salariales.

Sachant que notre système de retraite est fon-

dé sur la logique de la répartition, il faudrait que le ministre du travail explique comment et surtout où il compte trouver des sources de financement complémentaires à même de garantir le système de retraite actuel.

Rappelons aussi pour corser cette équation, dont va hériter le prochain gouvernement, que le boom des naissances des années 70/80/90 a fait qu'actuellement, environ 70% de la population algérienne a moins de 35 ans et que cela n'est pas sans conséquences sur l'emploi, le logement, la facture alimentaire, les loisirs etc.

Tous ces trentenaires issus du boom des années 70/80/90 et notamment les jeunes algériennes nées à ces époques ont le désir de fonder une famille, même si elles ne doivent avoir qu'un ou deux enfants, ces naissances seront beaucoup plus nombreuses que les décès concomitants des personnes nées il y a 50 ans.

Il s'en suit, selon les experts, que la population algérienne poursuivra, une croissance pendant une génération avant de se stabiliser. Si l'on voulait la stabiliser au plus vite, il faudrait des mesures dictatoriales pour empêcher les femmes d'enfanter. Il y a la piste du plafonnement des allocations familiales à 2/3 enfants mais beaucoup doutent de son efficacité.

Il y a aussi le poids des traditions et de notre religion qui est contre toute limitation. On l'aura compris, inutile d'ouvrir ce débat, au risque de donner du « grain à moudre » à qui vous savez !

De plus, l'Algérie n'étant pas la Chine, on ne peut parler de restriction ou de limitation « politique » des naissances ; cela ne serait pas, seulement, immoral, ce serait, également, stupide avec le risque de déboucher sur un coup d'« accordéon », comme en 1970, lorsque les dirigeants de l'époque ont estimé « qu'il y avait trop de médecins et pas assez de pêcheurs en Algérie ». Ils ont donc fermé l'accès aux facs de médecine et subventionné l'achat massif de petites embarcations de pêche, cela pour s'apercevoir, ensuite (et à ce jour) que l'on manque de personnel médical (gériatrie, par exemple), et qu'on n'a pas, pour autant, résolu notre problème d'abondance de poissons !

Et puisqu'on est chez les politiques, restons-y, pour demander au prochain gouvernement qu'on dit imminent, ce qu'il compte faire pour juguler ou, pour le moins, réguler la démographie dans notre pays ? Estime-t-il que la croissance démographique est excessive et préoccupante notamment dans la conjoncture présente, comme le soutiennent les économistes qui y voient un frein au développement ? Ou est-ce une bénédiction et un atout pour l'avenir, comme le pensent certains démographes qui disent que l'Algérie, puissance régionale, s'il en est, se comporterait mieux avec une popu-

lation de 100/200 millions d'habitants ?

Voilà un débat à même de nous sortir des élections présidentielles « anticipées », des uns, ou du « tout va bien » des autres, si tant est que tous ces politiques daignent parler à notre intelligence !

Pour notre part, on est prêts à leur prêter « deux neurones » afin qu'ils nous donnent leur avis sur cette « bombe » démographique qui risque d'exploser le pays ?

Notons, déjà, que deux écoles s'affrontent en la matière : la Chine qui contraind ses citoyens, depuis des lustres, à un contrôle des naissances draconien (politique de l'enfant unique), ou l'Inde, qui ayant décidé de « laisser filer », sera plus peuplée que la Chine avec un âge moyen moins élevé ?

Dans les années 1950, le général de Gaulle, disait de la Chine de l'époque, à juste titre, qu'elle était « innombrable et misérable ».

C'est parce qu'elle a fait l'effort de ne pas être plus « innombrable » chaque année qu'elle a cessé d'être misérable.

L'Inde, quant à elle, n'ayant pas voulu faire le même effort, s'est laissée distancer par la Chine et par la plupart des autres pays asiatiques. Le revenu des Indiens, est, en 2014, inférieur à celui des autres asiatiques et même à celui de l'africain.

L'Algérie peut-elle emprunter la même voie que la Chine, c'est-à-dire, tenter d'être « innombrable » ? Certains le pensent, en mettant en avant le qualificatif « jeune » pour définir la population du Maghreb en général et de l'Algérie en particulier, ils évoquent un dynamisme démographique qui demeure une chance pour nos pays car ce capital humain constitue un formidable vecteur de croissance si de lourds investissements sont rapidement investis dans l'emploi, la santé et l'éducation afin de pérenniser des économies encore fragiles.

Nos gouvernants et tous ceux qui parmi les « résignés-réclamants » comme les décrit Jacques Attali, l'ancien conseiller de François Mitterrand qui continueront de suivre le mauvais exemple que nous donne l'Inde, doivent savoir qu'ils ne pourront ni éduquer, ni soigner, ni donner de l'emploi encore moins assurer la sécurité, ou loger une population en croissance démographique, trop rapide.

Rappelons que les « résignés-réclamants » sont des personnes qui sont incapables de prendre leur destin en mains, elles demandent à l'Etat de la sécurité (c'est-à-dire de la défense, de la police, de l'instruction, de la santé, un logement et un emploi qui passe par une formation), exigeant les meilleurs services pour le prix le plus bas ; ces gens-là sont consommateurs égoïstes de services publics qu'ils ne songent même pas à rendre aux autres. Ils ne font que réclamer des miettes d'une abondance en voie d'extinction.

A coup sûr, l'explosion démographique bouleversera notre pays dans les années à venir et à moins d'une relance économique providentielle, le pays peut connaître de sérieux problèmes de dépendances voire d'endettement.

Cette équation démographique ne semble pas alarmer les autorités et pourtant elle doit être résolue, avant qu'elle ne devienne un réel problème de société. La croissance économique du pays va être « mangée » par une démographie galopante et le débat est, d'ores et déjà, ouvert entre ceux qui pensent que l'incertitude économique est mauvaise pour la démographie et ceux qui estiment que la récession encourage plutôt le nombre de naissances.

Pour notre part, on s'autorise à penser qu'il est temps de maîtriser cette croissance inutile et perverse qui dilapide les ressources fossiles du pays sans compter ses impacts sur la vie économique et sociale.

Le prochain gouvernement a donc, pour ardente obligation, de ramener la démographie à un taux raisonnable, et qu'il cesse, une fois pour toute, de s'en remettre aux cours du pétrole, espérant quelque miracle !

La santé avant tout, c'est ce que disent souvent ceux ayant eu à affronter une quelconque maladie.

Soins : entre médecine et charlatanisme !

Par Slemnia Bendaoud

Certains en gardent toujours des sé- quelles, d'autres, par contre, se rappellent à tout moment ce long périple qui les a conduit à la gué- rison, fort heureusement. Mais tous avouent que la santé n'a pas de prix. Le temps et l'argent qui lui sont consa- crés, pour l'occasion, dépassent bien souvent tout entendement, vraiment de loin ceux mis à profit pour obtenir le plus précieux des biens ou services, y compris celui parfois afférent au recouvrement de sa propre liberté.

Elle est -tout compte fait- cet investissement si sûr qui dure des décennies. Parfois tout un siècle affranchi de ses nombreuses péripéties, lon- gue histoire et riche répertoire. Autrefois, on se soignait à la maison ou chez soi, au douar, au sein de la tribu et commune ou de la manière dont on pouvait le faire. Comme fai- re se peut, pour être plus précis ! Puisque la mé- decine était peu connue, très peu vulgarisée et valorisée, moins abondamment ou géographi- quement répandue, comme c'est le cas aujourd'hui. Le Taleb, connaissant parfaitement les paroles de Dieu, le Coran en l'occurrence et par excellence, ce meilleur texte de tous les écrits confondus, était alors si souvent sollicité pour ces difficiles diagnostics dont la médecine ren- contrait pourtant ces inextricables problèmes à pouvoir les afficher, de manière à les rendre palpables au toucher.

Ainsi, devant le manque flagrant de médecin et l'insistance dont il était l'objet, pour un temps ou pour toujours, le Taleb quittait alors, provi- soirement ou pour de bon, le territoire de l'éco- le coranique et ses magnifiques versets et légén- daires tablettes, pour ce nouveau métier dont il hérite au seul motif d'être lettré, maîtrisant en plus parfaitement le message de Dieu et celui de ses Saints prophètes, à l'effet de guérir le mal dont souffrait la population.

Durant les huit longues années de la révolu- tion, c'était la règle. Tout le monde en était bien conscient. Et les amulettes délivrées " en fin d'examen médical " faisaient bel et bien office d'ordonnances en bonne et due forme, accro- chées discrètement au coup de l'individu.

Pour tout Taleb faisant office de médecin im- provisé, son aura se mesurait habituellement à l'écho que propageaient plus loin la rumeur et l'humeur de ses patients, tout à l'heure ou des mois auparavant auscultés.

Ce fut ainsi que des tribus entières, par man- que de moyens, de médicaments et de vrais médecins, s'organisèrent, luttant contre ces ma- ladies multifformes dans l'espoir de retrouver au plus vite : qui sa santé, qui sa fertilité, qui le bon sens ou la raison, qui l'ouïe ou la vue, qui la chan- ce afin de s'éloigner à jamais de la malchance, qui son bien perdu, ou qui encore défiant le mau- vais œil, la jalousie et...que sais-je encore ?!

A mesure que le flux de ses patients augmen- tait, le Taleb se perfectionnait, se spécialisait, s'accommodait rapidement avec cette " potion magique " ou " ce remède-mystérieux " à pres- crire et à proposer à ses patients, de plus en plus nombreux et de moins en moins exigeants, au regard de la réputation acquise par le maitre des céans et de la profession.

Et c'est ainsi que différentes spécialités de la médecine apparurent alors en milieu rural al- lant de l'apprenti-médecin, très sorcier, peu sou- cieux, du reste, de la santé de ses pauvres pa- tients et de l'apport dont il contribue à leur réel- le guérison, à ces charlatans, grands maitres- chanteurs de leurs clients, spoliants leurs " mal- heureux bienvenus " de leurs nombreux biens et surtout santé physique et morale, objet de leur visite sur ces mêmes lieux.

Parmi ces charlatans, on pouvait compter ceux qui s'étaient intéressés à ces " gris-gris ", à ces sorcelleries relatives à ces folies d'amour, à ces quêtes de fortunes, à ces espérances ou recher- ches de fertilités et autres encore qu'on ne peut malheureusement encore les citer toutes...

Avec l'avènement de son indépendance, le mon- de rural algérien, toutes couches sociales con- fondues, accédait enfin aux soins que prodigue la médecine et ses nombreux bienfaits.

Le monde paysan avait alors ce choix à faire

entre continuer à se faire ausculter chez son " médecin habituel et traditionnel " ou alors op- ter pour celui dit moderne se trouvant en ville ou faisant le tour de ces contrées éloignées du centre urbain en question, une fois par semai- ne, au sein de ces cliniques mobiles ou dispen- saires d'antan pour certains hameaux privilé- giés. Les consultations étaient alors gratuitement pratiquées. C'était l'époque de cette mémorable et adorable médecine gratuite pour tous qui a aujourd'hui presque complètement disparu.

C'était ainsi que le monde des campagnes se soignait. Et à mesure que le monde rural se fa- miliarisait avec cette médecine moderne, des médecins privés, bénéficiant d'officines, s'instal- lèrent à l'intérieur de ces cloisonnées contrées, les plus éloignées du pays, défiant cette méde- cine traditionnelle et surtout l'espace géographi- que se dressant sur leur chemin et destin.

Bénéficiant de son quota de baraquements jus- te après le séisme de 1980 ayant frappé de plein fouet la région de Chlef (ex Al Asnam), la toute petite bourgade de Djelida devait donc tout na- turellement constituer cette nouvelle destination d'un médecin de la région, ayant longtemps fait ses preuves dans les hôpitaux environnants pour se décider finalement à s'y installer à son pro- pre compte. Kader est un enfant gentil de la ré- gion, ayant fait le lycée Mustapha Ferroukhi de Miliana et l'université d'Alger. Il atterrissait en ces lieux, nanti uniquement de son savoir et lon- gue expérience en la matière, afin de s'acquitter honorablement de sa noble tâche et précieuse de- voir effectué au service de la communauté.

Djelida, le bourg d'autrefois qui l'accueillait ve- nait de faire peau neuve, arborant ses toutes nouvelles baraques dont ce nouveau médecin en utilisa une à titre d'officine. L'agglomération venait de quitter ce monde où elle avait long- temps vécu et périlicé, survivant à ses nom- breux soubresauts et innombrables bêtises : ce- lui-là même qui la considérait comme une er- reur de la nature. Une négation de l'univers ! Sinon une contrée venue accidentellement à ce monde : lui déniait ou reprochant même ce droit absolu d'être venue au monde ! D'être justement née pratiquement de rien ! De rien du tout... ! Du néant ! De l'absolu ...! Avant l'indépendan- ce du pays, la localité avait comme nom celui de Djelida Ahl El Oued, mais depuis 1962 ce sont ces gens-là (du fleuve en l'occurrence) de la con- trée qui se sont disloqués et désolidarisés de son appellation, préférant leur baignade ininterrom- pue dans les eaux du Chélif, quittant à jamais leur ancienne demeure. Probablement pour de bon emportés par ses crues !

Depuis, ce fut Djelida en miniature, séparée de ses siens, qui fait office de commune, com- me le veut cette tradition de léguer à l'histoire de la nation ces noms composés et bien encom- brants. Djelida supportait alors très difficilement son long sommeil et son brûlant soleil estival, contraignant son monde à se terrer dès l'envoi de ses premières flèches blessantes et bien flam- boyantes sur cette terre ayant soif d'eau et qui refusait de mourir, nourrissant l'été venu ses importantes populations de ses généreuses moissons. La contrée était également tout le temps traversée par ces vents bien chauds et très violents de son automne, autrefois bien mono- tone où la figue de barbarie tient lieu du rôle d'une véritable reine ou grand Seigneur au mi- lieu de ses nombreux et très variés fruits de la région. Le reste de l'année, la vie y est bien mo- rose, malgré quelques frasques de fleurs sauva- ges ou très chétives roses que le printemps pas- sant en coup de vent dans la région en miroite à dessein, tout juste pour marquer son intrusion imprévue dans la vallée, succédant à cet hi- ver peu pluvieux et moins rigoureux qu'autre- fois. Fort heureusement il y eut la construction de ce grand barrage qui régula plus tard plutôt bien plus la culture de la pastèque et de la pom- me de terre -grâce à ces eaux puisées dans ses entrailles- que ce microclimat environnemental dont avait énormément besoin le monde habi- tant les lieux. En s'installant assez modestement dans son nouveau cabinet médical, Kader ne se doutait guère qu'une autre aventure commen- çait pour lui, après avoir brillamment rempor- té cette bataille de travailler enfin à son propre compte. Le problème ne résidait nullement dans ses compétences avérées et bien reconnues par tous, bien au-delà de cette perdue contrée. Le problème rencontré se situe donc manifestement

dans son nouvel environnement, dans les tradi- tions de leurs habitants et surtout leurs aptitu- des à se défaire de cet ordre ancien, privilégiant plutôt cette " potion magique " du charlatan sur l'ordonnance authentique du vrai médecin qu'il est. Juste quelques mois de travail durant les- quels notre nouveau toubib prenait conscience de sa dimension économique et humaine dans la région que c'est un autre médecin " d'un nou- veau genre " qui s'installe avec armes et baga- ges à ses côtés, dans la même venelle, jouxtant même le périmètre de son officine.

Le nouveau venu est donc charlatan de mé- tier, exerçant sa profession au vu et au su de tout le monde, sans le port obligatoire de la blouse blanche et sans même les documents utiles et appropriés relevant de la profession de méde- cin. Il est connu seulement de ses nombreux " patients ", lesquels le propulsent au rang de ce guérisseur se servant de sa seule magie de ve- nir à bout de toutes les maladies dont souffre l'humanité. Ainsi donc, jour après jour, les pa- tients du médecin, authentique celui-là, passèrent de l'autre côté. Chez " l'autre médecin ", pour être plus précis ! Lequel les auscultait comme de tradi- tion à coup de nouvelles potions magiques ou tra- giques !? Faisant douter le véritable et authenti- que professionnel de son utilité à son monde, de ses capacités à leur prodiguer les soins appro- priés... de guérir enfin ce monde-là de sa " vieille maladie " : celle, entre autre, d'aller encore et tou- jours chez le charlatan plutôt que de le faire pour ce même besoin chez le bon médecin du coin.

Un autre défi pointait donc du nez devant ce vaillant mais très brave médecin, confron- té désormais à ce combat éternel entre la scien- ce et l'obscurantisme, entre la vraie médecine et le véritable charlatanisme, entre ce remède qui guérit et celui qui mène tout droit vers la folie, l'oubli de soi, l'illusion de faire aussi bien que l'idole ou le modèle de soi, sinon de paraître comme le meilleur de tous dans ce monde ici- bas ! Kader avait donc juré de ne jamais baisser les bras. De faire triompher le savoir sur cette ignorance qui conduit ces gens-là à encore croi- re à ces potions magiques à l'heure de ces gran- des découvertes de la science contemporaine et bien souveraine. Il jura devant les siens et par devant ses plus fidèles patients de continuer à être armé de sa seule passion de réussir là où la science a encore de l'espace à prendre à l'igno- rance des gens, afin de la faire triompher contre l'obscurantis- me de certains de nos paysans aux idées obscures et " jugées bien paysannes ".

Il continua donc à travailler, fai- sant prévaloir les nombreux re- mède de la médecine sur les in- nombrables intermèdes ou chican- neries du charlatanisme, à tou- jours profiter de ces gens croyant tout bêtement à leurs dépassés méthodes de sorcelleries.

Il luttait, parfois sans le savoir, contre cet esprit paysan, très dif- ficile à embobiner, à convaincre surtout ! A le faire enfin revenir à cette image réelle de la médecine de ce troisième milléna- re ! Kader a fait ce serment d'un homme brave et très fort de caractère, bien tenace et très téméraire, qui ne reculera jamais devant les causes justes de l'humanité. Il voulait surtout faire honneur à ce di- plôme dont il aura mis de longues et très besogneu- ses années à pouvoir enfin l'obtenir, le décrocher au bout de cet effort permanent et de cet espoir fou d'embrasser cette carrière noble de disposer, dans la limite de ce qui permis et largement admis de par les textes et la religion, de ces " corps humains, esprits et confidences " de ses patients afin que guérison leur soit prodiguée par ses soins. Il avait raison de ce battre ainsi ou de la sorte sur ce terrain assez difficile où il avait cette lourde charge de faire revenir à la raison tout ce monde paysan, perdu entre cette noble tradition de faire comme ses aïeux ou de choisir enfin cette voie toute tracée de la méde- cine contemporaine, saine et bien pérenne !

Kader se devait donc de faire sa propre révo- lution : celle d'où émergera au bout de l'effort, intense et bien soutenu, l'impact de la science sur la conscience de ces gens-là, restés encore accrochés à ces vieilles méthodes de la fausse médecine d'antan ! L'aventure dans laquelle il s'était lancé prenait au départ l'allure d'une vé-

ritable expédition qui avait toutes les chances de venir à bout de sa détermination à faire changer à son monde d'horizon et de mode de guérison.

Tant ces autres esprits malintentionnés lui fai- saient barrière, ayant bien peur de l'avancée des sciences et des bonnes consciences jusqu'à les déchoir de leur territoire de prédilection où ils ont tout le temps officié en maitres absolus et grands seigneurs des lieux, par la faute à ce monde bien ignorant et très docile qui les croyait tout le temps, approuvant toujours leurs remè- des et cherchant après leurs fallacieuses potions. Le combat noble de ce médecin de profession dura de longues années au cours desquelles, patient après patient, ses clients, partis pour un bon moment chez celui d'à côté, lui revinrent à tour de rôle et en file indienne, bien conscients que la potion magique de son supposé " alter- égo " de cette 'médecine traditionnelle' ne de- vait plus avoir aucun effet quant à l'améliora- tion de leur état de santé, ne correspondant, en fait, nullement à leur maladie.

Cependant, il existe parfois ces mauvaises consciences ou anciennes habitudes qui ont la peau dure, du fait qu'elles soient assez scepti- ques ou peu favorables au changement, sinon tributaires d'un esprit malsain tout bonnement. Ainsi, et pour l'éternité, entre ce véritable mé- decin et son inévitable voisin de bon charlatan, les frontières étaient donc bien conçues et le bor- nage de leurs territoires respectifs définitive- ment effectué. Chacun avait ses propres clients : ceux venus voir le médecin comme ceux dispo- sés à rendre visite à cette autre Madame soleil ou à son représentant algérien exerçant dans la même profession.

Le combat rondement mené aura donc bel et bien tourné à l'avantage de la noble méde- cine n'était-ce alors cette anecdote qui vint, en fin de compte, tout détruire de cette guerre sans merci menée par ce très " patient " médecin contre justement cet obscurantisme humain.

En effet, alors qu'il s'apprêtait à quitter son of- ficine pour aller se restaurer en milieu de jour- née, son regard écorcha le visage d'une vieille connaissance sortant de chez son voisin. Il s'agis- sait, en fait, de sa propre tante maternelle. De- vant l'insistance de la patiente à s'occuper d'el- le, il l'ausculta au sein de son cabinet médical et le prescrivit des médicaments à l'effet d'apaiser sa douleur, lui intimant l'ordre de ne jamais

Et à mesure que le monde rural se familiarisait avec cette médecine moderne, des médecins privés, bénéficiant d'officines, s'installèrent à l'intérieur de ces cloisonnées contrées, les plus éloignées du pays, défiant cette médecine traditionnelle et surtout l'espace géographique se dressant sur leur chemin et destin

administrer ceux proposés par son voisin d'à côté. Des jours passèrent, et en une très belle ma- tinée printanière le médecin rendit visite à cette parente. Et grande fut sa surprise lorsque celle- ci lui dévoila tout de go : que " la potion magi- que de son voisin devait bien avoir raison de sa maladie ", sans cependant jamais se conformer à ses " prescriptions médicales " ni même ingur- giter le moindre de ses " breuvages" !

Ce n'est d'ailleurs qu'à ce moment-là que ce brave médecin, très dévoué et bien intelligent, comprit finalement que le mal de ses patients était bel et bien dans leur tête.

Ce conte répercute ce flash-back encore pré- sent dans l'esprit de certains. Le grand mal des algériens est parfois de trouver le chemin ap- proprié pour aller chez le bon médecin. A eux de choisir, en fait, entre cette intelligence humai- ne et cette supercherie bien animale... ! Lorsque avec notre propre traitement de vérita- ble médecin, on ne fait paradoxalement que par- ticiper, en fait, à davantage imposer à notre en- vironnement, malgré notre savoir-faire, la toute usurpée réputation de ce vrai-faux praticien de la santé publique ; c'est que, quelque part, le mal de tête de nos patients est fondamentalement bien plus profond qu'on le croit !

Au-delà de la liberté d'expression... !

Par H. Miloud Ameur

Tant de critiques déplacées visant non pas l'islam mais la communauté musulmane par le biais de son prophète. Qu'en-t-il de la liberté d'expression face aux autres religions dans les autres régions du monde et, en particulier à partir de la France ? Est-ce le mépris qui coïncide avec la fin du colonialisme ou bien la haine envers autrui qui est en question ?

Les musulmans vivant en France leur manque de telle représentativité municipale et parlementaire sur le plan politique qui s'explique la limite du modèle français notamment en ce qui concerne l'intégration des étrangers. Un modèle fragile et faible à la fois pour contenir l'étranger en tant que tel. La religion musulmane en tant que deuxième religion en France, n'a pas le même statut que d'autres religions bien enracinées. Ses musulmans ne sont ni majoritaires ni pris en considération suite aux problèmes techniques et organisationnels que les représentants des musulmans sont bien écartés pour ne pas devenir une puissance malgré leur nombre croissant.

Suite au discours officiel français défendant l'identité française entre le judaïsme et le christianisme, l'islam ne constitue pas un pilier parmi d'autres dont les autres religions monothéistes que la France abrite en son sein. De là s'inscrit en effet la logique française que certains lobbyings veulent faire de l'islam comme un moyen non seulement pour isoler les musulmans eux-mêmes mais pour retarder le fait religieux

dans une société dite laïque. Le domaine de la religion est tellement sacré qu'ils veulent mettre de l'islam comme une marchandise qu'on peut vendre à tout moment. La sacralisation de la religion n'est pas tolérée pour certaines et autorisée pour d'autres. Ce fameux journal en déficit grandissant mais en perte de ses clients veut copier ses traces sur les journaux étrangers notamment danois. Il a pour but de récupérer certaine clientèle afin de concurrencer d'autres journaux ayant plus de poids mais aussi plus au moins de clarté objective tels que le journal le Monde, le Monde Diplomatique, la Liberté ou le Figaro, etc.

Il est certain que la communauté musulmane de France quoiqu'elle vit en dehors des autres communautés nationales qu'elle n'arrive pas non seulement d'être intégrée mais de participer davantage à ce qui rend son appartenance à la France beaucoup plus utile de manière enrichissante.

L'erreur du politique en aggravant les dossiers d'Afghanistan, d'Irak, de Lybie ou de Syrie a suscité des terrains de front qui sont ouverts à toutes les probabilités dont les médias en profitent pour mener à bien leur rôle en dehors de la bataille. Sinon comment peut-on expliquer des jeunes sortis de l'école républicaine puissent aller combattre si ce n'est pas l'erreur à laquelle un qui les a poussés mourir. Mais la question qui se pose s'agit-il un acte isolé ou il cache derrière lui un réseau terroriste implanté en Europe à partir de France ?

Le succès que veut atteindre le fameux journal Charlie Hebdo sous couvert de semer la haine au nom de la liberté d'expression sans qu'il s'attaque aux autres religions monothéistes. Ses attaques successi-

Le carnage frappant le plein centre de Paris visant le siège de Charlie Hebdo mercredi dernier marque en effet un temps d'arrêt non pas au niveau de la liberté de la parole mais la déstabilisation de la communauté musulmane. Depuis un moment que le Prophète de l'islam subissait des caricatures malsaines aux yeux de tout le monde sans que l'opinion tant internationale que nationale lui fasse la remarque au sein de la République française.

ves visent à grandir son clientélisme médiatique pour désintégrer les musulmans de leur identité quoiqu'elle reste musulmane mais n'a pas de place meilleur pour qu'elle s'active qualitativement afin de rajouter quelque chose de plus sans qu'elle réagisse en mal.

Que portent-elles de nouveau ces critiques visant le Prophète de l'islam si ce n'est pas les musulmans qui sont la cible première ? La différence des sexes, des religions et des cultures est l'enjeu premier du politique pour créer rendant ses actions beaucoup plus solides que jamais. L'idéologie nationale est souvent interprétée derrière la liberté d'expression sans atteindre la dignité et l'humanité d'autrui.

C'est ce que veut jouer en parallèle de la politique de d'exclusion, du racisme et de l'intolérance que peut provoquer les médias suite à l'échec du politique. Cela ne va pas résoudre les problèmes qui s'accumulent et qui s'explorent souvent en crises ou en assassinats contre l'ordre national.

Le journal Charlie Hebdo n'a fait que répéter l'erreur politique de la France en adhérent sur le bloc américain sans que le poids de cette communauté joue son rôle suite à son traitement hors normes afin de se trouver face à ceux qui croient ou suivent cette politique ayant des conséquences graves qu'on imaginait.

La communauté musulmane malgré ce qu'elle a subi est loin de cet acte déplacé qui peut lui aggraver encore sa situation au niveau de représailles, de haine et d'islamophobie, etc. La question qui se pose jusqu'à quand peut-il y avoir un tel dialogue sinon une compréhension de partie d'autre s'agissant les affaires communes ? La religion musulmane malgré son lien à l'identité française semble écartée de l'ensemble des religions ayant une reconnaissance particulière et une influence majeure sur la décision politique.

Enfin jusqu'à quand peut-on prétendre qu'un tel acte puisse influencer ses contemporains pour rajouter plus afin de changer ce qu'ignore le politique ? Il reste encore du travail de pensée et du terrain au niveau de la communauté musulmane vivant loin ou en recul de la communauté nationale dominant le jeu politique ainsi que l'action sociale suite à la spécificité française. Or derrière cet acte portant tant d'analyses et de positions parfois profondes et contradictoires est le reflet du modèle français de l'intégration lui-même alors échoué jusqu'à preuve de contraire suite à ce que la France a comme idées et legs sur autrui que son histoire dans les différents territoires occupés durant la période coloniale n'a pas été autrement.

(*)Enseignant et essayiste

La transfiguration du banal !

Par Abdellatif Bousenane

Depuis l'attentat du 11 septembre 2001, on n'en a pratiquement pas vu une mobilisation similaire. Les représentants de plus de 50 pays dont plusieurs chefs d'États et gouvernements étaient à la marche de Paris. Pourtant il y a eu entre temps des attentats à Madrid en 2004, d'autres à Londres en 2005...etc. Sans évoquer les attentats, massacres et carnages qui ont secoué durant la décennie passée plusieurs pays arabo-musulmans et qui ont coûté la vie à de centaines de milliers de gens. Des pays où la vie, décidément, n'a pas la même valeur que celle des pays dominants. Dès lors, il y a là une évidente volonté de rendre cet attentat un événement d'une grande ampleur. Peut-on ainsi s'interroger sur l'objectif implicite de cette instrumentalisation ?

LES MUSULMANS SONT VISÉS :

Cette représentation médiatique et politique, d'une habilité certaine, qu'on a voulu, en effet, donner à cet attentat peut aboutir éventuellement à un concours de surenchères sécuritaires qui peut se traduire par un durcissement d'une législation liberticide visant essentiellement des restrictions de la liberté de circulation, de consciences et de pensée individuel qui peut aller jusqu'à une tentative d'intimidation. Ceci parvient dans un contexte marqué par la remise en question de la présence de l'Islam en terre occidentale soutenue par un certain nombre d'écrivains et intellectuels. Qui, au nom d'une liberté d'expression « sacrée » et sélective, vont jusqu'à pressentir une probable guerre civile ou/et une « déportation » de millions de musulmans hors Europe !

Demander aux musulmans de France, avec une insistance remarquée, de participer massivement dans la marche du dimanche dernier à Paris n'est-elle pas une forme de stigmatisation et d'intimidation voir de soupçon et d'accusation ? Seules les coupables essaient de se justifier. Puis, combattre et révoquer un communautarisme « effrayant » et dans le

L'attentat criminel, ignoble et abject qui a visé le journal Charlie Hebdo a pris une dimension planétaire d'une rare excentricité. Deux volets en revanche, l'un spécifique aux sociétés occidentales et l'autre externe concernant la géopolitique, composent inévitablement cet événement qui devient ainsi un artefact méritant une explicitation objective.



même temps appeler la « communauté » à être présente en force, n'y a-t-il pas là une indéniable objection. A travers ce procédé on assemble par juxtaposition un amalgame mal saint avec une allure de bons sentiments envers des concitoyens d'une religion pas très bien perçue par des cercles médiatiques, politiques et intellectuels qui forment « l'élite dominante ».

Cette dernière fournie, effectivement, un effort considérable dont le but final est la distorsion de ce crime afin de trouver un antagoniste voir un ennemi qui incarne le rôle du méchant loup avec lequel on fait peur aux populations. Mais pour quelle raison en fait ? Vouloir trouver un déficit et une préoccupation beaucoup plus importante et plus grave que les problèmes socio-économiques et politiques. C'est l'hypothèse la plus plausible. Dans l'histoire de France il y a eu, en réalité, beau-

coup d'attentats de ce genre. Jacques Mesrine, « l'ennemi public numéro un » a commis plusieurs attentats et hold-up sanglants pendant 7 années au nom d'un idéal ou une idéologie. Les attentats d'Action-Direct ont fait plusieurs morts dans les années 1980. À cette période l'ennemi était l'idéologie communiste et l'Union Soviétique (URSS). Ce n'est pas pour autant, cependant, qu'on a demandé aux communistes de tous bords de se justifier ou de sortir « en masse » pour dénoncer ces crimes. Comme on n'a pas demandé aux chrétiens de se désolidariser du terroriste chrétien, le norvégien Anders Behring Breivik, qui a massacré 77 personnes en 2011.

11 SEPTEMBRE BIS ?

Au delà de la barbarie de l'acte qui est condamnable et détestable, et sans sombrer

dans une théorie du complot très tentante toutefois très difficile à vérifier. Une chose est sûre, la conséquence de cet événement ne va pas se limiter à l'intérieur des frontières hexagonales. Le ton est déjà donné, et les capitales des grandes puissances de la civilisation dominante ne laissent aucune marge au doute sur leur « détermination », encore et toujours, de combattre le « terrorisme ». Notre artefact, par conséquent, prend la configuration d'une perspective hégémonique et devient ainsi un gigantesque paradigme géopolitique. Mais la question majeure qu'on doit se poser dans ce sens : Cette instrumentalisation justifierait-elle une énième intervention militaire dans un pays arabo-musulman ? Après l'échec de toutes les interventions passées. En Afghanistan, Irak, Libye...etc. Ou peut-on supposer que la perception de « l'échec » et « la réussite » n'a pas toujours le même sens dans le dictionnaire de la géopolitique ? Ainsi donc, on peut raisonner dans cette logique en termes de la théorie du « désordre créateur ».

C'est-à-dire on va choisir d'autres cibles, au nom de la guerre contre le terrorisme, bien évidemment, quitte à déstabiliser ou anéantir d'autres pays. Intérêts stratégiques obligent ! Il faut souligner, tout de même, que la chute des prix des hydrocarbures initiée par les puissants de ce monde et cette marche de Paris, démontrent, incontestablement, que la civilisation dominante est toujours aux commandes.

Néanmoins, on est là face à un grand problème de définition. Le synonyme du mot « terroriste » en occident signifie t-il « rebelle » au Moyen Orient et en Afrique du Nord ?

Par conséquent l'exercice est tellement délicat, car le risque pour ces puissances c'est de se retrouver devant une opinion publique interne qui leur demanderait des comptes sur la formation militaire et la fourniture d'armes à ces « rebelles-terroristes ».

Enfin, je pense qu'il s'agit ici d'une véritable tentative de dessiner une nouvelle géopolitique ou un « nouvel ordre mondial » avec « les crayons ensanglantés » des caricaturistes anarchistes qui ont lutté toute leur vie contre l'ordre établi et la pensée dominante. C'est vraiment paradoxal !

La morphologie de la haine

Par Kamal Guerroua

L'horreur nous jette souvent dans un vide existentiel mais nous pousse, en revanche, à lire dans le palmarès de nos erreurs ! En vérité, loin des jugements de valeur ou des procès d'intention que d'aucuns parmi nous peuvent décocher à l'encontre des caricaturistes de Charlie Hebdo assassinés en plein cœur de Paris, les attentats qui s'y étaient déroulées sont, quelque soient les motifs de leurs commanditaires, condamnables. Une tragédie qui résume, à elle seule, ce dilemme d'artistes, amoureux de la vie qui paient en quelque sorte les pots cassés à la place des maîtres politiques inatteignables et intouchables.

Sans doute, notre monde d'aujourd'hui est à plaindre. La haine s'affiche partout avec une insolente impudeur. Les arguties xénophobes des uns et les monstruosité démonstratives des autres s'aiguisent et sacralisent la convergence des absurdes dans un point de non-retour. La fraternité et l'amour sont, semble-t-il, un exercice de haute voltige pour une humanité en perte de vitesse. Inutile de jouer aux devinettes pour s'en rendre compte. Le fossé qui s'est creusé il y a des siècles entre une superhumanité appuyée sur l'héritage colonial, riche et aisée et une infrahumanité assujettie tout au long de l'histoire, misérable et livrée à elle-même s'approfondit, de nos jours, via le traumatisme psychologique du sous-développement, la dépendance et le totalitarisme avec leurs désastreuses conséquences (l'analphabétisme, l'inculture, l'ignorance, etc.). L'injustice des guerres, la misère et la clochardisation massive des peuples jettent l'opprobre sur la tutelle exercée par des institutions internationales factices et complices du grand capital. Il y a, à vrai dire, un étrange contraste entre la façade que notre humanité déploie et son arrière-boutique, son envers et son endroit, sa forme et son fond. L'élo-

ge des frontières, l'ethnocentrisme, le rejet de la différence, l'aryanisation des idées, la nazification des pensées, le fascisme des croyances, le mythe des races, la crispation, le repliement, le dénigrement de ceux qui nous ne ressemblent pas et le martèlement continu des cerveaux par des théories impérialistes ou conspiratrices survivent encore grâce à l'hypocrisie médiatique. A notre grand malheur, l'ère du grand déballeage imbibé de l'idéologie des lobbys construit les murs d'omerta autour des crimes humanitaires abominables, normalisant les flagrants délits d'usurpation d'identité des nations faibles. En même temps, l'exhibitionnisme des souffrances des uns, les larmes de crocodiles coulant à flot, épargne du châtement les véritables coupables et met leurs victimes dans la case des profanateurs de sépultures.

On dirait que l'humanisme est sélectif, les affects partiels et que la mémoire s'engage dans un sens unique. En conséquence, nos yeux sont poussés jusqu'à l'infini dans la pénombre ténébreuse de l'incompréhension, nos maux sont ciselés à la hache ingrate d'une histoire sans «h», et la dignité des opprimés réduits au rôle de faire-valoir de la volonté des puissants est écorchée. Nous sommes une masse compacte prise en tenailles entre petites po-
lémiques médiatiques et gros mensonges politiques, prête à tout moment d'emprunter les raccourcis faciles de la propagande et à tomber dans le guet-apens tendu par ceux qui n'ont d'idéologie que l'argent. Cet argent sans cœur, sans sens et sans odeur qui ne nous porte au dos que les coups de poignard empoisonnés des rhéteurs de la haine. On rumine le bavardage des salonards en col blanc, ceux-là qui, vautés sur le divan de la compromission, désignent à la vindicte des tribunaux d'opinion les éternels parias planétaires, déjà hais par cet occident «civilisé» qui se prend pour le nombril du monde.

Du coup, personne ne sait là où commence la dignité des uns ni là où s'arrête la liberté des autres et vice versa. On en est toujours à s'interroger sur «le pourquoi» et le «comment» de

«Sur les parois des cœurs, des crayons ont dessiné des fleurs, pétales roses ; printanières ; écloses ; pleines d'amour, dédiées à un monde incompris et en douleur » (Anonyme)

cette incroyable plasticité des notions et des définitions des «droits de l'homme», de «la liberté d'expression», et du «droit d'ingérence» humanitaire ou autre quand il s'agit de ces «Autres» (pays africains, les arabes ou les musulmans, etc.) et de leur incontestable rigidité dans les cas ayant trait en particulier à cet Occident, pourtant foyer des droits et des libertés! Le jeu de la balançoire est, à s'y méprendre, un peu plus risqué de ce côté-là que de l'autre.

Or, le propre de la liberté est qu'elle soit d'abord universelle, applicable pour tous et surtout indivisible, c'est-à-dire, que la liberté d'expression ne devrait en aucun cas, par exemple, se détacher de la liberté d'exister, de croire, de revendiquer son identité, son idéologie, ses idées, ses croyances, etc., pourvu que ces dernières n'attendent pas, d'une manière ou d'une autre, à celles des autres, au risque de provoquer des déséquilibres et des troubles dans les sociétés.

Cela n'est, à proprement parler, que chimère dans la réalité mondiale actuelle. Car, une très forte pression psychologique à connotation impérialiste, relayée par des écrivains, des auteurs et des chroniqueurs serviles corrode par ses borborygmes l'inoxidable alliance des cœurs humains. C'est triste ! On se barricade dans nos contresens, le mal sonne comme une pathologie incurable, marquée parfois par des interruptions incontrôlées de colère, de dépit et de révolte. Assassins invétérés, salopards sans frontières, pègre hyperconnectée aux lois de la finance ont hypnotisé la conscience de ce monde libre, échappant au sas du verdict des peuples et de l'histoire, affaiblissant les autres pour se renforcer, les foulant aux pieds pour monter dans le haut de l'échelle des valeurs auprès des

leurs, les dénigrant pour se surestimer, etc.

La Palestine est dépecée, l'Irak est dévastée, la Libye est disloquée, la Syrie torturée et sous séquestre, l'Afrique chaque jour humiliée, d'autres nations attendent leur tour dans la grande salle d'attente du laboratoire et les cobayes sont à la merci du bistouri et du scalpel des chirurgiens du capitalisme sauvage. La nébuleuse de la haine ne lésine jamais sur les moyens pour perfectionner son travail de sape. Des milliers d'âmes sont tombées comme des mouches, les rafales des kalachnikovs ont décimé des familles entières, des chars et des blindés ont marché sur des villages, des avions ont bombardé avec densité des villes, des réfugiés en ont assez des relents d'un exil forcé, des veuves traînent leurs guêtres dans les rues sans aucune consolation que les bondieuseries divines et des orphelins pleurent leurs pères alors que les coups de projecteurs sont jetés ailleurs, dans l'anonymat de ces médias, lesquels scrutent, analysent en boucle, traitent, re-traitent et pérorant jusqu'à la nausée sur le moindre détail d'une activité terroriste dont tout le monde aurait bien voulu oublier les échos.

Et puis, de ce côté-là, la haine à l'état pur a pris à rebrousse poil des âmes bigotes et endocrinées. La folie et la vengeance collent à l'esprit comme la peau aux os. Pas de lotion cicatrisante, pas de remède, pas d'échappatoire à l'intolérance. L'ici-bas est vite oublié avec ses chagrins et ses vicissitudes, l'au-delà est au contraire rêvé avec son éden, ses vierges et ses huris. Et, manifestement, entre les deux univers, le kamikaze est un martyr, la mort un idéal, la vie une pourriture, une injustice, une offense. Aux gazouillis des hirondelles, répondent les croassements des corbeaux et les hululements des gyrophares. Je suis triste !

In-Salah n'est pas Paris

Par Abed Charef

In-Salah n'est pas Paris. Une manifestation organisée place de la République, dans la capitale française, n'a pas le même sens qu'un rassemblement à In-Salah, Tamanrasset ou Illizi. Autant de manifestations dans un pays normal, comme la France, prend une signification convenue, qu'on en approuve le contenu ou pas, autant, dans un pays comme l'Algérie, un événement similaire peut se révéler contre-productif, voire dévastateur.

Il ne s'agit pas de mettre en doute le droit de manifester, de s'exprimer, de protester. Bien au contraire, il faut se féliciter qu'une société montre sa vitalité. Mais il s'agit de regarder la réalité en face, pour se rendre compte que certaines formes d'action sont devenues contre-productives dans les pays du sud, ces pays où l'Etat est en situation de quasi-faillite, où les institutions ne fonctionnent pas, où les dirigeants sont incapables de répondre aux revendications des citoyens, y compris quand le pouvoir veut bien faire.

Premier exemple : la contestation en Libye a commencé par un mouvement de protestation à Benghazi. Un mouvement apparemment pacifique, mené par des gens qui aspiraient à autre chose que le régime Kadhafi. Qu'avaient-ils en face d'eux ? Le vide institutionnel et politique, rapidement rempli par l'OTAN et les idéologues de type Bernard-Henry Levy. Au final, le résultat est la destruction des bribes de l'Etat libyen, et la transformation du pays en un immense arsenal où les jihadistes du monde entier faisaient leur marché, avant la dislocation du pays.

Pourquoi ce gâchis ? Parce que les contestataires libyens ne savaient pas qu'en face d'eux, il y avait le vide. Ils ont mené une action de contestation classique, avec l'idée d'instaurer un rapport de forces susceptible d'ouvrir de nouvelles perspectives politiques. Mais vouloir imposer un nouveau rapport de forces politique dans un pays qui ignore l'activité politique, mène inévitablement à l'affrontement et à l'impasse. C'est ce qui est arrivé, et la situation a rapidement échappé tout le monde pour être prise en charge par d'autres intérêts.

CRISE LOCALE ET MUTINERIE

Second exemple : Ghardaïa. Les affrontements

La vitalité d'un pays se mesure dans les moments de crise. En Algérie, une crise mineure risque de se transformer en drame.



se poursuivent depuis des mois, des années dans la vallée du M'Zab. Le Premier ministre, les ministres, les généraux et les hommes de bonne foi se succèdent. Sans résultat. Pour une raison simple : le problème est trop complexe pour les institutions algériennes. Les instruments et les méthodes utilisés pour régler la crise sont inadéquats.

Un problème non réglé ne signifie pas stagnation de l'abcès, mais aggravation de la plaie. On ne contrôle pas un problème en ne faisant rien. La preuve : Ghardaïa a débouché sur l'évènement le plus grave de l'année 2014 après le quatrième mandat, la mutinerie de la police. Au final, des habitants de Ghardaïa, engagés dans des affrontements pour régler des problèmes, ont provoqué une mutinerie au sein des services de sécurité. Troisième exemple : la contestation contre le gaz de schiste. A priori, c'est une réaction saine face à une décision contestable, peu importe qu'on l'approuve ou non. Des citoyens ont décidé de mener une série d'actions de protestation dans les villes du sud, où la compagnie Sonatrach s'est lancée dans l'exploitation de puits présentés comme expérimentaux, mais déjà entrés en production. La contestation bénéficie de la sympathie d'une large frange de la presse, et beaucoup d'économistes et d'experts pétroliers appuient le mouvement.

Comment peut évoluer la situation ? Le PDG de Sonatrach a été envoyé à la radio et à la télé-

vision pour donner des assurances. Il s'est retrouvé à lire un cours de chimie générale à l'antenne. L'Algérie est connue pour ses ratés en communication, mais sur ce coup, elle a atteint le fond. Auparavant, M. Abdelmadjid Attar avait tenté d'effectuer une discrète mission, qui s'est terminée par un fiasco, tout comme le ministre Youcef Yousfi.

Il faudra donc que d'autres hommes et d'autres institutions prennent le relais. Qui ? Le premier ministre Abdelmalek Sellal ? Le fait même d'évoquer son nom fait sourire les Algériens. Le président Abdelaziz Bouteflika ? Il est hors circuit. Abdelmadjid Sidi-Saïd ? Ali Hadad ? Issaad Rebrab ? Le général Gaïd Salah ? Le président Bouteflika vient de désigner un émissaire. Pourquoi faire ? Annoncer l'arrêt de l'exploitation, seule hypothèse envisageable.

Sur ce dossier, pourtant simple, personne n'est en mesure de décider et de convaincre, car personne n'a la crédibilité requise. Aucune institution n'est en mesure d'offrir les garanties demandées par les contestataires. Résultat : soit le gouvernement cède, acceptant une reddition en rase campagne, et délivre aux Algériens un message terrible ; soit il persiste, ce qui provoquera une recrudescence de la contestation, des heurts, des affrontements et une radicalisation de la contestation. Ceci se jouera sur un fonds très incertain, avec une insécurité largement répandue,

l'apparition de mouvements qui s'affichent ouvertement du sud, et qui veulent remplacer l'Etat algérien dans la prise de décision, alors que l'incertitude s'installe dans l'environnement régional de l'Algérie.

En un mot comme en cent, la contestation autour du gaz de schiste peut facilement déboucher sur un engrenage du type Ghadaïa. Sans perspective de solution au bout. Non parce que le pouvoir est déterminé, qu'il ment, ou que les réserves d'hydrocarbures sont si inquiétantes qu'il est contraint d'exploiter le gaz de schiste ; non parce que les contestataires sont déterminés, manipulés, ou puissants ; la situation risque de dérapier simplement parce que les contestataires ignorent qu'il n'y a rien en face d'eux. Il n'y a pas de gouvernement capable de débattre, de décider, de manager une situation de crise ; il n'y a pas d'institution capable de fixer un cap, de réaliser le consensus pour le concrétiser. In-Salah n'est pas Paris. Une grande manifestation peut sauver et renforcer la république française, là où les acteurs politiques sont crédibles où et les institutions fonctionnent. A In-Salah, une grande manifestation peut évoluer autrement. Ce qui amène désormais les contestataires à une vigilance accrue : non seulement ils doivent se défendre, mais ils doivent se rendre compte que, faute d'interlocuteur, leur action peut leur échapper et déboucher sur le pire.

la **Chronique**
de Paris
Par Pierre Morville

L'Union nationale s'impose après les attentats. Condition nécessaire mais pas suffisante pour prévenir de nouvelles menaces.

France : après les manifestations, l'Assemblée nationale



Mercredi dernier, la traditionnelle séance des « questions au gouvernement » s'est transformée en démonstration forte d'Union nationale ». A la fin de la minute de silence demandée par le président Claude Bartolone, les députés ont entonné ensemble La Marseillaise à l'initiative très spontanée d'un député UMP, Serge Grouard. Les élus parlementaires chantant en chœur l'hymne national à l'Assemblée nationale ? Cela ne s'était pas vu depuis le 11 novembre 1918 !

Les différentes porte-paroles des groupes parlementaires ont ensuite pris la parole pour saluer les victimes, tout en s'interrogeant surtout sur les moyens à mettre en œuvre pour éviter ou limiter la reproduction de tels attentats.

Le Premier ministre, Manuel Valls, a ensuite pris la parole, ovationné par tous les députés à plusieurs reprises. Il a salué la mémoire des victimes, la grande solidarité du peuple français et celle des gouvernements étrangers : « Les soutiens, la solidarité venus du monde entier ne s'y sont pas trompés : c'est bien l'esprit de la France, sa lumière, son message universel, que l'on a voulu abattre. Mais la France est debout ». Il a aussi salué « la magnifique réponse, le magnifique message » envoyé par les députés qui ont chanté La Marseillaise.

La très grande participation aux nombreuses manifestations qui se sont déroulées sur tout le territoire a déterminé la volonté de l'ensemble des députés à faire bloc : les manifestants ont « adressé un grand message de responsabilité » au gouvernement et aux parlementaires a reconnu Manuel Valls qui a réaffirmé avec force : « Oui, la France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical. La France n'est pas en guerre contre l'islam et les musulmans, a-t-il martelé, la France protégera tous ses concitoyens avec détermination et sang-froid ».

FRANÇOIS HOLLANDE TRÈS MOBILISÉ

François Hollande a été le premier à appeler à cette « Union nationale ». Impressionné, comme toute la classe politique, par l'ampleur des manifestations populaires, « la France, elle a fait face », le Président de la République a constamment appelé à l'unité, « notre meilleure arme » et surtout à une vigilance accrue car le pays « n'en a pas terminé avec les menaces ». « C'est la République toute entière qui a été agressée » : très mobilisé, présent sur le terrain, François Hollande, dans ces jours de crise, a tout piloté, y compris les décisions sécuritaires, comme l'assaut contre les terroristes, décisions prises « en symbiose », insiste l'Elysée, avec

Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, et la garde des Sceaux, Christiane Taubira. Il a voulu incarner son rôle de garant de l'unité républicaine : hommages aux victimes, visites aux familles, remerciements aux dévouements des forces de l'ordre, réception des principaux partis politiques, vœux aux forces armées sur le porte-avion Charles-de-Gaulle... le président a également manifesté dans la rue, fait rare en France, le dernier à l'avoir pratiqué avait été François Mitterrand en 1984 ! Il est vrai qu'il était, dimanche dernier, accompagné Place de la République, d'un nombre important des chefs d'état et de gouvernements étrangers.

Les premiers sondages confirment que les Français ont jugé positivement l'action du président. Selon une enquête TNS SOFRES pour le Figaro, publiée le 13 janvier, 29% des personnes interrogées sur « la gestion des événements », jugent « très bonne » l'action de François Hollande, 54% « plutôt bonne », soit 83% d'opinions positives. Mais très faible cote de popularité de François Hollande ne grimpe que de cinq points pour atteindre 20% de confiance seulement (41% pour Manuel Valls). Selon l'enquête Odoxa - Les Echos parue le lendemain, Près de huit Français sur dix (79 %) estiment ainsi que Hollande mais aussi Manuel Valls ont été à la hauteur des événements actuels. Mais 29 % des sondés seulement jugent positivement son action générale, avec une progression de huit points par rapport à décembre. « Certes, c'est dans son propre camp qu'il a retrouvé du crédit : près de six sympathisants de gauche sur dix (58 %) sont satisfaits de son action, alors qu'il est toujours rejeté par 92 % des électeurs de droite », commente le quotidien.

Souvent moqué pour ses hésitations, Hollande a su faire preuve d'une vraie intelligence dans l'appréciation de la situation et d'une rapide détermination dans les réponses. Il a incarné pendant ces jours dramatiques, l'unité nationale, reléguant au second plan les partis politiques de droite, comme de gauche et minorer son principal rival pour les élections de 2017, Nicolas Sarkozy. Marine Le Pen a tenté de jouer sa propre carte, mais elle n'y a pas réussi. Son parti n'étant pas invité aux différentes manifestations, elle s'est marginalisée en organisant son propre rassemblement, 1000p., à Beaucaire, une petite ville du Gard.

François Hollande a également montré que la France n'était pas seule, que ce pays gardait toujours une certaine image et nourrissait de la sympathie et de la solidarité à l'international. La présence des chefs d'état étrangers, l'écho des messages de solidarité de la presse internationale a beaucoup surpris les Français, toujours habitués à dire du mal d'eux-mêmes tout en s'estimant para-

doxalement le plus beau pays du monde.

« Cette affaire représideatise de fait l'image de François Hollande, qui en a bien besoin ». Cité par les Echos, un des lieutenants du président veut même croire que « ce sans-faute va mettre dans le jardin des souvenirs les procès intentés par la droite contre la légitimité, la capacité présidentielle de l'homme et la légèreté du pouvoir ». Cela reste à voir, pointe Pierre-Alain Furbury dans le même journal : « au sommet de l'Etat, on sait que la vie va reprendre » et que les polémiques ne tarderont pas à surgir, notamment sur les moyens de la lutte antiterroriste. Sans compter que les difficultés économiques et sociales de la France demeurent ».

COMMENT PARER DE NOUVEAUX ATTENTATS ?

Les divisions en effet réapparaîtront bien vite et notamment sur les suites à donner à ces double attentat qui a fait dix sept victimes en France. « A une situation exceptionnelle doivent répondre des mesures exceptionnelles. Mais je le dis avec la même force : jamais des mesures d'exception qui dérogeraient au principe du droit et des valeurs », a garanti Manuel Valls, avant d'avancer quelques pistes et propositions : « nous avons aussi amélioré la coopération entre nos services intérieurs et extérieurs (...) même s'il faut faire davantage nos échanges avec les services étrangers, a-t-il annoncé. « Mais il faut aller plus loin, j'ai demandé au ministre de l'intérieur de m'adresser dans les huit jours des propositions de renforcement, a-t-il déclaré, elles devront concerner Internet et les réseaux sociaux qui sont plus que jamais utilisés pour l'embrigadement, la mise en contact et pour le passage à l'acte habituel. » « Les phénomènes de radicalisation se développent en prison, ce n'est pas nouveau », a poursuivi le Premier ministre. Evoquant une mesure expérimentée actuellement à Fleury-Mérogis, Manuel Valls a souhaité que, « avant la fin de l'année (...), la surveillance des détenus considérés comme radicalisés [soit] organisée dans des quartiers spécifiques créés au sein d'établissements pénitentiaires ».

Plus facile à annoncer qu'à concrétiser. Tout d'abord, parce que les services de renseignements français surveillent déjà beaucoup les réseaux terroristes et, dans la plus grande discrétion, ont empêché un certain nombre de projets d'attentats similaires. Une hausse des budgets consacrée à ces activités sera certainement décidée. « Depuis des mois, sinon des années, tous les spécialistes prévenaient qu'une telle action allait se produire... », note Jean Guisnel dans Le Point,

pour autant, est-il envisageable avec les moyens que la République consacre actuellement aux renseignements intérieur et extérieur - à la louche, un milliard d'euros par an - de dresser un bouclier infranchissable contre des hommes déterminés, organisés et prudents ? La réponse est négative ». Une hausse des crédits suffira-t-elle ?

Le mouvement djihadiste en Europe s'organise sur la base de petites cellules autonomes, dormantes, bâties dans la clandestinité avec des militants qui ne se font pas remarquer dans la vie civile jusqu'au moment où ils interviennent avec la plus grande violence : « on mesure bien que l'on ne lutte pas avec un porte-avions ou des chars de combat contre des terroristes français bien chez nous, formés sur le tas, dirigés à distance et sachant parfaitement jouer « l'adhésion » aux principes républicains, avant de surgir du néant l'arme au poing », poursuit Jean Guisnel.

Plus généralement, la question qui interpelle, dans un contexte où 1000 à 1200 jeunes Français sont partis en Irak et en Syrie, et d'autres, peut-être encore plus radicaux, ont décidé de rester pour se joindre à des cellules dormantes : pourquoi des jeunes, souvent de banlieues s'embarquent dans de tels errements ? Des efforts d'éducation civiques sont certainement nécessaires mais la misère sociale de certains quartiers et le racisme ambiant doivent y être également pour beaucoup.

« Prendre des mesures exceptionnelles mais ne pas déroger au principe du droit et des valeurs » affirme le 1^{er} Ministre français. Pas aisé, surtout quand certains députés de droite réclament des mesures identiques à celles, anti-démocratiques, prises par Bush après le 11 septembre : un « Patriot Act » à la française, quitte à « restreindre certaines libertés publiques » : « je préfère des mesures qui créent du débat chez vous, les journalistes, au nom du politiquement correct, plutôt que des morts dans la rue », lâche par exemple Patrick Ollier après le discours de Manuel Valls.

QUI, DERRIÈRE CETTE BARBARIE ?

« Des héros ont été recrutés et ils ont agi, ils ont promis et sont passés à l'acte à la grande satisfaction des musulmans », déclare dans la vidéo mise en ligne hier sur un site islamiste, l'un des dirigeants d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), Nasser Ben Ali al-Anassi. « Nous, Al-Qaïda dans la péninsule arabique, revendiquons la responsabilité pour cette opération comme vengeance », ajoute-t-il. « Nous tenons à préciser à l'intention de la nation musulmane que ce sont nous qui avons choisi la cible, financé l'opération et recruté son chef ». « J'ai été envoyé, moi, Chérif Kouachi, par Al-Qaïda du Yémen », a affirmé ce djihadiste français. Au moment où il entre en contact avec les journalistes, Amedy Coulibaly tient prisonniers une quinzaine de personnes dans une épicerie cachère. Il déclare sans ambages que quatre d'entre elles sont mortes (Yohan Cohen, Yoav Hattab, Philippe Braham et François-Michel Saada) et exige qu'on le mette en contact avec les policiers. Et il affiche ses couleurs : il agit, lui, au nom du groupe armé État islamique (EI). Nouveau facteur d'inquiétudes : les deux principales formations djihadistes, rivales et qui s'opposent parfois militairement en Syrie, en Irak et plus généralement dans le Moyen-Orient sont, semble-t-il capable de réaliser des alliances concrètes pour intervenir en semble en Europe. Inquiétant quand on sait que la France est une cible privilégiée. « Affaire du voile », opérations militaires en Irak, au Mali : dans la hiérarchie des pays à haïr, la France occupe le 1^{er} rang, « elle est perçue comme une ennemi de l'Islam et le plus anti islamiste parmi tous les pays occidentaux » confie un responsable de la DGSE à Jean-Pierre Perrin. « La France prétend être un pays laïc alors que son cœur est plein de haine pour les musulmans » déclarait en aout 2009, Ayman al-Zawahiri, le n°2 d'Al Qaïda. « Si vous pouvez tuer un incroyant américain ou européen et en particulier les méchants et sales Français (...) Tuez-le de n'importe quelle manière ! », menaçait de son côté le 22 novembre dernier, Abou Mohammed Al-Adnani, le porte parole de l'EI. Ce n'est pas fini.

La fragilité de la mosaïque



Par Bouchan
Hadj-Chikh

• Quel cirque !

Les américains appellent petite ville ce que vous et moi appellerions village. Et le village, dont je voudrais vous parler, s'appelle Athens. Dans l'Ohio. Les étudiants de l'Université, autour de 18.000 jeunes gens, sont studieux, sérieux cinq jours par semaine. Le vendredi soir, cependant, la veille de leur départ pour rejoindre leur famille pour le week-end, ils se lâchent, peuplent les bars, dont celui d'un américain d'origine syrienne, Samir. C'est là où, un soir, il y a bien longtemps, étudiantes et étudiants, toutes origines confondues, asiatiques, blancs, afro américains et quelques algériens, trois pour tout dire, s'agitaient sur la piste centrale en prétendant danser, sans s'inquiéter qui était en face d'eux, tandis que d'autres partageaient les mêmes tables, d'autres encore se bouscullaient, courtoisement, le long du zinc pour se faire servir par un géant afro américain, un doctorant en physique, sympathique, très actif, toujours souriant. Souriant jusqu'à ce qu'un malpropre se fasse un chemin dans sa direction, à coups de coudes,

d'autres origines. Les trois algériens, avant de se faire une idée de ce qui se passait virent des policiers, à la suite du sheriff, débouler pour mettre fin à l'empoignade et conduire, au hasard, quelques témoins et les deux protagonistes

Le melting-pot qui fait la fierté de l'Amérique venait, encore une fois, de prendre un sale coup. Mais ce melting pot est leur nature, n'est-ce pas ? Ils font avec. Et il tient.

• Les algériens furent les invités de marque du Sheriff.

Et le lendemain ils furent ceux du juge qui s'est bien marré avec eux.

• Oui, quel cirque !

J'y pensai ce Vendredi 7 Janvier 2015, et les jours suivants quand, à la suite du terrible assassinat des journalistes de Charlie Hebdo (d'où fut éjecté en 2008 le dessinateur Siné, ami de l'Algérie, pour une caricature jugée "antisémite", par un certain Philippe Val, alors directeur de la publication, qui publia, au nom de "la liberté de presse", bien sûr, les caricatures islamophobes).

Sur les écrans des télévisions, certains représentants de la "communauté" musulmans de France se crurent obligés de clamer que ces crimes odieux n'étaient pas exécutés en leur nom - ce qui allait de soi,

représentés au niveau des présidents, des premiers ministres ou des ministres, à l'exception des pays asiatiques, absents, encore moins le Président Barak Obama ou son Vice Président - ne crurent utiles de prononcer une telle énormité aux enfants et, souvent, aux petits enfants de leurs ex nationaux émigrés. Netanyahu, osa. Du coup, dans mon esprit, il faisait exploser le fondement de la République Française, une et indivisible, comme il est dit, laïc, surtout, dont les socles sont Liberté, Egalité, Fraternité. Les principes fondamentaux de la Révolution de 1789 (violés par les expéditions coloniales, la traite et, de nos jours, la Mondialisation).

Personne n'a osé donc dire à ses nationaux que la France était incapable d'assurer leur sécurité, qu'ils étaient moins libres, moins "égaux" que le reste de la population. Et qu'ils demeuraient, par dessus tout, et avant tout, "israéliens".

Ce qui sous entendait donc un soupçon de défaut d'allégeance de leur part, comme de la part des maghrébins de lointaine origines installés depuis des lustres dans ce pays. Ce qui pourrait se dire des africains, des asiatiques etc.

Suivant cette déclaration, et en exagérant à peine, à la suite de cette singularité avouée, tous les Français vont devoir s'identifier, désormais, se reconnaître entre eux entant que Juifs français, Catholiques français, Musulmans français, Bouddhistes français, animistes ou athées français. Puis, chaque fois qu'un événement survient dans le monde impliquant une partie infime de leur communauté respective, le dénoncer en tant que groupe ethnique. Dans la même veine, les Fran-

Netanyahu n'a d'égale que l'explosion de la bombe déposée par un agent du Mossad dans Synagogue de Baghdad qui fit de nombreux morts, acte qui donna le signal à l'émigration de la population irakienne de confession israélite vers les territoires occupés.

Le 19 Mars 1950. Elle survient quelques jours après celle du Dr Kouchner, ancien ministre de la République qui indiquait le caractère raciste des Français, attribuant la détestation de l'ancien président Nicolas Sarkozy au fait qu'il soit d'origine juive.

• Qui vise l'implosion ? Qui vise l'explosion ?

Des spécialistes de ce que l'on nomme, par abus de langage, "les théoriciens du chaos", le disent déjà à leur manière.

Les identités, je n'y crois pas. trop Là ou ailleurs.

Mais il ne faut pas être seul à y croire. Si la justice était... juste, si les règles d'association étaient clairement définies, si la répartition des richesses n'était pas contestable, nulle entité, qu'elle soit religieuse, culturelle ou ethnique ne serait capable de mobiliser les individus en faveur de la rupture, de la fracture entre les hommes. Ni élèverait un mur qualifié "de la honte" là-bas, pour le remplacer, aujourd'hui, par un sympathique "mur de séparation" en Palestine occupée, comme pour dire "nous faisons chambre à part".

Il existe des zones. Celles des laissés pour compte. Des pays dominés. Des états loubards évoluant dans les "zones de non droit", ces zones qui conviennent si bien dès lors qu'elles ne débordent pas. Daesh, le pseudo califat. Les milices anti syriennes. Ou encore. Celles de ces jeunes qui, perdant la raison de vivre "cherchent une raison pour mourir", selon Tareq Oubrou, recteur de la mosquée de Bordeaux.

L'ancien ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, qui a son franc parlé, disait, au premier jour de ce grave événement, - je le paraphrase - qu'il faut chercher dans l'abandon des banlieues les germes à ces dérives de jeunes gens.

Dans les années 80, au cours d'un débat devant les caméras de la TV, il demandait, à un jeune homme issu de la seconde ou troisième génération d'immigré, qui se plaignait d'être "largué", pourquoi il ne demandait pas la nationalité française et voter pour élire ses représentants pour défendre ses droits. Vrai.

Ce jeune, depuis, a ses papiers français, en règle.

• Mais cela ne suffit pas toujours.

Les effets des papillons pervers, les bombardements aveugles en Afghanistan, en Syrie, en Irak, au Mali et ailleurs - où les hommes en armes sont qualifiés, un jour, de combattants de la liberté, de moudjahidine, le jour suivant de taliban, de fondamentalistes, de barbares selon la bourse des valeurs des combats à l'aune des intérêts des puissances - ne peuvent laisser indifférents tous les hommes.

Ainsi donc, s'il faut soutenir la France de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, le combat pour un monde pour de semblables valeurs méritent également que l'on s'y engage.

Pour lui éviter l'éclatement.

PS : 14 journalistes palestiniens tués durant les derniers quatre mois par l'armée d'occupation. Une seule mention du premier caricaturiste palestinien assassiné. Naji el Ali. C'était à Londres en 1987 (2).

(1) "On s'inquiète de voir les musulmans modérés ne pas réagir. Il n'y a pas de musulmans modérés en France, il n'y a pas de musulmans du tout, il y a des gens qui sont de culture musulmane, qui respectent le ramadan comme moi je peux faire Noël et bouffer de la dinde chez mes parents, mais ils n'ont pas à s'engager plus que ça contre l'islam radical en tant que musulmans modérés, puisqu'ils ne sont pas musulmans modérés, ils sont citoyens" disait Charb, directeur de la publication de Charlie Hebdo sur le site ventscontraires.net, extension du Théâtre du Rond-point
(2) L'un des derniers dessins de Naji al-Ali, caricaturiste palestinien assassiné le 22 juillet 1987, à Londres, par le Mossad.



pour lui crier sa commande en ces termes : "hé toi, le nègre, envoies moi un Daniel's".

Le serveur s'essuya les mains dans une serviette - il était toujours propre nickel - se pencha en avant comme il l'aurait fait pour le faire répéter ce qu'il lui avait cru entendre, agrippa l'homme par le col, le tira par-dessus le baret lui balança le plus magistrale direct en pleine figure qui envoya valdinguer l'homme quelques mètres plus loin.

Une scène de western classique ? Pas tant que ça. Car le mouvement des clients qui suivit stupéfia les algériens : la piste de danse, soudain, se fendit en deux. Peut-être trois. D'un côté, ils virent les blancs regroupés, prêts à en découdre, de l'autre, les afro-américains décidés à ne pas laisser passer l'ouragan les bras croisés et, enfin, entre les deux, ne sachant quoi faire ni quel parti prendre, une "buffer zone", une zone tampon constituée des étudiants

mais il fallait le répéter, le croyaient-ils (1) - tandis que la communauté juive, de son côté, se réunissait devant le super marché Hyper Kasher, lieu du meurtre de quatre innocents, pour clamer une autre évidence - qu'il fallait rappeler, là aussi, aux yeux de certains - selon laquelle ils étaient français et heureux de l'être. En terre française, selon s'entend.

• Heureux ?

M. Netanyahu les rappela à l'ordre à 8.000 kilomètres de là. Les juifs disposent d'un "foyer national", dit-il à leur adresse. Pour leur "Alya". Le "retour" en "terre promise". Puis il prit l'avion pour le leur répéter de vive voix, sans doute, avant assister au défilé "républicain", à l'invitation du chef de l'état français.

Ni les dirigeants Papou- pour lesquels j'éprouve le plus grand respect - ni les Allemands, ni les Maghrébins, ni les Britanniques, ni les Africains - 44 pays étaient

çais, chez eux, devront se redécouvrir Ch'ti du nord, Breton de l'Ouest, ou encore Nisard du sud, Corse ainsi que ressortissants des Départements et Territoires d'Outre Mer, les DOM-TOM, portant sur soi des cartes d'identités, comme auparavant, au Rwanda, la mention "Hutu" ou "Tutsi". Ou des documents, dans un autre pays "démocratique", la mention "blanc" ou "noir".

• Le melting pot américain... à la sauce française ?

Destinée à la France Jacobine, une et indivisible ?

Aucun officiel donc ne trouva à redire sous peine d'être accusé de propos ou d'intention diffamatoire et qualifié, dans la foulée, d'antisémitisme.

En dehors du rabbin de Paris qui lui rappela qu'il était Français et heureux en France.

La dangerosité de la déclaration de M.

Tout le monde a peur. La France de la diversité tremble et le monde avec, à la mort d'une vingtaine de personnes. Trois terroristes Français ont installé dans la suspicion, la haine et en sursis de mort des millions de français et d'autres. Un crime a été commis, un autre se prépare. Qui terrorise qui ?

■ Qui terrorise qui ?



Par El yazid Dib

Si le " qui tue qui " était un jet d'amalgame, une semence va seuser et un procès toujours ouvert ; le " qui terrorise qui " serait une réalité. Une vie condamnée dorénavant à être ainsi menée. La marche parisienne s'est transformée en une affaire d'antennes, de plateaux et de satellites. Plus de policiers et de journalistes que de marcheurs. L'overdose a tué la simple information. Charlie est sur tous les visages qui ont voulu dire clairement ce qui était jusqu'ici sournoisement enfoui. La grande aubaine à permis à une certaine frange gloutonne de boire à la régolade l'animosité envers l'autre. Cet être là, qui voile sa couleur, qui fait taire sa foi, qui se lève tôt, qui emprunte le métro et qui va maintenant se rapetisser et abréger publiquement sa présence. A travers cette marche de presque quatre millions de personnes (toute la France), il semblerait qu'une guerre est assurément annoncée en riposte à une fusillade d'ailleurs unanimement condamnée. La réplique sécuritaire et liberticide qui va s'en suivre aurait déjà quant à elle commencé son impétueuse marche. La descente aux abîmes pour les uns, la conquête des espaces pour les autres !

Je te hais !

Le terrorisme est apatride. Sans nationalité, ni morphologie, il ignore la géographie. Il ne s'exerce pas exclusivement contre un nord atlantique ou ne s'abat que sur des bords dorés. Ses victimes ne sont pas seulement celles à qui l'on donne le statut de démocrates, de liberté et de la libre conscience. Ce sont les musulmans qui ont été et sont la première cible. Le plus important nombre est inscrit au Maghreb et en orient. A Ghaza, en Syrie, en Irak, en Algérie.

L'Islam a de tout temps constitué les mailles de fond de polémiques, de chaires et d'officines. C'est entre convergence et conflit, Occident et Orient, que l'on parle plus de choc que de civilisation. Mais là le Rubicon semble être franchi. C'est cette croyance que l'on veut ébranler. La solidarité interreligieuse ou entre ethnies est plus que fondamentale. Une nécessité biologique.

Paradoxe des temps ! Comment un attentat ressuscite-t-il à chaque avènement un débat que l'on pensait semi-clos pour exhumier davantage des ossements en finalité impérissables ? On impute l'insanité non pas à un auteur mais à une conception paraissant l'animer. C'est comme l'on accuse le savoir technologique ayant permis la bombe d'Hiroshima et non son auteur. Pour ainsi dire que la religion n'est redevable, ni coupable en rien du résultat par celui qui croit s'en servir.

Le monde pond des règles au profit de ceux qui le font. Il s'agrandit ou s'amoindrit à la mesure de ceux qui le voudraient ainsi ou autrement. En somme, il est comme une religion quelconque ; sans attention à ses débuts ; embarrassante à son expansion. Doctrine ou inspiration dite céleste ; elle s'écarte comme une carte bipolaire de la tolérance vertueuse à la terreur tumultueuse. Le cœur en parle. La rue ça se discute. C'est parce que tu es tel que tu prétends être que je te hais. En fait je hais en toi tout ce qui est symbolique et identitaire. La société française, heureusement pas toute, s'enrène dans l'aveuglété et l'intolérance.

Nous sommes pas en présence, parlant de dérives, de grandes dérives ? L'Islam est le canevas de fond pour tous les menus. La confrontation d'idées s'assimile au débat contradictoire et l'avis inverse s'oppose à l'avis tout court. Lorsque des propos confus viennent sciemment se fondre dans une terminologie déjà controversée, il n'en reste que

des opportunités accueillantes pour toutes les déviations possibles et imaginables. Lancer de l'invective, sous couvert d'un besoin médiatique n'est pas de nature, en toutes circonstances, à favoriser l'atteinte réussie de l'objectif escompté. Faire des dessins en ayant au bout de sa mine à crayon une mire pour frustrer des croyances n'est pas forcément un art. Il s'éloigne si le cas en était d'une éthique offusquant les limites d'une liberté d'expression. Ceci à son tour ne devrait pas agréer en contre-attaque la thèse de la tuerie. L'on ne peut tuer un portemine que par un autre et non pas par une balle. On y tombe justement dans une réaction antithétique, hostile et intransigeante. La rivalité de vision des choses et l'interprétation du sacré aboutiraient à l'anéantissement du peu de pudeur que lui confère l'esprit civilisateur.

Aimez-vous !

Sans cette retenue minimale, tout sens et toute dimension rattachée à une quelconque progression sociale, ne sauraient être éligibles à arborer haut et fort un qualificatif ou un nom de civilisation. Partant, la civilisation se puise d'une connaissance, grandit dans une culture et s'épanouit et progresse dans la vertu et la moralité. Elle ne peut donc, par définition liminaire que s'entrouvrir ou mourir. Les civilisations viennent au monde comme est venue la pénicilline aux maux de ce monde. Sans religion, sans faciès, sans ethnographie ; elles combinent par des bienfaits des uns les tares et les lacunes des autres. Elles se complètent, s'imbriquent, et cohabitent. Aimez-vous dans vos

d'un pacte. Elle est là, invisible et épiant, comme un vigile silencieux qui ne s'autocensure que par le repentir et le soupir. Les règles sur lesquelles se fonde la morale, remords et regrets, vont fondre par conséquent les actes répréhensibles et récusables plus que ne le fait l'homme dans ses tentatives de contractualiser les préceptes moraux. L'amour ne se décrète ni à l'ONU, ni à la place de la république convertie un moment par ses initiateurs en place des " lamentations " le mur étant loin ou juste à coté. Cet amour doit s'édifier dans l'acceptation tout en récusant toutes les déclarations captieuses.

Un Dieu pour tous, à chacun sa croyance !

Osons le dire ! L'Islam n'est pas une tête enturbannée ni un visage barbu d'un être dont les mollets restent dénudés par un tissu de houppe et tenant ostensiblement une mitrailleuse en s'affairant à un va-et-vient buccal à l'aide d'un bâtonnet tenant lieu de brosse à dents. Ne le voyez pas dans l'attitude du mauvais et du méchant. Du tueur et du djihadiste. Il est des bras ouverts, sans sabres ni coupe-nuques, des yeux larmoyants et un cœur immense, comme l'est l'espace planétaire. Il n'est pas non plus un aviateur formé pour casser des tours, ni un égorgeur d'enfants innocents. Il ne commet pas de génocide. Il est une culture de bien-être, de savoir et d'amour. Le Bon Dieu de tous, en aucun cas n'avait affirmé que mitrailler des journalistes, faire exploser un cadavre ou pilonner des populations est un acte

le fasse en ayant les coudées franches tout en expurgeant tout sentiment de réprobation, de haine et d'ostracisme. Sommes-nous suite au " siège de Paris " à un niveau d'uniformisme rangeant dans le mal des individus uniquement à l'aide des critères de lignages et de convictions ?

L'injure est un crachat à la face de la culture. Le respect de l'autre est un signe de grandeur, de générosité et surtout un témoignage clair de la limpidité de la source intarissable auprès de laquelle la personne respectueuse s'en abreuve et se forge. Notre force n'est pas une puissance dans le débit des insanités. Dans une liberté permissive attentive. Toute culture n'est bonne que si le bien l'entoure. La preuve est là, transcrite dans le Livre et, hélas, parfois proscrite et contredite par les actes de ceux qui aveuglement le lisent ou le disent. Au même titre que le générique de la démocratie tant chanté et flagorné mais qui reste aléatoirement astreint à une géométrie variable. Quand on a faim et froid l'on oublie vite ses droits ne cherchant qu'à satisfaire un besoin pressant.

Faites du bruit, on tourne !

Les commentaires vont bon train. Les interprétations se veulent tenaces. La théorie du complot a de tout temps scintillé sur tout ce qui n'arrive pas à s'expliquer. Kourdel était aussi un fragment d'un complot. Tout comme Kelkal ou Merah. L'attaque du magazine français ne serait pas l'initiative de la mouvance islamique.

Ce sont les sionistes qui auraient conçu tout ce scénario prétendant certains. Et le Hyper Cacher ? Des indices contradictoires ont été même relevés. Le professionnalisme dans l'action armée, l'anomalie des rétroviseurs de la voiture de fuite abandonnée, la pièce d'identité oubliée... seraient l'argumentation précaire certes mais crédibilisant le chainage d'un complot. Amoindrir pour se niveler à cet amateurisme le " génie " des services actifs de la juiverie mondiale adossés à l'intelligence de l'agence américaine c'est prendre une férocité calme pour une faiblesse. C'est concéder spontanément raison à



divergences est un ordre poly-prophétique.

Un sacerdoce humanitaire. En somme, ni le meurtre ni la haine ne sont des termes dans l'encyclopédie des grandes civilisations qui ont pu, depuis la création, façonner l'humanité. Le terrorisme, comme le meurtre ou le mépris, est irrégulier. Nul besoin n'y est pour clamer des évidences communes aux communs des mortels. Qu'elle est cette personne qui va cautionner ce qui s'est passé à Charlie-hebdo ou absoudre de leur méfait les auteurs égarés ? Le vol ou l'adultère n'ont pas attendu une religion élitiste ou la parution du premier code pénal, pour qu'ils soient honnis et récusés par la conscience sociale et interdits par la volonté législative de l'homme. La religion certes n'est pas un tout mais elle est dans ce tout. La loi n'est non plus le tout. Il existe bien un code répressif condamnant l'inceste et l'escroquerie dans des pays sans religions ou qui se proclamaient d'un athéisme affiché. La morale n'a pas pour rester vive et inextinguible, besoin d'une charte ou

de bienfaisance ou une entremise rapprochant de sa bénédiction. A ce degré de pensée, certains thèmes récurrents marquent par leurs échos et leurs porte-échos, que ces derniers ne connaissent pas de frontières et libèrent leur libido spirituelle pour en prêcher, causer ou sermonner au nom de telle religion ou de telle civilisation des immondices et des contre-réalités. Ils n'obéissent de ce fait qu'à une passion aveugle, sectaire et inhumaine. Les califes de droiture, de bonne gouvernance ne disaient-ils pas, à juste titre d'ailleurs, que " la passion est un autre dieu qu'on adore " ? Ce qui caractérise un débat par rapport à un conflit c'est la force de la preuve et non la force à l'épreuve ou l'épreuve de force. La marche parisienne était une démonstration de force. Si l'Occident avec la science et la technique qui ne lui sont par ailleurs, en aucun cas exclusifs car, propriété de l'humanité entière, veut bien entretenir ou continuer le débat du jour déjà entamé en sourdine, depuis l'Hégire chez le roi d'Ethiopie, qu'il

un tord qui rapidement réclame le statut de souffre-douleur. Chez ces gens là, peu importe qui périclète, qui se froisse, qui agonise, qui supporte. Ils ont besoin d'un confort solidaire international pour passer à une autre étape. Attendons-nous à la répétition du cas Charlie au sein même des territoires américains. Boucler le cercle pour mieux agir, corroborer ses appuis, dupliquer son pseudo calvaire, vendre le sentiment de la terreur, généraliser l'inquiétude sont les pré-requis d'un grand coup attendu. Déséquilibrer la sympathie palestinienne pour mieux équilibrer le rangement et la caporalisation de nouvelles tentations. Un nouvel ordre mondial qui ne doit plus s'asseoir sur les fluctuations de la bourse pétrolière. Toutefois il serait basé sur une monnaie d'échange sécuritaire forte et une hégémonie outre-Atlantique dont le noyau dur demeurerait après reconfiguration le lobby sioniste en phase finale d'accomplissement. Rabi youstour.

Manifestation internationale de Paris : le serment algérien

La plus belle manière d'honorer la mémoire des victimes du terrorisme en Algérie est de manifester notre solidarité aux autres victimes, quelles que soient leurs origines, nationalité ou croyances. Nous en avons tellement besoin dans les années 90.

Bruxelles :
M'hammedi Bouzina Med

Peut-on répondre à une lâcheté par une autre lâcheté ? Peut-on justifier une colère par une autre colère ? Peut-on se prévaloir de la générosité, du partage et de la solidarité en manifestant du ressentiment, de la rancune, voire de la haine ? Adopter de telles réponses ou attitudes c'est un peu la loi du talion, « œil pour œil, dent pour dent. » L'émotion qui a submergé la France au lendemain des attentats du 07 janvier a laissé très vite apparaître des sentiments de révolte, d'indignation et de colère. Et lorsque la colère envahit les cœurs, la raison se brouille et laisse le champ libre à toutes les frustrations inconscientes, les dérives communautaires et les amalgames absurdes et dangereux pour la cohésion et la paix sociales : la colère est aveugle. Les réseaux sociaux ont (et continuent) d'illustrer cette étrange et paradoxale cassure entre les indignés du terrorisme quel qu'il soit et d'où qu'il provienne et ceux qui lui trouvent une justification, notamment, dans l'anathème qui offense l'islam et son prophète. Entre les deux expressions, une troisième « voix » ambiguë : celle qui reproche à la France et au reste du monde de ne pas manifester avec autant d'ampleur et d'amplitude leur solidarité aux milliers de victimes du même terrorisme qui endeuille encore, aujourd'hui même, d'autres peuples fragilisés à travers le monde, en Afrique, dans les pays arabes et ailleurs. Si le reproche est juste dans sa forme, autorise-t-il à critiquer la mobilisation qui eut lieu en France ? Autrement dit, si « l'autre » n'a pas su ou mesuré toute ma douleur, dois-je adopter la même attitude envers lui lorsque la douleur le frappera à son tour ? Une telle réponse ne me différencierait en rien de lui. Par contre, le fossé entre nous se creusera d'avantage. C'est l'un des objectifs des terroristes : séparer les communautés, les monter les unes contre les autres.

La France des années 90, celles du feu et du sang en Algérie, avait deux visages : celle de la France officielle, non pas seulement « mitterrandiste », mais aussi « chiraquienne », cohabitation entre gauche et droite oblige à partir de 1993. Cette France officielle s'est cachée les yeux et entretenait le doute sur le « Qui tue Qui ». Même frappée sur son sol en décembre 1994 par les terroristes du sinistre GIA (détournement de l'avion d'air France), elle a continué à « amalgamer » le peuple algérien et les terroristes. Et puis, il y avait la France populaire, non officielle : elle a manifesté autant qu'elle le pouvait sa solidarité et son soutien aux algériens. Y compris lorsque l'hydre terroriste frappait le monde de la presse : visites à Alger de syndicalistes de la presse en pleine période de chaos, reportage de journalistes, visite de soutien de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), nombreuses conférences de sensibilisation et d'alerte en France et ailleurs menées par beaucoup d'associations et de comité de soutien aux algériens. Certes, ça n'avait pas l'ampleur des manifestations de Paris du 11 janvier, mais oublier cette vague de solidarité, qui au demeu-

rant s'était étalée sur plusieurs années et non pas sur deux jours, n'est pas juste. Et s'il fallait sortir par millions dans les rues aujourd'hui, nous n'aurons pas le temps de rentrer chez nous un seul jour, tant le terrorisme abject frappe quotidiennement partout ailleurs, en Afrique, au Pakistan, en Afghanistan, en Syrie, en Libye et ailleurs encore. 134 enfants ont été déchi- quetés par des bombes en Afghanistan voilà moins d'un mois ; plus de 2.000 enfants femmes et jeunes ont été assassinés par la secte Boko Haram au Nigeria et au nord du Cameroun ; chaque jour des morts en Syrie ; à intervalle régulier l'Etat d'Israël massacre des palestiniens en otage à Gaza. Le drame terroriste est quotidien, là où les failles sécuritaires le lui permettent.

Certes, le reste du monde n'a pas et ne manifeste pas autant de mouvement de solidarité. Mais, nous faisons partie du monde et nous n'avons pas, nous aussi, manifesté notre soutien. Nos gouvernants, du chef de l'Etat aux responsables locaux, se taisent et sont absents aux enterrements des soldats et agents de sécurité qui tombent encore aujourd'hui dans des embuscades terroristes dans nos montagnes. Seules quelques entrefilets dans la presse rappellent leur sacrifice au nom de la patrie. Les français, peuple et responsables politiques, ont réagi de concert dans une mobilisation nationale qui leur fait honneur. Lui reprocher de ne pas manifester de la même façon lorsque le terrorisme frappe ailleurs est une mauvaise foi. Parce que le reproche se retourne aussi contre nous. Nous ne manifestons même pas pour nos propres victimes du terrorisme. Ce qui s'est passé en France doit nous interpellé et donner l'occasion au monde entier à montrer la même indignation, la même solidarité et les mêmes manifestations à chaque fois que le monstre du terrorisme frappe dans une quelconque contrée dans le monde. Pour que cela ne se reproduise plus, pour que le monde libre n'abandonne plus jamais, sur une quelconque contrée de ce monde, d'autres humains à la haine et la barbarie du terrorisme. Pour qu'aucune personne en ce monde de violence politique ne se sente seule face à l'injustice, la violence et la barbarie. Souhaitons et espérons de toutes nos forces que le drame de « Charlie Hebdo » soit, enfin, le déclencheur d'une prise de conscience internationale sur la réalité du terrorisme international, notamment celui prôné au nom de cette belle religion qu'est l'islam. Cet islam qui nous invite, dans de très nombreux versets, à la solidarité, à l'aide et l'assistance au pauvre et au paria, au respect des autres croyances et religions, à la tolérance et surtout au Pardon. Soyons dignes de l'islam du pardon et de la solidarité.

En manifestant notre soutien au peuple français (sans s'embarrasser des récupérations politiques de certains partis) nous manifestons notre mobilisation contre le terrorisme, contre l'ignorance, contre la haine et la violence du racisme. Nous manifestons notre attachement, avec le reste du monde libre, à la liberté pour laquelle il nous reste encore un long chemin difficile à parcourir. Nous, algériens, nous aurons (et avons) besoin de cette solidarité et de cette présence à nos côtés. A Paris nous avons manifesté aussi pour nos propres deuils passés. Et que Dieu nous en préserve pour l'avenir.

LA CHRONIQUE
DU BLEDAIR D

Paris : Akram Belkaïd



France, et maintenant ?



C'était beau. Oui, il faut le dire et s'y arrêter quelques lignes. Les marches du 11 janvier, à Paris et dans d'autres villes, étaient belles, impressionnantes. C'est beau un peuple qui se découvre, qui réalise, répète et clame que l'amour et la paix devraient être plus forts que la haine et la violence. C'est beau des gens qui fraternisent, des inconnus qui se parlent, des visages qui rient après les pleurs et l'angoisse, des mains qui se serrent, des baisers qui s'échangent. Une telle communion est si rare. Oui, c'était beau, malgré les risques, malgré la présence de ces chefs d'Etat ou de gouvernement, ministres, responsables et anciens dirigeants qui, hypocrites et calculateurs, ont marché alors que l'on connaît leurs crimes contre la liberté d'expression...

Mais ensuite ? Que restera-t-il de toute cette fraternité, de ce qui a été très vite (trop ?) proclamé « esprit du 11 janvier » ? La réponse va dépendre de la manière dont sera résolue ou non cette équation à plusieurs inconnues qui caractérise depuis longtemps la France. Il était déjà peu aisé d'imaginer comment ce pays allait évoluer avant les attentats des 7 et 9 janvier, cela sera encore plus difficile car cette équation s'est compliquée. Dans ces colonnes, il a déjà été question il y a quelques années du philosophe Nassim Nicholas Taleb, le « penseur de l'improbable », qui a développé la fameuse théorie du cygne noir selon laquelle un événement rare – ou jugé peu probable – peut avoir d'importantes conséquences sur le long terme (*). C'est bien cela qui vient d'arriver.

Pour faire face à l'avenir, il faudrait que les causes structurelles de ces actes criminels soient clairement identifiées et analysées. Il ne s'agit pas de ressasser à l'envi des thèmes qui fâchent mais il est impossible d'imaginer que l'on puisse faire l'économie d'un tel questionnement, le mieux étant qu'il soit collectif et, surtout, qu'il ne soit pas abandonné aux seuls politiques. Pourquoi donc la France a-t-elle subi ces attentats menés par des enfants qui sont nés sur son sol, qui y ont grandi, qui y ont été « éduqués » ? Bien entendu, il n'y a pas qu'une seule explication, ce dernier mot, rappelons-le ne signifiant aucunement excuse.

Commençons par le contexte international. Malgré ce qui s'est passé les 7 et 9 janvier, de nombreux Français n'ont pas encore pris conscience que leur pays est en guerre. Non pas une guerre interne contre je ne sais quel ennemi caché ou autre cinquième colonne mais un conflit au-delà des frontières de l'Hexagone. Ou plutôt, des conflits. Aujourd'hui le Sahel et l'Irak, hier l'Afghanistan et la Libye, demain peut-être la Syrie et, de nouveau, la Libye. Il s'agit bien de guerres qu'elles soient ou non lointaines. Et, d'ailleurs, le concept de guerre lointaine n'existe plus dans un contexte de mondialisation où les images des « dégâts collatéraux » d'un drone peuvent être mis presque instantanément en ligne. La France est en guerre et, de cela, beaucoup trop de gens ne sont pas conscients pensant, naïvement, que leur pays est un havre inattaquable et étan-

che. On pourra discuter longuement si ces interventions à l'étranger sont légitimes ou non. Le fait est qu'elles exposent l'Hexagone à des attaques et à des représailles. Commentant les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, le général Giap, figure emblématique du combat vietnamien contre l'armée américaine, avait eu cette réflexion : « Ces gens (comprendre Al-Qaïda) ont porté leur combat sur le sol de l'ennemi ce que nous ne pouvions réaliser ou envisager ». Contrairement au Vietnam qui était cons-

cient de la nécessité de ne pas s'aliéner l'opinion publique américaine, ceux que la France combat au Sahel et en Orient entendent rendre coup pour coup quelles que soient les conséquences. En ce sens, la question des caricatures publiées par *Charlie Hebdo* n'est qu'un prétexte et les dirigeants français semblent réticents à expliquer cela à leur peuple.

L'autre élément est bien entendu d'ordre interne. Combien de fois nous faudra-t-il encore nous lamenter sur les échecs des différentes politiques d'intégration ? En 2005 puis en 2007, après les émeutes de banlieue, un concert de voix unanimes avait décrété le « plus jamais ça ». Depuis, rien ou presque n'a été fait. Des quartiers entiers restent à l'abandon, livrés aux caïds de la drogue. Les minorités visibles demeurent cantonnées aux marges et ne sont sollicitées qu'en cas de problème. L'islam est devenu un thème permanent de débats négatifs, tranchés, souvent en l'absence même des concernés. Plus grave encore, même les phénomènes positifs, c'est-à-dire l'intégration silencieuse d'une bonne partie des communautés musulmanes, sont niés et occultés. En 2005, après les émeutes, j'avais écrit que l'intégration devrait figurer au rang des grandes causes nationales, peut-être même la seule cause nationale. Habitat, déségrégation spatiale, accès à une bonne éducation, emploi : cela devrait être la priorité des priorités. Cela reste le parent pauvre des programmes gouvernementaux obnubilés par la réduction des déficits. Ces assassins ne sont pas sortis de nulle part. Ils sont le produit de la société française. Là aussi, il serait aventureux d'ignorer cela et de ne pas réfléchir sérieusement à cette question.

La France est un pays en panne de projets nationaux. Ses élites monochromes, bouffies de certitudes, de préjugés et de paternalisme à l'égard des minorités, refusent de prendre la mesure de l'incroyable réajustement du monde que cela soit sur le plan économique mais aussi religieux et spirituel. Empêtrées dans des débats à la petite semaine, elles ne veulent pas avoir le courage d'admettre que leur pays est en perte de vitesse parce qu'il est incapable de se redéfinir, de couper ses branches mortes et de laisser d'autres bourgeons éclore. Parce qu'il est incapable d'admettre que son identité a changé avec la présence de 5 millions de musulmans sur son sol. Pendant des années, au lieu d'en tirer de la force, il a fait mine, par simples soucis électoraux, d'en faire un problème. A force de tergiversations, de fausses promesses et de renoncements quant à une vraie politique d'égalité des chances, ce problème est devenu réalité. Et, tandis que l'heure tourne, que l'échéance présidentielle de 2017 est déjà dans toutes les têtes, que le discours musulmanophobe reprend de la vigueur et que, hélas, d'autres nervis réventent certainement à de nouvelles attaques, il y a fort à craindre que l'élan unificateur de la marche du 11 janvier ne se perde dans les brumes de l'hiver.

(*) Lire, *Cygne noir ou le monde de l'Extremistan*, 7 février 2008.

Sanction et vengeance !

Par Mohieddine Amimour*

Les médias ont joué un rôle capital et déterminant dans le façonnage de l'opinion publique, et ça mérite d'être bien analysé. Mais la tentative d'analogie est à prendre avec précaution. Certes, les deux événements représentent un tournant dans la vie des deux nations, mais l'explication officielle de ce qui s'est passé à New York n'a plus aujourd'hui la crédibilité qu'elle avait suite à l'événement spectaculaire. Un élément essentiel est à retenir dans la comparaison.

Les attaques de New York ont été menées, nous disait-on à l'époque, par des étrangers aux États-Unis, c'est-à-dire des Arabes, mais l'acte criminel de Paris, nous dit-on aussi avec insistance, a été commis par des Français d'origine algérienne. On insiste sur l'origine algérienne, bien que les assaillants soient nés en France, élevés en France et instruits en France. A l'Hexagone, on tient souvent à rappeler l'origine maghrébine des criminels, et passer cette origine sous silence quand il s'agit d'un éminent sportif ou d'un illustre artiste. Là, on se contente de dire brièvement qu'ils sont Français.

Un autre élément à noter, c'est l'insistance sur le qualificatif de « djihadiste » ou « intégriste islamique ». Ce qui n'est pas toujours innocent.

Ceci dit, personne ne peut approuver un acte criminel perpétré contre qui que ce soit, et personne n'a le droit de justifier cet acte ou de lui trouver des circonstances atténuantes. Néanmoins, une analyse sereine s'impose pour éviter la répétition de ces actes, notamment s'ils sont suivis par une répression, physique, verbale ou morale contre les musulmans d'une façon générale, et les Magrébins en particulier. Ce qui résulte, comme nous l'avons constaté ces derniers jours, à des scènes pitoyables de certains représentants de l'Islam, dit républicain, qui semblent vouloir pousser l'ensemble des musulmans à des actes d'autoflagellation ou à des excuses misérables, qui peuvent être interprétés comme l'expression d'un complexe de culpabilité.

Ce sont ces données qui orientent mon analyse, qui vise à inviter l'Occident à bien examiner les faits, s'il veut bien se protéger du terrorisme, du vrai terrorisme.

ANALYSE DES DONNÉES ET LES FAITS

La société maghrébine est, en général, une société patriarcale. Le père est le guide de la famille. Les pères de familles émigrées ont essayé de garder un certain degré de discipline familiale, pour pouvoir veiller sur leurs enfants, mais ils étaient confrontés à des mœurs complètement étrangères à leur mode de vie. Les enfants, notamment les filles, se sont éloignés de leur autorité paternelle. Ils ont profité de la protection de la société d'accueil, voire même de l'encouragement pour outrepasser l'autorité paternelle, qualifiée d'archaïque et de sous-développée. Beaucoup de jeunes, émerveillés par cette liberté, ont même bafoué l'obligation du respect. Je rappelle qu'en Algérie, à un moment donné, le frère cadet ne marchait toujours qu'avec quelques pas de recul de son frère aîné. Un garçon ne fumait jamais devant son père. Tout cela et beaucoup d'autres habitudes, synonyme chez nous du respect, ont été piétinées dans la société occidentale, qui n'a pas donné aux jeunes émigrés les mêmes conditions de vie de leurs semblables français. Au même temps, les jeunes Magrébins en général n'ont pas trouvé une référence idéologique ou morale qui remplace le rôle de la famille, c'est là où l'alcool et la drogue ont fait leur chemin destructeur. Comme c'est le cas dans chaque regroupement, un chef, généralement le plus agressif, pouvait s'imposer pour guider la meute sur le chemin de la délinquance.

Je ne trouve nul besoin de rappeler la situation peu humaine dans les quartiers de banlieue, je me contenterais de signaler la frustration dont souffrent des jeunes d'origine maghrébine, en comparant leur vie avec celle de leurs pairs français de souche, ou même seulement non musulmans.

Un autre élément s'ajoute. C'est un élé-

La majorité des commentateurs du massacre de Charlie Hebdo ont assimilé le drame aux explosions de New York, en septembre 2001.



ment qui n'est pas limité à la France ou l'Europe, mais on le trouve presque partout dans le monde musulman : ces « Imams » de service mobilisés par le Pouvoir pour encadrer les fidèles. Ce sont des prédicateurs qui jouent le rôle du stupéfiant des masses par un discours qui rappelle l'expression « l'opium de peuple » ; leur majorité est liée au commissariat du coin ou à des niveaux plus élevés de la surveillance des étrangers. Les nôtres sont considérés généralement comme tel.

C'est à ce type d'Islam que pensait le Comte de Maranche, directeur des Services spéciaux en France, dans les années soixante-dix, quand il essaya de faire appel à l'Arabie Saoudite et même à Al Azhar du Caire, avec un objectif très simple : domestiquer l'Islam et, ensuite, le mettre au service des intérêts coloniaux, notamment dans le domaine du pétrole.

Un autre besoin de l'utilisation de l'Islam s'est produit avec l'instauration d'un régime procommuniste en Afghanistan. Là, le cancer de Ben Laden a vu le jour, financé par l'Arabie Saoudite, armé par le général Zia Oulhaq, qui avait renversé le P. M. pakistanais Ali Bhotu, comme cela été le cas avec Mussadeq en Iran. Le réalisateur étant la CIA. La suite des événements est bien connue.

Le retour de flamme ne s'est pas trop fait attendre. De véritables métastases cancéreuses ont envahi toute la région, voire le monde entier.

On constate l'entrée sur scène des prédicateurs intégristes, au sens chrétien de terme, car le mot intégriste ne fait pas partie du dictionnaire musulman. Les jeunes, sans défense idéologique ou une connaissance, même approximative mais exacte de l'Islam, seront les premières victimes.

Les prédicateurs intégristes n'ont pas rencontré trop de difficultés pour enflammer la haine de leurs sujets, car l'audience devint des sujets qui écoutent sans discussion, contrairement aux traditions islamiques de la Choura et du dialogue. Les prédicateurs de service, comme celui que nous avons vu pleurnicher à la TV, ont perdu la confiance, le respect et le pouvoir moral au sein des croyants, et même des moins croyants. Les jeunes étaient les premiers à leur tourner le dos.

Faut-il regarder le tableau en entier pour mieux comprendre ce qui s'est passé, et se préparer pour ce qui risque d'arriver ?

Je ne rentrerai pas dans les détails. Je vais

citer seulement des têtes de chapitre de faits vécus par les jeunes musulmans depuis le début du millénaire, en laissant de côté tout ce qui s'est passé avant. Cet ainsi que des jeunes musulmans se sont transformés en un réservoir flamboyant de frustrations, animés par les prédicateurs intégristes et les apprentis militants des peuples opprimés.

Un petit rappel des souffrances des musulmans.

Massacres perpétrés par les Israéliens à Gaza, qui devient le martyr symbole du drame palestinien - série stupide et provocatrice d'insultes contre le Prophète Mohamed (et non Mahomet) - Le drame de Guantánamo qui s'est avéré comme un vrai scandale humanitaire - Destruction de l'Irak liée à une série de mensonges vulgaires - Massacres des musulmans à Myanmar - Chutes douteuses des prix du pétrole - Situation désastreuse dans les pays africains, riches en matières premières, mais dont la population se perd dans les bateaux de la mort - Les manœuvres occidentales qui ont avorté le printemps arabe (Syrie, Libye et Égypte) - La victoire des contre-révolutions grâce à l'appui de l'Occident - La menace de partition de la Syrie et de l'Irak - La naissance et l'hypertrophie surprise de Daech (qui le finance, qui l'arme et qui alimente une propagande sans égale depuis l'œuvre de Joseph Gobles ?) - Échec volontaire du soutien au peuple syrien et la destruction de ce pays au profit d'Israël -

Je m'arrête là... vous pouvez compléter la liste d'ici demain.

Un coup d'œil sur le Nord pouvait être un compliment utile.

La présidence de Monsieur Hollande vit un malaise que rappelle le malaise de Monsieur Morsi en Égypte. L'ensemble de la population de l'Hexagone craint un K.-O. économique et politique. Le besoin d'une solidarité nationale se confirme de jour en jour.

Un mécontentement israélien prend de l'ampleur suite au vote du Parlement français pour reconnaître l'Etat palestinien. Je rappelle ici que les quatre caricaturistes assassinés étaient connus, dit-on, pour leur sympathie avec les opprimés, notamment les Palestiniens.

Revenant au drame de Charlie Hebdo. Trop de questions se posent.

Pourquoi les assaillants ont-ils choisi cette forme théâtrale, alors qu'une bombe aurait suffi pour la besogne ? Pourquoi n'ont-ils pas revendiqué, même a postero-

ri, leur acte en indiquant leur objectif ?

Pourquoi les services de l'ordre n'ont-ils pas utilisé des fusées qui anesthésient l'objectif, comme c'est le cas avec les animaux sauvages ? Ainsi, les éléments arrêtés vivants auraient pu servir pour démasquer leurs complices.

Pourquoi, et contrairement aux habitudes des médias, n'avons-nous pas eu l'occasion d'écouter le récit des parents des accusés, comme si ces derniers étaient sans famille ?

Pourquoi n'a-t-on rien entendu sur la troisième personne qui s'est rendue à la police ?

Pourquoi les rétroviseurs de la Citroën noire des ravisseurs étaient métalliques brillantes (chromées), alors que celle retrouvée plus tard avait les rétroviseurs noirs ?

Beaucoup chez nous prévoyaient l'exécution sommaire des ravisseurs présumés de Paris. Ils voient donc des traits communs avec l'affaire Merah, exécuté de sang-froid au lieu d'être capturé vivant pour l'interroger en bonne et due forme.

Déduction : un Etat respectable sanctionne mais ne se venge pas.

Deux éléments à retenir

Avant la destruction des deux tours de N.Y. des responsables américains disaient que le pays avait besoin d'un nouveau « Pearl Harbor », un déclic qui anima l'enthousiasme populaire et renforça l'unité nationale autour du régime. Tout le monde, ou presque, a avalé la thèse donnée par la Maison-Blanche sur les faits, mais plus tard, beaucoup ont modifié leur conclusion, notamment quand ils ont revu les séquences qu'avaient montrées Armstrong marchant sur la lune, et ils ont découvert que c'était une supercherie grotesque, filmée à Londres bien avant, en profitant du décor du film : La Rapsodie de l'Espace.

La théorie d'une machination américaine a commencée à faire chemin.

Le résultat de l'orchestration théâtrale de l'Hexagone a réalisé, certes, une unité nationale, et a rouvert le portail de l'Élysée à Monsieur Sarkozy. La gauche et la droite sont soudées, et un soulèvement générique des hommes d'affaires n'a pas manqué sa place dans la folie. Ce qui me fait peur, c'est d'entendre dans le monde musulman quelqu'un dire : que leurs enfants pleurent comme les nôtres. Que celui qui pense insulter notre prophète ait devant ses yeux à jamais l'image percutante des familles pleurant leur disparu. C'est malheureux. Mais, la vérité est têtue.

Ça serait le résultat le plus grave de ce qui s'est passé à Paris et que les Imams de service ne sauront jamais affronter.

Paris, capitale de la douleur

Les événements tragiques de cette dernière semaine touchent tout le monde : les Français, les Européens, les Arabes, les Africains, les musulmans, les juifs, les chrétiens, les journalistes, les dessinateurs, les intellectuels, les artistes, les policiers, les militaires, les enseignants, les jeunes, les femmes, les vieux...



Par Kmar Bendana

On vit dans un noeud d'événements qui touchent tous et chacun, qui font mal partout, qui remettent en cause nos façons de faire et d'agir, qui obligent à reconsidérer les relations politiques, la façon de faire la politique. Des événements qui vont jusqu'à nous interroger sur ce que veut dire un drapeau, ce que signifie solidarité, ce qu'est faire société...

A mon avis, où que l'on soit, il faut se préparer à l'après, ne pas en rester à cette émotion salutaire qui ne doit pas laisser place au vide émotionnel qui succède aux grands chocs. Chacun doit envisager d'autres actions, imaginer quelle attitude est la plus à même de ne pas laisser revenir la routine et les habitudes dans lesquelles on vit. Comment entreprendre de revoir à la base ce qui se passe dans nos sociétés, au sein des familles, dans les écoles (et pas seulement les manuels), dans les médias (et pas seulement les programmes).

En Tunisie, les cercles d'action ne sont pas suffisamment dessinés, ni opératoires sur la durée. Même après 4 ans de «transition», nous manquons de cadres d'expression publique et d'action, contre le racisme, la violence et le terrorisme. Même si nous sommes sous l'avalanche, nous avons plus que jamais besoin de créer des espaces publics stables pour traiter ces questions, car des signes inquiétants sévissent chez nous. Nous vivons une actualité tissée de cette folie qui a tué plusieurs dizaines de soldats et de policiers particulièrement visés depuis 2011, sans compter les assassinats de figures et militants politiques. Nous avons besoin de trouver des formes à partir desquelles on doit se positionner, sans passion et sans unanimisme, contre les dérives violentes et les poisons qui infestent les relations sociales comme le fanatisme et l'intolérance, anciens et réactivés ces derniers temps. Cela fait partie des

évolutions encore à faire dans la Tunisie post 2011.

L'attaque terroriste de Charlie Hebdo et les attentats qui l'ont accompagnée ont produit des journées d'horreur qui ont ébranlé le monde. Ces secousses auront permis aux services tunisiens de sécurité d'avancer dans les réseaux qui semblent puissants, efficaces. Ont-ils été couverts par le gouvernement de la «Troïka» et le suivant, en instance de partir ? Les arrestations qui ont eu lieu ces derniers jours vont-elles entraîner des enquêtes approfondies ? Saura-t-on plus sur les responsabilités tunisiennes jusque là masquées par l'actualité très riche et difficile à démêler ? Même si nos médias ne sont pas tout à fait en mesure de suivre ce qui se passe, il ne faudrait pas qu'on en reste au niveau sécuritaire qui prend toute la place, comme c'est toujours le cas en cas de danger. La politique -dont on manque déjà horriblement- doit se faire d'une façon plus consciente des contradictions qui la minent, des pratiques secrètes qui protègent les seuls puissants.

Depuis plusieurs jours, je pense très fort aux Algériens qui ont perdu il y a vingt ans tant de morts dans toutes les couches sociales, tant de journalistes et d'intellectuels. Ils ont été submergés par cette vague d'éradication qui paralyse aujourd'hui le pays. Je pense aux Syriens qui perdent tous les jours des morts de toutes conditions face à des forces frelatées. Je pense aux Yéménites, Saoudiens, Libyens, Irakiens, Egyptiens, Palestiniens empêchés de s'exprimer, en taule ou en exil, aux femmes de ces pays livrées à des lois indignes... Si l'élan, concentré en France ces jours-ci peut faire réfléchir sur tous ces faits et ces situations zappés par le main stream médiatique, si cette secousse fait bouger les lignes de la solidarité, faire avancer l'idée que le monde a besoin de tous, que la liberté est un bien minimum, une ressource vitale... Alors ces morts en France serviront un peu à l'humanité. L'émotion partagée par des millions de gens à travers le

monde doit servir à installer une mentalité plus réconfortante que ces dernières décennies faites d'égoïsmes, d'escalades, de crispations et même de guerres.

Comment installer un cercle plus humain et plus vertueux ? Comment faire pour construire des relations politiques moins inégalitaires, pour qu'on apprenne à moins faire subir les magouilles financiaro-économiques qui régissent la grammaire des relations internationales. Les politiciens doivent changer de modèle et craindre les atteintes à leur société (et non pas leur seul électorat). Nous avons besoin de cultiver concrètement l'idéal de lien et de solidarité, en étant conscient que les dégâts ne vont pas s'arrêter. La diplomatie comme la gestion au local, le rôle des forces de sécurité comme l'administration, les agents de l'ordre comme les enseignants, les douaniers comme les militaires, les médias comme les responsables religieux doivent réfléchir et agir de façon plus responsable. Loin de tout idéalisme, je pense chacun est interpellé, chacun doit faire bouger ses propres lignes dans sa tête et dans son comportement pour arrêter le cercle de la haine, pour que la peur ne s'installe pas durablement et que la violence ne reste pas le seul horizon. Le cercle doit s'inverser. Comment ?

Malgré les récupérations et les commentaires désabusés, malgré les rancœurs et les reproches sur cette émotion sélective, il faudrait que cette secousse européenne serve au plus grand nombre et partout. Les angoisses et horreurs vécues cette semaine nous obligent à réviser nos actions et nos liens pour que le passé colonial, l'immigration, les inégalités raciales, les rapports entre femmes et hommes bougent dans un sens moins inique. C'est le monde arabe qui doit en tirer le plus de leçons (et le plus d'avancées) car nous sommes loin des minima... Je crois que les choses sont enclenchées depuis quelque temps, avec les hauts et les bas que suppose chaque évolution. Alors continuons et NO PASARAN !

Je suis Dieudonné

Par Benzatat Youcef

Les caricaturistes de Charlie Hebdo, lorsqu'ils se rient des symboles les plus sacrés de l'Islam, en offensant un milliard et demi de musulmans, la société française avec ses intellectuels, ses politiques et sa société civile, ainsi que sa justice, considère cet acte comme un droit à la liberté d'expression. Au-delà de l'humour à proprement parler, l'offense est d'autant plus grave lorsque c'est la valeur la plus sacrée de l'Islam qui est transgressée et méprisée, celle de la représentation de l'image du prophète lui-même. Alors que la religion musulmane interdit toute représentation de l'image du prophète, assimilée à de l'idolâtrie. Si en chrétienté la médiation avec Dieu se fait à travers le Christ et en judaïsme à travers la médiation de la terre promise, en Islam, la médiation avec Dieu est directement réalisée entre le croyant et Dieu lui-même, pour empêcher toute forme d'idolâtrie de venir intercéder entre lui et son créateur. Pour cela l'Islam a refusé toute hiérarchie entre les croyants, contrairement aux autres religions monothéistes. Transgresser ce principe représente pour le musulman l'offense suprême. Or Charlie Hebdo en a fait une obsession à la limite du pathologique, comme pour cibler l'offense la plus humiliante pour les musulmans. Cela dit, les autorités judiciaires de la France prennent fait et cause avec les caricaturistes de Charlie Hebdo et justifient cette provocation permanente contre les musulmans par une valeur inaliénable de la république, à savoir la liberté d'expression. Soit ! On peut très bien l'admettre et mettre cette attitude intellectuelle sur le compte de l'émancipation politique de la République française du dogme religieux et dans son principe de morale laïque et de sécularisation de la société. Le principe de liberté d'expression dans ce cas ne tiens pas compte des conséquences qu'il peut provoquer sur la dignité de près d'un milliard et demi d'êtres humains.

Peu importe pour ce principe que les musulmans soient offensés et humiliés de la sorte. Mais lorsqu'il s'agit de rire des Juifs, comme le fait l'humoriste Dieudonné Mbala Mbala, en ciblant à son tour ce qui a de plus offensant pour cette partie de l'humanité, par la caricature de la Shoah, cela se traduit, par ce même principe de la liberté d'expression, comme un acte antisémite et une offense intolérable à la dignité du peuple juif. Amenant les pouvoirs publics jusqu'à la promulgation d'une loi qui puni tout acte antisémite. Alors que l'islamophobie protubérante depuis plusieurs décennies déjà en France n'a donné lieu à aucun intérêt pour une quelconque loi équivalente, pour protéger l'atteinte à la dignité des musulmans. Cela s'apparente à ce qui est communément appelé et banalisé dans sa pratique du «deux poids deux mesures», qui dicte sa loi au principe de liberté d'expression dans la République française. Dieudonné par son courage politique n'a jamais accepté de se soumettre à l'arbitraire de cette loi du «deux poids deux mesures» et n'entend pas renoncer à sa propre liberté d'expression, quels qu'en soient les brimades, la persécution, le harcèlement et l'exclusion dont il fait l'objet depuis qu'il a refusé dignement de se soumettre à ce principe, qu'il considère du reste une aberration dans la République française. L'humoriste est allé encore plus loin dans sa dernière sortie médiatique, en se riant de ce qui fait souffrir actuellement le peuple français, après le deuil national provoqué par l'abject attentat contre Charlie Hebdo, offensant le peuple français dans ce qu'il a de plus sensible pour le moment. Dieudonné, cette fois-ci, est «pris la main dans le sac ! » pour apologie du terrorisme, en déclarant que «je suis Charlie Coulibaly», un jeu de mots dont il est le seul à détenir le sens. Sans le précédent qu'il a avec la



République française et sa détermination à transgresser sa conception de ce deux poids deux mesures, on aurait probablement tenté d'interpréter sa satire comme une désolation pour la mort de tous les français qui ont succombés dans cet abject attentat, terroristes compris.

Où, les terroristes aussi sont des français qui ont trouvé la mort dans cet attentat. Car eux aussi sont victimes de leur destin, qui les a amenés vers de mauvaises fréquentations, qui les ont amenés progressivement à devenir des monstres, capables de commettre un tel odieux attentat. N'est-ce pas le principe de la satire caricaturale dans le principe de la liberté d'expression à la française de rire de tout, donc de la mort aussi, aussi bien des juifs sous la barbarie nazie que de ce tragique destin qui n'a fait aucun cadeau à ces jeunes français, même si cela puisse offenser les victimes de ces barbaries. N'est-ce pas le principe même de la conception de la liberté d'expression à la française qui consiste à rire de ce qui peut même offenser un milliard et demi d'êtres humains. Mais la conception de la liberté d'expression dans la République française ne l'entend pas de cette oreille, car seuls les musulmans sont sujet à offense, lorsqu'il s'agit de légiférer sur le principe de la liberté d'expression, notamment par le biais de la satire humoristique. Ce matin, Dieudonné Mbala Mbala en paye les frais de l'arbitraire de cette conception de la liberté d'expression à la française, par son arrestation à son domicile, devant ses enfants et embarqué pour être placé en garde à vue, pour le motif d'apologie du terrorisme. Alors même qu'il avait fini, semble-t-il, à faire marche arrière et retirer ses propos en les ayants probablement jugés dangereux pour leur pouvoir d'influence sur de potentiels candidats au terrorisme.

Ce qui aurait été certainement considéré comme une apologie du terrorisme aux yeux des personnes qui sont incapables de comprendre, au-delà du premier degré, le sens profond de la satire caricaturale, comme pour la grande masse des musulmans face aux caricatures blasphématoires contre leur prophète et leur religion. Au lieu donc de lui reconnaître cette conscience responsable face au retrait de sa satire, pour éviter tout risque d'interprétation, ce que Charlie Hebdo n'aurait pas fait, même en étant conscient que ses caricatures pouvaient générer de la haine entre les peuples, Dieudonné n'a eu droit à aucune circonstance atténuante et devrait payer la rançune de son refus de se soumettre à la conception de la liberté d'expression dictée par le rapport de force du deux poids deux mesures. Derrière cet acharnement, c'est la liberté d'expression elle-même qui n'en sort pas grandit et qui devient de ce fait la principale victime.

Alors pour la défendre et pour défendre ce principe fondamental sur lequel repose le socle de la dignité humaine, je suis moi aussi, à partir de ce jour, Dieudonné, jusqu'à son acquittement.

Mahrez : «L'Angleterre, du pur bonheur»

Riyad Mahrez est ce qu'on appelle un homme pressé. En moins d'un an, l'ancien milieu offensif du Havre a littéralement explosé. Du collectif emmené par Nigel Pearson à Leicester City, il est l'un des rares à émerger. Avec l'Algérie aussi, son ascension continue. Christian Gourcuff, sous le charme, en a fait un de ses titulaires, lui qui n'était qu'un joker de luxe sous l'ère Halilhodzic. Entretien.



FRANCE football

«Avant de rejoindre la Guinée Equatoriale, l'Algérie se déplace en Tunisie ce dimanche (18 heures) pour son seul test avant la CAN (du 17 janvier au 8 février). Quel regard portez-vous sur ce match ?

La Tunisie est une équipe sérieuse et solide. Elle a terminé première dans un groupe très compliqué avec l'Egypte et le Sénégal. C'est un des gros du continent africain. C'est un bon galop d'essai juste avant la CAN.

Comment imaginez-vous votre première CAN ?

Déjà on aurait tous préféré que cela soit au Maroc. Pour ma part, un peu plus, parce que ma mère est algéro-marocaine. C'est un pays voisin, nos supporters auraient pu venir nous encourager. Là c'est en Guinée Equatoriale, il n'y aura pas grand-monde. On le sait déjà, et les conditions vont être extrêmement précaires à tous les niveaux. Il faudra faire avec et toutes les équipes seront logées à la même enseigne.

Après son Mondial, estimez-vous que l'Algérie est le grand favori de la compétition ?

En Afrique, il n'y a pas de favori, c'est une compétition très différente du Mondial. On a une équipe capable de faire des belles choses. La clé pour nous, c'est de sortir de notre poule pour accroître encore plus notre capital confiance.

Afrique du Sud, Ghana et Sénégal sont vos adversaires lors du premier tour. Que pensez-vous ce tirage ?

Ce n'est pas très compliqué, nous sommes tombés dans le groupe de la «mort». On a l'impression que c'est presque plus compliqué qu'une poule de Mondial.

Récemment, à votre sujet, Vahid Halilhodzic nous a confié : «C'est le dernier joueur que j'ai convoqué. J'ai été critiqué parce qu'il est arrivé après les éliminatoires... On pouvait discuter humainement du choix, mais sportivement, il était le meilleur». Quel souvenir gardez-vous de votre Mondial au Brésil ?

Quand j'ai été appelé, je ne me suis pas dit «c'est un miracle», je crois plutôt m'être dit que j'avais une vraie carte à jouer. Mes coéquipiers ont peut-être été au final surpris de me voir titulaire contre la Belgique, mais je ne l'ai pas été tant que cela.

Pourquoi ?

Sur les matches amicaux, je crois avoir fait des belles choses. Après sur la compétition elle-même, j'ai joué le match qu'il ne fallait pas jouer dans notre parcours. Face aux Belges (1-2), cela a été très compliqué, nous n'avons fait que défendre. C'est vrai qu'ensuite, je n'ai plus joué du tout. Je n'ai pas eu de réactions, d'états

d'âme, parce que j'étais heureux pour le pays. Pour les Algériens, cela a été une aventure exceptionnelle. Quant à Vahid Halilhodzic, il m'a donné ma chance, et je ne me vois pas aujourd'hui cracher dans la soupe. J'ai vécu quelque chose de dingue au Brésil.

Avec l'Algérie, vous avez profité de l'arrivée de Christian Gourcuff pour prendre une autre dimension (5 passes décisives 2 buts en 9 sélections). Comment l'expliquez-vous ?

Je ressens beaucoup de confiance de sa part. Un peu comme avec Mombaerts au Havre, j'apprécie sa philosophie de jeu. On travaille beaucoup sur le plan tactique. Et puis également, la possession du ballon car il souhaite qu'on impose notre style. «J'entendais : " Riyad ? Cela ne passera pas en Angleterre etc..." Face aux gros gabarits, et à l'intensité physique, ils ne me voyaient pas tenir le coup...»

En sélection vous évoluez en milieu gauche du 4-4-2 version Gourcuff, alors qu'avec Leicester, vous êtes positionné sur le côté droit pour mieux repiquer dans l'axe avec votre pied gauche. Quelle différence cela provoque-t-il dans votre jeu ?

Ce n'est effectivement pas la même chose. J'ai un penchant pour le côté droit car c'est comme cela que je joue en club. Maintenant, en sélection, cela ma va aussi car je crois que je peux jouer dans tous les registres. Pour être un peu plus précis, à Leicester, je prends le jeu à mon compte quand je repique dans l'axe. Je peux alors distribuer ou tenter ma chance. Avec l'Algérie, je joue plus bas, et face au jeu, donc je percuter plus en prenant de la vitesse.

Débarqué l'hiver dernier à Leicester City du Havre, vous avez pris une autre dimension. Pensez-vous que le football anglais allait vous révéler ?

Oui, j'ai moi même été surpris par une telle évolution. Je dois avouer que j'appréhendais logiquement mon changement d'environnement. Les gens étaient réservés sur le fait que je puisse correspondre au football anglais. J'entendais : «Riyad ? Cela ne passera pas en Angleterre etc...» Face aux gros gabarits, et à l'intensité physique, ils ne me voyaient pas tenir le coup. Et au final, un an après, je me retrouve à faire des biens meilleurs matches en Premier League qu'en Ligue 2. Les entraîneurs de Leicester sont venus me voir pour me dire qu'ils étaient aussi très surpris de voir que je n'avais pas eu de période transitoire.

Vous êtes passé de la Championship à la Premier League avec votre club. Parlez-nous en ?

C'est quelque chose d'exceptionnel. Que cela soit face à City, Chelsea ou des clubs de bas de tableau, les stades sont pleins. Dans les rues, l'engouement est fort avant les matches. L'intensité est très impressionnante sur le terrain. Chaque match, je me dis que c'est du pur bon-

heur pour un footballeur. Les pelouses sont des «galettes», je ne me vois pas quitter ce Championnat.

En quelques mois, vous avez réussi à vous faire une petite réputation. Lors du match nul face à Liverpool (2-2), Brendan Rodgers a expliqué que vous aviez à vous tout seul déstabilisé sa défense...

Oui, c'est flatteur d'entendre cela de la part d'un homme qui dirige un grand club comme Liverpool. Sur le coup, je me dis juste qu'il y a un an, j'étais encore en Ligue 2...

Déroutant, provocateur en match, que vous manque-t-il pour être encore plus efficace ?

Je peux être davantage tueur. Là, j'en suis à 3 passes décisives en Championnat, en toute humilité, je devrais être à au moins 7 passes. Après c'est plus une question de conjoncture, quand l'équipe est en réussite, les statistiques suivent. Je peux être plus buteur, mais ce que je préfère c'est prendre le jeu à mon compte, et bien servir mes attaquants.

Promu en Premier League, Leicester vit des moments difficiles, comment analysez-vous la situation ?

On a fait un bon début de saison. Je pense que le match face à Burnley nous a fait mal, on a encaissé un but égalisateur dans les arrêts de jeu (2-2). Mais là, je trouve qu'on va beaucoup mieux, on vient de prendre 4 points sur 6 en Championnat, en Cup, on a sorti Newcastle (1-0). Et face à Tottenham (1-2), on méritait de prendre un point. Je pense encore à ce coup franc que j'envoie sur la barre...

Votre coach a souligné que votre départ à la CAN était un mauvais coup pour Leicester. Est-ce ennuyeux de partir à ce moment de la saison ?

Oui, je comprends sa position. En plus, il a vu que j'avais été décisif contre Hull avec ce but décisif. J'ai aussi enchaîné deux passes décisives sur les derniers matches. C'est vrai que mon départ ne tombe pas bien. Il est venu me voir pour me le dire, mais il m'a aussi dit qu'il comprenait que j'aie joué pour mon pays. Il souhaite que je sois opérationnel à mon retour à n'importe quel moment car il compte sur moi.

Quels sont vos objectifs personnels pour cette saison avec votre club ?

C'est évidemment le maintien. Je sais que je pars à un moment délicat. Je vais suivre de près les résultats de Leicester de Guinée Equatoriale. J'espère vraiment qu'ils vont continuer à bien enchaîner. J'espère être plus décisif dans les mois qui viennent. Après, il me reste deux ans et demi de contrat avec Leicester. Comme tous les joueurs, on aspire à progresser dans notre carrière. Mais franchement, mon état d'esprit c'est surtout de bosser, et de m'inscrire dans la régularité au niveau de mes performances.

L'Orient
LE JOUR

Qui sont les convertis à l'islam? Leur nombre dans les rangs du jihad inquiète, mais gare à l'effet de loupe médiatique, trompeur.

Des spécialistes tentent d'esquisser le portrait de ces nouveaux musulmans aux visages multiples et aux voies assez impénétrables.

Le portrait complexe des convertis à l'islam

Selon les autorités, les filières jihadistes vers la Syrie recrutant en France comporteraient au moins 20 % de convertis, nés dans des familles de culture non musulmane. Une proportion très supérieure à la part de musulmans de fraîche date dans l'islam de France : sur quatre à cinq millions de fidèles – une estimation approximative faute de statistiques religieuses –, les convertis sont évalués à au moins 50 000, probablement plus près de 100 000, par les spécialistes.

Certaines radicalisations rapides ont fait les gros titres, comme celle de Maxime Hauchard, jeune Normand devenu l'un des bourreaux de l'État islamique (EI), ou dernièrement du Burundais Bertrand Nzohabonayo, l'agresseur de policiers à Joué-les-Tours. «Il ne faut pas forcément voir dans le converti un blond aux yeux bleus... On note pas mal de conversions de personnes d'origine antillaise, haïtienne, d'Africains chrétiens», remarque Bernard Godard, bon connaisseur du paysage musulman français. Le politologue Franck Frégosi relève «un nombre important» de nouveaux musulmans optant «pour une voie intégraliste de l'islam, étant entendu que tous les salafistes ne sont pas favorables au combat armé». Pour Bernard Godard, ce salafisme, souvent quietiste et non jihadiste, c'est en partie «l'islam qui séduit les musulmans nés en France : on va tout de suite à la source, on veut être authentique. Il y a là une oumma (communauté des croyants), virtuelle peut-être, où les convertis ne se distinguent pas des autres musulmans».

«MINITYPOLOGIE»

À partir du terrain à Marseille, le sociologue Loïc Le Pape tente une «minitypologie» des conversions, où le basculement jihadiste est très minoritaire. La voie mystique, ancienne, séduit des profils plutôt intellectuels et continue à alimenter des confréries soufies comme la marocaine Boutchichiya – à laquelle est affiliée le rappeur Abd al-Malik – ou l'algérienne Alawiyya, mais semble en recul. Les conversions dites matrimoniales perdurent, notamment parce qu'une musulmane ne peut théoriquement épouser un non-musulman. Loïc Le Pape note également des conversions par affinités : des jeunes ayant vécu dans des quartiers avec des musulmans, parfois séduits autant par «une ambiance» – notamment pendant le ramadan – que par une doctrine, mais aussi des personnes intéressées par la théologie musulmane ou la veine orientaliste de la culture islamique. «Toutes les voies se mélangent un peu, les conversions sont autant relationnelles que rationnelles. La question qui reste est : que vient-on chercher dans l'islam ?» estime Franck Frégosi.

Le père Jean Courtaudière y réfléchit en Seine-Saint-Denis, où il a accompagné une trentaine de familles catholiques dont un enfant s'est converti. «Ceux que je connais ne sont pas en rupture ou en errance. Quelques-uns ont des copains musulmans, la majorité ont cherché leur chemin seuls, par Internet, sensibles à l'argument musulman selon lequel le Coran étant le dernier livre révélé par Dieu, il est forcément celui qui détient la plus grande part de vérité», expose ce délégué diocésain pour les relations avec l'islam.

«UNE VOIE QUI COMPTE»

Le prêtre espère en tout cas approfondir «le dialogue avec les amis musulmans». Lesquels peinent parfois à se positionner au sujet des convertis, s'agaçant face à certains «néosalafistes» qui «s'érigent en gardiens du dogme et en viennent à frapper d'anathème ceux qui sont nés dans la religion», selon Franck Frégosi, ou manquant d'informations et de contacts avec eux. «Très peu de mosquées disposent d'une structure d'accueil des convertis», déplore Mohammad Moussaoui, président d'honneur du Conseil français du culte musulman (CFCM). La conversion n'est régie par aucune prescription, sinon celle de réciter la profession de foi, la shahada («Il n'y a de Dieu qu'Allah et Mohammad est son prophète»), devant deux témoins. «Il est important que le croyant soit accompagné par un imam au-delà de la shahada», insiste Mohammad Moussaoui ; «des radicaux ont compris que certains convertis sont des proies faciles, dont la connaissance de l'islam reste superficielle». Pour l'ex-président du CFCM, cependant, «bon nombre de personnes sont devenues musulmanes sans le crier sur les toits et vivent leur religion de façon sereine». «L'islam aurait tout à gagner à ce que les convertis puissent participer à la gestion du culte musulman, davantage qu'aujourd'hui.» Franck Frégosi confirme que «le converti peut avoir du mal à trouver sa place» en France, où demeure «une captation de la représentation de l'islam par des bléards (issus des pays d'émigration) ou des apparatchiks». Et «dans le contexte d'une islamophobie décomplexée, il peut être perçu comme traître à son groupe», ajoute l'universitaire. Mais aujourd'hui, la figure du converti attire la lumière, bien au-delà de l'actualité du jihad. «C'était la partie la moins visible de l'islam, on va maintenant avoir des études en France sur le sujet», s'enthousiasme le chercheur.



Sida : infirmières en détresse

Bien qu'il n'existe pas de chiffres précis sur le nombre de contaminations par le virus du sida parmi le corps médical, le risque est toujours omniprésent. Un risque que les mesures de précaution n'ont pas réussi à atténuer. Etat des lieux.



« Le sida fait et fera toujours peur. Matin et soir, ma grande peur était d'être contaminée. Ce qui m'est arrivé. Je viens de découvrir, deux mois avant ma retraite, que je suis atteinte du sida », confie tristement une infirmière qui travaillait au pavillon du traitement des malades atteints du sida à l'hôpital Hommiyat Al-Abbassiya (service des maladies contagieuses). Cette femme a tenu à garder l'anonymat. On connaît juste son âge, à peu près 60 ans. L'histoire de cette contamination date de six mois. « A l'époque, nous recevions beaucoup de personnes en fin de vie avec des diarrhées à répétition. Elles ne pouvaient pas manger seules, il fallait les aider pour tout », relate-t-elle. En soignant les gens atteints de maladies graves, cette infirmière devait porter des gants, un masque et un tablier en plastique pour se protéger. Mais ce jour-là, elle n'a pas pris les précautions nécessaires. Elle devait quitter le boulot plus tôt que d'habitude, car son fils avait fait un accident de moto. Un mois plus tard, se sentant mal, fiévreuse et fatiguée, les médecins lui ont conseillé de faire un dépistage. Pour un bon nombre d'Égyptiens, la décision d'aller se faire dépister ne vient souvent pas de soi. On y est obligé. « C'est assez rare de voir quelqu'un aller vers un dépistage volontaire. On le fait beaucoup plus par obligation que par volonté. Les gens sont très sceptiques. Ils ont peur. C'est assez stigmatisant », dit cette infirmière. Pourtant, la direction de l'hôpital demande souvent au personnel soignant dans le service des maladies infectieuses de faire des analyses. A part quelques réticences, le personnel s'y plie.

Cela arrive quand les médecins soupçonnent ce que l'on appelle une primo-infection, c'est-à-dire ce moment très particulier où le virus du sida entre dans l'organisme cellulaire : le virus se défend, fabrique des anticorps, d'où cet épisode de malaise physique. En tout état de cause, il lui est fait une nouvelle sérologie VIH qui, là, se révèle positive.

Le fait d'être exposé au sang et aux liquides biologiques est un risque professionnel majeur pour le

corps médical. Plusieurs médecins et infirmiers pourraient facilement attraper cette maudite maladie de cette manière. En général, médecins et personnel paramédical ne sont pas à l'abri de ce danger. Certains cas de contamination entre malades et personnel ont été enregistrés, même si le nombre est limité.

Dans le monde, le premier cas de contamination accidentelle par le VIH chez un professionnel de santé a été rapporté en 1984. Pour ce qui concerne le personnel médical en Égypte, il n'existe pas de chiffres précis. Mais en général, le personnel paramédical affecté au département du sida sont, tous, exposés au danger et ils travaillent sous stress.

En fait, nombreuses sont les personnes qui ignorent qu'elles sont atteintes du sida jusqu'à un stade tardif. « Dans les premières semaines qui suivent l'infection initiale, le sujet peut rester asymptomatique ou présenter un syndrome gripal avec de la fièvre, des céphalées ou une irritation de la gorge. Au fil du temps, l'infection affaiblit progressivement le système immunitaire, d'autres signes et symptômes peuvent apparaître, comme une tuméfaction des ganglions, une perte de poids, de la fièvre, de la diarrhée et de la toux », décrit avec précision Dr Walid Kamal, chef du programme de lutte contre le sida auprès du ministère de la Santé.

7 500 PORTEURS DU VIRUS

C'est dans le pavillon n°15, au sein de l'hôpital Hommiyat Al-Abbassiya, que les patients atteints du sida séjournent. Ce pavillon, situé au 4e étage, est anonyme et gratuit. On y fournit des soins de qualité, des tests et des consultations spécifiques au sida. Le ministère de la Santé, en coopération avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'ONUSIDA (programme de l'Organisation des Nations-Unies sur le VIH), propose une prise en charge globale du sida dans 11 hôpitaux dans plusieurs gouvernorats, dont Le Caire, Guiza, Alexandrie, Gharbiya, Ismaïliya, Minya ... Au sein de chaque hôpital, il existe une clinique pour fournir aux patients les médicaments nécessaires avec un suivi en hôpital de jour, en cas de besoin, et ce, pour améliorer la vie de quelque 400 cas qui visitent les



lieux chaque semaine. « Le nombre de patients augmente d'un jour à l'autre et d'une année à l'autre. On compte un peu plus de nouvelles infections que les années précédentes. Selon les statistiques de 2013, 6 500 cas sont porteurs du virus, dont 3 500 prennent les médicaments nécessaires et à titre gratuit par le biais de 23 centres de dépistage dans le pays. Ces centres proposent le dépistage du VIH aux populations des petites villes ou petits villages de l'Égypte. Cela dit, l'Égypte est l'un des pays du Proche-Orient, le moins touché par le sida », précise Dr Ahmad Khamis, chef du programme de lutte contre le sida auprès du bureau de l'Onu en Égypte.

Selon les dernières statistiques de l'ONUSIDA, le nombre de personnes porteuses du virus du sida est passé à 7 500 en 2014, dont 4 325 n'ont aucun suivi médical. Entre 18 et 40 ans, 80 % des patients sont des hommes et 20 % sont des femmes. La première infection du virus VIH en Égypte a été enregistrée en 1986.

Dans le pavillon de l'hôpital Hommiyat Al-Abbassiya, les infirmières et les aides-soignants n'y restent pas plus de 6 mois, un an maximum, par crainte de contamination. Ce personnel change constamment et les témoignages ne manquent pas.

Asmaa Mohieddine, une infirmière de 10 ans d'expérience, est une jeune maman. Quelques mois après son accouchement, elle a demandé à la direction de quitter le pavillon du sida. Car elle était obligée de ramener son bébé avec elle à son boulot.

« J'avais peur que mon bébé de 7 mois ne soit contaminé par le virus du sida. A cet âge, l'enfant touche à tout. Il faut donc constamment le surveiller : les poignées de porte, les boutons d'ascenseur, les chaises et les tables ... tout peut être source de contagion ... », dit-elle. Asmaa confie avoir fait souvent des analyses pour se rassurer qu'elle et son enfant sont en bonne santé.

Une autre infirmière tient à garder l'anonymat. Après 20 ans d'ex-

périence dans le métier, elle témoigne : « Je travaille dans le service Hommiyat à l'hôpital d'Alexandrie. Au début de ma carrière, j'ai été piquée à deux reprises et par inadvertance. J'ai eu de la chance de ne pas être contaminée. La plupart du temps, les prélèvements sont effectués par du personnel de laboratoire, mais les infirmières sont aussi obligées parfois de les faire, de façon habituelle ou en cas d'urgence », explique-t-elle, tout en assurant avoir témoigné de deux cas de contamination de personnel médical ayant été exposés accidentellement à des aiguilles usagées au cours de leur activité professionnelle.

En effet, d'après le ministère de la Santé, le personnel médical est sommé de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter toute contamination. Raison pour laquelle le ministère fournit au personnel de la santé tout le matériel nécessaire à sa protection. Dr Iman Al-Arabi, chef du département du sida à Hommiyat Al-Abbassiya, explique : « Avant toute chose, on doit porter des gants puisqu'il y a des risques de contacts avec le sang. Il est aussi indispensable de porter une surblouse ou un tablier en plastique et des masques pour éviter toute projection de sang ou tout autre liquide contaminé ».

LA PEUR RESTE LE MOT D'ORDRE

D'après Dr Al-Arabi, le fait de respecter les règles de protection réduit le risque de contamination. « J'essaie de suivre les règles concernant la prévention : l'eau de Javel pour le nettoyage des surfaces et des sols, l'alcool pour désinfecter la peau, le matériel et les surfaces », explique Fatma, une infirmière qui travaille à l'hôpital de Hommiyat de Minya. Cette dernière est obligée de continuer à travailler dans ce pavillon. Car, depuis la mort de son mari, elle n'a pas d'autres ressources.

Mais les précautions n'empêchent pas l'angoisse. « Le risque que nous

courons chaque jour menace notre vie. Et les 100 L.E. que nous percevons tous les mois en guise d'assurance n'est pas à la hauteur du danger », note une autre infirmière.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Dans leur entourage, ces professionnels subissent des pressions pour quitter leur travail, ou du moins changer de service. Le cas du Dr Ali, qui a dû rompre avec sa fiancée le prouve. « Un jour, elle m'a dit : Je ne peux pas continuer ma vie avec quelqu'un qui risque sa vie chaque jour », relate-t-il.

Aujourd'hui, des campagnes sont lancées pour encourager les infirmières et les médecins à mieux se protéger. L'ONUSIDA, en coopération avec le ministère de la Santé, organise des ateliers et des séminaires pour les médecins et infirmiers nouvellement diplômés, précise Dr Ahmad Khamis, chef du programme ONUSIDA, luttant contre le sida en Égypte. « Le ministère de la Santé distribue un guide national composé de 600 pages dans tous les hôpitaux ainsi que dans tous les endroits de lutte contre le virus. On a également formé des équipes émanant du ministère de la Santé pour rendre des visites hebdomadaires aux services qui accueillent les sidéens », dit Dr Khalid Hassan, chef du département d'épidémiologie au ministère.

Des efforts qui ne semblent pas avoir donné leurs fruits. Dans les services accueillant les patients atteints du sida, la peur de la contamination reste le mot d'ordre. Dr Mohamad Mekki, chef du département du sida au sein de l'hôpital des maladies infectieuses d'Imbaba, voit que ces campagnes ne suffisent pas. Car, pour lui, l'important c'est d'aborder le sujet délicat de la maladie elle-même et d'aider les patients et leur entourage à l'accepter. « Prendre des précautions ne signifie pas de stigmatiser les sidéens. Ce sont des patients comme les autres, et notre rôle c'est de les accompagner dans leur lutte contre la maladie », conclut-il.

New York : en civil, les policiers noirs craignent aussi la police

L'agence Reuters a mené une enquête auprès d'Afro-Américains faisant ou ayant fait partie du NYPD. Ils témoignent de leurs expériences de l'autre côté de la barrière, lorsqu'ils se trouvent en civil.



Aux Etats-Unis, la crainte des contrôles au faciès par des policiers blancs n'épargne pas leurs collègues noirs lorsqu'ils sont hors service et en civil, et il est compliqué pour eux de se plaindre ensuite, révèle une enquête menée par l'agence de presse Reuters auprès de policiers new-yorkais.

L'article de Reuters survient dans le contexte de colère qui a saisi la communauté noire de New York après la mort d'Eric Garner en juillet et la décision début décembre de ne pas poursuivre le policier qui l'avait saisi au cou - un geste interdit - provoquant son décès par asphyxie. Les clivages entre la police de New York et la population se sont encore aggravés la semaine dernière lorsque deux agents ont été abattus dans leur véhicule par un délinquant disant vouloir venger les victimes de violences policières.

Reuters a interrogé 25 policiers afro-américains, dont 15 à la retraite et 10 en service. « Tous sauf un ont déclaré avoir été victimes, lorsqu'ils étaient hors service et en civil, de contrôles au faciès, c'est-à-dire la pratique consistant pour un policier à se baser sur l'appartenance

ethnique d'une personne pour la soupçonner d'avoir commis un acte répréhensible », écrit Reuters. Parmi les faits subis dans ces circonstances, les témoins ont énuméré, selon l'agence de presse : « être arrêté en voiture sans raison, se faire plaquer la tête sur le capot du véhicule, se faire braquer un pistolet au visage, être jeté dans un fourgon de police et subir une fouille lorsqu'on est en train de faire des courses ».

90% DES NOIRS ARRÊTÉS FINALEMENT INNOCENTÉS

Bernard Parks, ancien chef de la police de Los Angeles et lui-même noir, nuance ces témoignages. « Dire que ce phénomène existe, ça fait un bon titre, mais je ne pense pas qu'on puisse l'affirmer sans détailler les circonstances dans lesquelles ils ont été arrêtés », explique-t-il. « Si vous voulez connaître les raisons essentielles qui font que certaines catégories de personnes sont arrêtées plus souvent que d'autres, il suffit de consulter les rapports de police sur les crimes signalés et de voir quels groupes ethniques reviennent le plus dans les listes de suspects. Ce sont les données sur lesquelles se basent les policiers », déclare-t-il à Reuters. L'agence précise que « les Noirs représentaient 73% des

auteurs de coups de feu à New York en 2011, pour 23% de la population ».

Mais la situation n'est pas si simple, selon des universitaires, qui soulignent que les statistiques sont faussées par le fait que la police se concentre de façon disproportionnée sur les quartiers à majorité noire, et que 90% des Noirs arrêtés en tant que suspects sont finalement innocentés.

Autre fait souligné par Reuters : l'ensemble des policiers et ancien policiers interrogés et ayant subi des contrôles au faciès disent que cela a été le fait de collègues blancs. Un tiers d'entre eux s'est ensuite plaint auprès d'un supérieur, mais parmi ceux l'ayant fait, tous sauf un ont témoigné que leur plainte avait été rejetée, ou qu'ils avaient ensuite subi des brimades administratives. Eric Adams, un ancien officier du NYPD (la police de New York) aujourd'hui chef de l'exécutif du district de Brooklyn, affirme avoir été stigmatisé et brimé au cours de ses vingt-deux ans de carrière pour avoir dénoncé les contrôles au faciès et les violences policières. En fait, « il n'y a pas vraiment de procédure pour signaler des abus », déplore-t-il, et la police des polices finit généralement, lorsqu'elle est saisie, par divulguer l'identité des plaignants.



L'argent peut-il tout acheter ?

Pecunia non olet, dit-on. L'argent n'a pas d'odeur. Il se contente de faciliter les transactions; d'être un formidable instrument de mise en relation des préférences des uns et des autres. Mais l'argent ne gâte-t-il pas les biens contre lesquels il est échangé quand ceux-ci n'ont pas été jusqu'à présent commercialisés normalement ?

Le nouvel
Observateur

Le livre de Michael Sandel présente plus d'une centaine d'exemples d'intrusions du marché dans des domaines où il n'a rien à faire. Nombre d'entre eux sont nouveaux pour moi, bien qu'ils aient été principalement recueillis dans la presse. Certains sont passablement dérangeants. Il existe ainsi en Californie des villes où l'on propose des cellules de prison de catégorie supérieure à des tarifs allant jusqu'à 127 dollars la nuit – des cellules propres, à un seul lit, à l'écart des autres prisonniers (dont la plupart ne pourraient, même en rêve, payer une telle somme). «Les coups durs, ça arrive aussi aux gens bien», déclarait au «New York Times» Janet Givens, porte-parole de la police de Pasadena. Des responsables de l'institution carcérale précisent que le client type est un homme à l'orée de la quarantaine condamné pour conduite en état d'ivresse.

Une entreprise de Washington baptisée LineStanding.com («FairelaQueue.com») offre pour sa part à ses clients des personnes qui font la queue à leur place pour l'accès à une séance du Congrès. Les débats sont ouverts au public mais les sièges sont limités et, en principe, le premier arrivé est le premier servi. Des lobbyistes ne l'entendent pas ainsi, jugeant que cela favorise les citoyens qui ont le plus de temps libre. Les «standers» sont apparemment surtout des retraités; ils acceptent 15 à 20 dollars de l'heure pour attendre, puis leur client les rejoint au moment convenu et passe devant le citoyen lambda moins fortuné.

«Projet Prévention» est une association créée par une certaine Barbara Harris, de Caroline du Nord, qui veut décourager les naissances d'enfants d'une mère toxicomane (Barbara Harris a adopté un bébé intoxiqué au crack). Elle offre ce qu'elle appelle des «arguments financiers pour inciter les droguées ou les alcooliques à utiliser une contraception à long terme ou définitive.» Une toxicomane touche 300 dollars en échange de sa stérilisation. L'association et ses défenseurs disent ne pas se soucier de voir cette femme dépenser les 300 dollars pour acheter de la drogue.

«Je me moque de ce qu'elles font, explique un donateur, à partir du moment où elles subissent une ligature des trompes.» Sandel, lui, est impitoyable: la fondatrice de ce programme, écrit-il, «traite les droguées et les séropositives comme des machines à faire des bébés endommagées, qu'on peut débrancher en y mettant un certain prix. Celles qui acceptent l'offre souscrivent à cette vision dégradante d'elles-mêmes.»

Sandel présente quantité d'autres exemples des usages dévoyés de l'argent. Des voitures de police de Caroline du Nord sont «couvertes de publicité avec le logo des annonceurs». Des investisseurs prennent des contrats d'assurance sur la vie de parfaits étrangers, des personnes âgées ou atteintes du sida. Les souscripteurs attendent comme des vautours d'en toucher les fruits et nombre d'entre eux racontent des «histoires horribles» de décès indécemment retardés. Une firme spécialiste de ce marché a fait faillite après la découverte des antirétroviraux.

Le sentiment de Sandel est que ces ingérences de l'argent dans des domaines où il n'a rien à faire se sont multipliées ces dernières années. Mais tout le monde ne condamne pas le phénomène. De nombreux économistes pensent, même à propos des exemples évoqués plus haut, que les marchés et les incitations financières ne font qu'élargir la gamme des options qui s'offrent à nous. Ils permettent d'entrer plus facilement en contact les uns avec les autres, offrent des pos-

sibilités dont nous n'aurions jamais espéré pouvoir bénéficier; nos attentes sont plus souvent satisfaites et, mieux encore, le champ des préférences possibles s'en trouve élargi.

UNE VIE DIGNES D'ÊTRE VÉCUE

Mais l'optimisme de ces économistes ne prouve rien. Le caractère dérangeant des exemples cités est en soi le signe que quelque chose ne tourne pas rond; et si c'est le cas, nous ferions bien de réfléchir à la marque que laissent les marchés sur les transactions qu'ils facilitent. S'il y a matière à controverse, nous ferions bien de trouver le moyen d'en débattre et d'apporter des réponses juridiques et sociales adaptées lorsqu'un consensus se dégage pour conclure que des valeurs importantes sont détruites au passage.

Michael Sandel est l'homme indiqué pour engager le débat. Ce professeur de philosophie politique de Harvard s'est associé dans les années 1980 à la critique communautariste du libéralisme, qui plaide pour la prise en compte des liens familiaux et sociaux dans toute théorie de la justice. Son premier livre, paru en 1983, portait sur l'effet corrosif qu'avait sur le sens de la vie une approche excessivement abstraite de l'éthique et de la société, fondée sur une conception trop individualiste des droits.

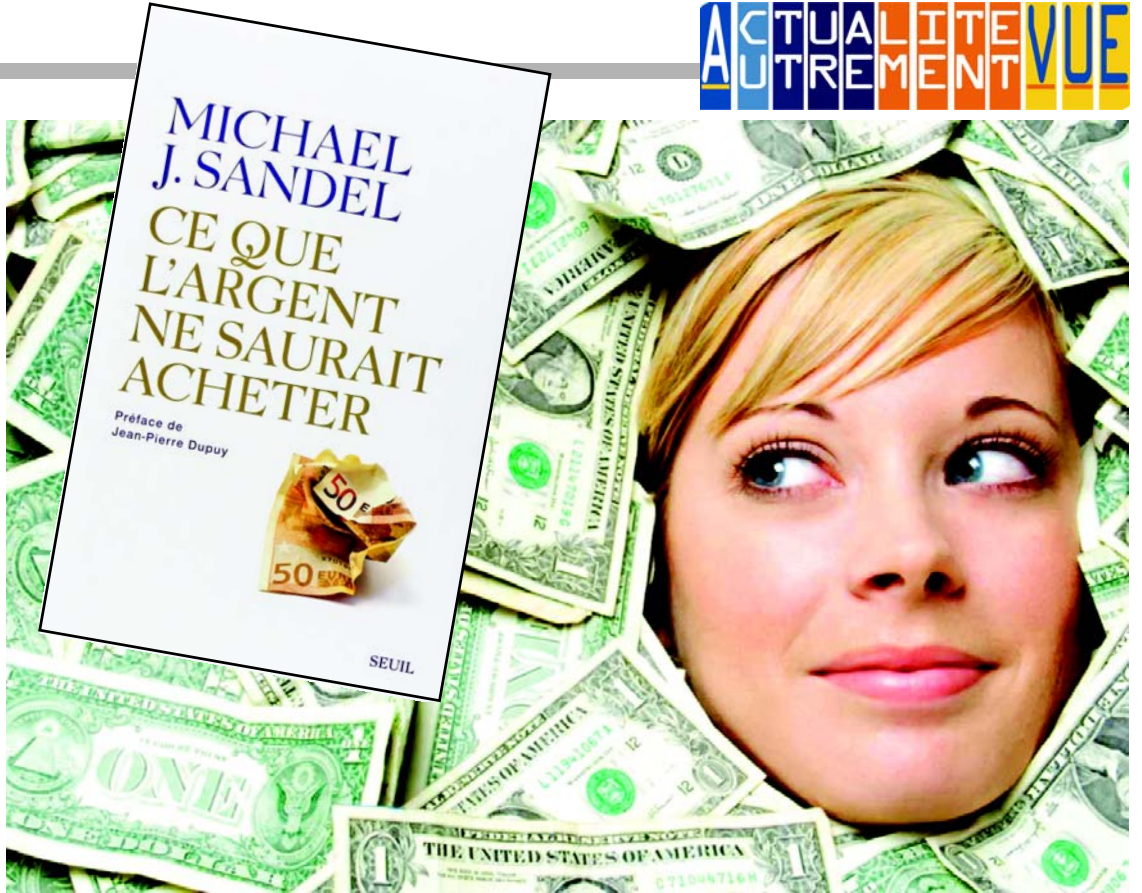
Il anime aujourd'hui l'un des cours les plus appréciés des jeunes étudiants de Harvard, sur l'éthique et la justice (c'est le premier cours de Harvard à avoir été mis en accès libre sur Internet et sur la télévision publique; il est également à l'origine d'un livre aussi populaire que remarquablement écrit). Sandel hésite moins que nombre de ses collègues à se mêler de ce qui compte vraiment aux yeux des gens quand ils réfléchissent à ce qu'est une vie digne d'être vécue.

Il ne se pose pas pour autant en censeur. Son but est d'ouvrir la discussion et non de la fermer. L'un des cas qu'il cite montre des gens ordinaires, et non des philosophes de Harvard, rejeter la monétarisation de leurs affaires. Dans les années 1990, le gouvernement suisse sélectionna une petite bourgade de montagne, Wolfenchiessen, comme site possible de stockage de déchets nucléaires. Les habitants du canton devaient être consultés par référendum, mais, avant cela, des économistes ont fait une expérience.

Ils ont posé aux habitants de Wolfenchiessen la question suivante: accepteriez-vous ces déchets si le Parlement suisse en décidait ainsi? Une courte majorité a répondu oui. Après quoi ils leur ont demandé: les accepteriez-vous si le Parlement suisse décidait d'accorder en échange à chaque habitant une forte indemnité, de l'ordre d'un mois de salaire par an? De 51%, le «oui» est tombé à 25%. Les citoyens de Wolfenchiessen affirmaient qu'il ne fallait pas se laisser corrompre sur un tel sujet.

Selon Sandel, que le mot juste soit corruption ou compensation, le versement d'argent transformait potentiellement une question d'intérêt général en question financière, ne laissant plus de place à l'idée qu'il puisse simplement s'agir d'un devoir civique. Sans l'aide du moindre philosophe, les villageois ont compris l'enjeu d'émblée et réagi en conséquence.

Sandel fait aussi avancer le débat en distinguant une série de problématiques qu'on a, d'habitude, tendance à mélanger. L'une d'elles concerne la nature volontaire des transactions. Les économistes nous disent que les marchés ne font qu'ajouter des possibilités: personne n'oblige quiconque à les saisir. Réfléchissons cependant à nouveau au cas «Projet Prévention». Quand une femme subit sous l'emprise du crack signe le formulaire de consentement, agit-elle vraiment volontairement ?



Personne ne lui met un pistolet sur la tempe. Mais, compte tenu de son état, écrit Sandel, elle peut être «contrainte de fait par la nécessité de sa situation». On peut nourrir le même genre d'inquiétudes au sujet des miséreux auxquels on propose de l'argent en échange de leurs enfants, de leurs services reproductifs ou de leurs reins.

LA LOI DU PLUS OFFRANT

Autre problématique: l'injustice. Quand on distribue des biens rares ou de qualité, doivent-ils toujours aller au plus offrant? Les pauvres doivent-ils être écartés? Sandel dit à un moment que l'objection de l'injustice est la même que celle de la contrainte. Or, si elles sont apparentées, elles ne sont pas identiques. La faculté d'acheter le droit d'avoir une cellule de prison plus confortable ne relève pas de la contrainte. Ce qui est contestable, c'est la création par les municipalités de deux niveaux de traitement dans le système carcéral, et l'incapacité de ce dernier à remédier aux conditions de détention déplorables des prisonniers qui ne peuvent payer.

Sandel souligne très justement que, dans une société où tout est à vendre, la vie est encore plus difficile pour les pauvres:

Plus l'argent peut acheter de choses, plus la richesse (ou son absence) importe. Si le seul avantage de l'opulence était la possibilité d'acheter des yachts, des voitures de sport et des vacances de rêve, les inégalités de revenus et de patrimoine n'auraient guère d'importance. Mais à mesure que l'argent peut acheter davantage [...] la répartition des revenus et de la richesse pèse de plus en plus lourd.

J'aurais souhaité que Sandel articule davantage son propos avec le travail accompli voici plus de vingt ans par Michael Walzer dans son livre «Sphères de justice» (1993). Walzer a développé une approche originale de la justice distributive, fondée sur l'idée que des biens différents ont une signification sociale différente et que ces significations affectent la manière d'allouer convenablement les biens: le café possède une signification sociale particulière, les indulgences une autre, les cellules de prison une autre encore. Mais l'argent agit comme une sorte d'entremetteur universel – confondant la signification d'un bien avec celle de toutes sortes d'autres biens et de tous les biens en général.

A QUOI SERT L'ARGENT ?

Le danger est dès lors de voir l'argent devenir ce que Walzer appelle un bien «dominant». Une personne fortunée peut acheter une belle maison, du bon café et des vacances exotiques; mais elle peut aussi assurer une meilleure éducation à ses enfants ou influencer le résultat d'une élection. Si l'argent est dominant, la question de savoir qui le détient prend une énorme importance. L'idée de Walzer était de tempérer la dynamique inexorable de l'économie de marché, de «rendre l'argent inoffensif, ou, au moins, faire en sorte que les maux subis dans cette sphère ne soient fatals ni à la vie, ni au statut social.» L'argent permet de se définir. Com-

me l'écrit Walzer, dépenser «permet à tout un chacun, homme ou femme, de choisir les biens qui lui paraissent utiles ou agréables, [...] de façonner et de symboliser son identité par-delà le groupe auquel on appartient.»

Mais il ne peut remplir cette fonction que si les fondements de l'appartenance sociale sont solides et si l'accès à des biens fondamentaux comme la santé, la sécurité et la subsistance échappe à l'influence de l'inégalité monétaire. L'approche philosophique de Walzer n'est pas exactement la même que celle de Sandel, mais leurs analyses sont complémentaires. En tout état de cause, Sandel ne peut pas affirmer que «nous n'avons pas eu ce débat à l'ère du triomphalisme du marché». Il a commencé en 1983.

Réfléchir plus clairement en compagnie de Walzer enrichirait aussi la troisième problématique présentée par Sandel, la plus importante de toutes, celle de la «marchandisation». C'est l'idée que certains des biens dont nous profitons sont dégradés ou corrompus lorsqu'ils sont achetés et vendus sur le marché ou commercialisés d'une façon contestable. Ils changent de nature, ou du moins le plaisir que nous en tirons devient différent.

C'est assez clair dans le cas du sexe tarifé. D'autres exemples mentionnés par Sandel sont moins flagrants. Un enfant qui lit, c'est une bonne chose. Quand il est payé 2 dollars par une fondation pour chaque ouvrage lu, cela reste une bonne chose, mais d'une nature un peu différente. On peut rétorquer: «Bon, le gamin fait quand même l'expérience de la lecture» (la fondation le teste pour vérifier si c'est le cas). Mais est-ce le même genre d'expérience que de lire par pur plaisir? La prime ne risque-t-elle pas de refouler les autres motivations?

UNE SÉCURITÉ CHÈREMENT ACQUISE

Sandel évoque souvent les bonnes et moins bonnes raisons d'accorder de la valeur à certains biens. Mais il pourrait, je crois, pousser l'analyse beaucoup plus loin. L'argent fournit de nouvelles raisons d'apprécier les choses, raisons qui ont tendance à jouer des coudes pour se mettre en avant. Résultat, les motifs plus subtils ont bien plus de peine à exister. Au bout d'un certain temps, si nous prenons l'habitude d'estimer une chose en des termes monétaires, nous pourrions oublier qu'on peut l'estimer pour une autre raison, ou devenir terriblement maladroits dans le maniement de l'ancien mode d'évaluation.

Dans «Sphères de justice», Michael Walzer explorait, on l'a vu, l'idée qu'un bien a une signification sociale, tout comme un individu a une identité. Et parce que cette signification est sensible aux conditions de production et de distribution du bien, ce que représente un bien donné pour la personne qui en jouit peut changer selon le rôle que l'argent a joué dans sa mise en circulation. La greffe d'un rein peut sauver la vie; mais le sauvetage prend un sens différent quand le rein doit être acheté, le bénéficiaire sachant que l'organe est inaccessible à ceux qui ne peuvent

pas payer. Sandel ne développe pas suffisamment ce point.

L'idée que les biens peuvent être dégradés ou corrompus par l'argent n'est pas, à mes yeux, purement symbolique; ou alors, c'est peut-être bien l'une des plus importantes manifestations de symbolisme que nous rencontrons dans notre vie. Les personnes révoltées par la fabrication de marchandises dans des conditions indignes, ou simplement injustes, disent qu'elles ne peuvent plus porter leurs chaussures ou manger une banane de la même manière, après avoir eu connaissance de cette réalité.

Dans un autre ordre d'idées, je me suis demandé si le sentiment de sécurité – celui d'être protégé contre une attaque terroriste, par exemple – est le même type de bien, ou est ressenti comme le même type de bien, quand on sait que cette sécurité a été acquise au prix la torture. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous faisons de l'État de droit une condition nécessaire pour pouvoir jouir sans honte de ce que nous procure l'État.

Ces considérations n'ont guère de sens du point de vue de l'économiste, contraint de travailler avec une idée très simplifiée de la consommation et de la satisfaction. Mais, dans le monde réel, les individus associent le plaisir qu'ils tirent des biens à toutes sortes d'autres choses. Chaque culture instaure à cet égard des liens profonds et chargés de sens. Ce qui motive nos réactions devant nombre des exemples cités par Sandel et Walzer vient du sentiment que ces liens se disloquent ou sont écartés sans ménagement par des incitations plus simples et impérieuses.

Quand Michael Walzer a soutenu cette thèse, beaucoup lui opposèrent que les significations sociales sont contestées et volatiles et qu'on voit mal pourquoi les peuples ne pourraient pas expérimenter divers modes d'allocation et d'échanges, afin d'instaurer de nouvelles significations sociales. Ce n'est pas faux. Le débat sur le mariage homosexuel suffit à montrer la stupidité de l'idée que tel ensemble de significations établies sur la bonne manière de faire famille et de faire couple doit être protégé à tout prix du changement, au simple motif qu'il existe.

Le problème, c'est que même si les significations sociales constituent des sortes de biens publics utilisés par la société dans son ensemble, les plaisirs qu'elles autorisent sont pour l'essentiel personnels. Qui plus est, dans les cas où aucun débat public en bonne et due forme n'a lieu – à l'inverse de ce qui s'est passé dans le cas du mariage pour tous –, les individus auront tendance à contester ces significations par opportunisme. C'est pourquoi le livre de Sandel nous donne le sentiment que les choses nous échappent: il se trouve peu de personnes pour défendre ouvertement les biens auxquels elles sont attachées – les livres, par exemple, faute de lieu de discussion ou de forum adéquat. L'auteur soutient depuis longtemps que nous appauvrissons notre vie sociale en hésitant à mettre nos convictions morales et spirituelles sur la place publique. Voilà pourquoi nous avons besoin du débat qu'il esquisse ici à grands traits.

Faute d'assiettes foncières à Béthioua De grands projets délocalisés vers les localités avoisinantes

T. Lakhal

Devant la pénurie de terrains libres devant servir à la réalisation d'infrastructures socio-éducatives, d'Habitat, de Santé et autres, dans certains chefs-lieux de communes, la politique est à la délocalisation vers les agglomérations avoisinantes. Dans la daïra de Béthioua, qui connaît une pénurie d'assiettes de terrain, dans toutes les communes, la politique est à la délocalisation à outrance. La petite localité de Chehairia, qui abrite le siège de l'APC de Ain El Bia, connaît, depuis peu, un développement solide avec le lancement de plusieurs projets d'utilité publique dont un parc d'habitat de plus 1.300 logements dont 300 sont en cours de réalisation. Les habitants, pour ne plus devoir se rendre à Ain El Bya, sont en attente de l'inauguration officielle de la polyclinique réalisée, voilà, bientôt 5 années. Un lycée

est en cours de réalisation et la construction éventuelle, d'un autre CEM, car l'actuel, en préfabriqué, est devenu désuet. De même que d'autres projets, sont en cours, tels la construction de gradins pour le stade de football et de quelques stades de sport de proximité. Le réseau d'assainissement et le bitumage des artères de la bourgade figurent parmi les points, tout le temps, soulevés par les habitants de cette bourgade qui en un laps de temps, a su fixer sa population et même attirer d'autres habitants. Autre sollicitation est celle concernant l'état du cimetière. En effet, les travaux de drainage des eaux stagnantes, jouxtant la grande fonderie 'Tossyay' implantée à proximité, ceinturant le cimetière par un grand mur qui fait barrage aux eaux de ruissellement. Cependant, il devient nécessaire d'ouvrir un portail et d'autres fentes dans le mur d'enceinte pour permettre aux visiteurs d'accéder, sans contrainte.

A Mers El Hadjadj qui connaît un développement fulgurant, avec la réalisation d'un important parc de logements, une Sûreté urbaine, une unité de la Protection civile, un stade de football, la disponibilité de terrain, par contre, se fait, cruellement sentir. Les bourgades aux alentours, de moindre importance, commencent à recevoir de grands projets d'utilité publique, notamment à El Hassasna, Djafalla et Chouacha. Au grand bonheur de leurs habitants, qui ne sont plus obligés de se déplacer au chef-lieu pour régler leurs affaires.

La daïra de Béthioua est un important bassin d'emplois et dispose, encore, d'autres avantages. L'Agriculture a, devant elle, des espaces plus vastes. De même pour l'expansion de la Pêche et du Tourisme, avec la proximité de la mer. Il n'est plus nécessaire de longer la côte pour pouvoir vivre. Le futur est dans la direction sud de la région.

Le vol de cheptel en baisse

K. Assia

Dans le cadre de la lutte contre le vol du cheptel, une cartographie, identifiant l'ensemble des éleveurs de la wilaya d'Oran, a été établie par les services du groupement de la Gendarmerie d'Oran. Celle-ci a permis de recenser les têtes de cheptel et d'identifier les vrais propriétaires, ce qui évitera les fausses déclarations, en cas de vol. Depuis la mise sur pied de cette banque de données, les vols de cheptel ont, nettement, diminué soit 43 affaires de vols ont été solutionnées, comparativement à l'année 2013 où 49 affaires avaient été élucidées. Les gendarmes ont arrêté 33 individus dont 18 placés sous mandat de dépôt. Quelque 761 bêtes ont été volées, en 2014, dont 453, récupérées, alors qu'en 2013, quelque 1.019 têtes ont été volées et seulement 133 récupérées.

Cette baisse sensible est due au dispositif de contrôle mis en place, notamment avec la panoplie de mesures notamment, le recensement des éleveurs, l'instauration d'un plan d'action basé sur des études minutieuses de zones où sont commis ces délits, l'amélioration des enquêtes et le contrôle des abattoirs clandestins. Ceci a, donc, permis, selon le même responsable, de cerner le fléau et dégager des solutions adéquates. Parmi les affaires traitées, celle des 32 bêtes volées, dans une étable, située à 200 m du village de Sidi Bakhti, dans la commune d'El Kerma. Les auteurs se sont faufilés à l'intérieur de la ferme pour s'emparer du cheptel et prendre la fuite. Cet acte isolé a été déjà précédé de vols similaires, perpétrés dans des fermes situées dans les communes éparées. La plus importante est celle traitée le 6 juillet dernier et qui a permis aux gendarmes de récupérer 233 têtes d'ovins. L'enquête a été enclenchée suite

à une information parvenue aux services compétents. Trois camions suspects ont été aperçus dans les alentours d'une ferme, située à hauteur de la ferme 'Belkheir'. Aussitôt, l'alerte donnée, un important dispositif a été mis en place et toutes les issues ont été fermées, afin de neutraliser les auteurs. A la vue des gendarmes, les membres de ce réseau, spécialisé dans le vol de cheptel, ont réussi à prendre la fuite, en abandonnant les moutons, sur place.

Les gendarmes ont récupéré, dans un premier temps, 200 têtes d'ovins à bord de 2 véhicules que les auteurs avaient abandonnés. Poursuivant le reste de la bande, les gendarmes ont récupéré 15 autres têtes. Les auteurs avaient réussi à prendre la fuite et ce, après avoir ligoté le fermier et ses 2 enfants. Au total, 233 têtes d'ovins et 2 véhicules ont été récupérés. L'étau se resserre sur les voleurs et les contrebandiers du cheptel.

Le groupement de la Gendarmerie

Maternité du CHUO 5,8 millions de DA pour des équipements de cœlioscopie

Poursuivant son programme de modernisation des différents services de l'établissement, les responsables du CHU d'Oran viennent de débloquer la modique somme de 5,8 millions de DA, pour l'introduction de la cœlioscopie à la Maternité ; une nouvelle technique qui consiste à réaliser des interventions chirurgicales à ventre fermé, c'est-à-dire sans ouvrir le ventre en grand. Une optique est introduite par le nombril et de l'air est insufflé dans la cavité abdominale pour créer un espace permettant une vision panoramique.

Les équipements ont été réceptionnés et sont en cours d'installation, ap-

d'Oran a renforcé son dispositif, conformément, aux orientations du Commandement de la Gendarmerie nationale. Des barrages routiers et des opérations 'coup de poing' ont été menées, dans les zones isolées, pour sécuriser les fermes et surtout lutter contre ce phénomène.

La plupart des vols sont commis dans des zones extra muros où les malfaiteurs agissent, très tôt, et souvent dans des fermes isolées. Notons, par ailleurs, que la plupart du cheptel volé est, soit écoulé localement, soit acheminé vers les frontières ouest pour être vendu au Maroc. Selon un bilan du 2^{ème} Commandement régional de la Gendarmerie d'Oran, 1.021 têtes de cheptel de contrebande vers le Maroc ont été saisies, en 2013 contre 689 têtes en 2012, sur le tracé frontalier, par les gardes frontières de la Gendarmerie et qui ont neutralisé, par ailleurs, plusieurs bandes spécialisées dans ces délits.

prend-on, auprès du chargé de la communication. Ce dernier précise qu'en matière de ressources humaines, le personnel médical et paramédical, qui sera affecté à cette unité, devra bénéficier d'une formation spécialisée. Avec cette nouvelle acquisition, la durée d'hospitalisation sera écourtée et la patiente pourra quitter son lit, le lendemain de l'intervention. Pour rappel, la maternité du CHUO a une capacité d'accueil de 260 lits et chaque jour, une moyenne de 10 interventions chirurgicales est enregistrée, en plus de 20 césariennes et 35 accouchements normaux.

S.C.

Acheminement du courrier Des quartiers sans facteur

J. Boukraâ

Les habitants de nombreux quartiers de la commune d'Oran, continuent de subir les retards dans l'acheminement du courrier. L'absence de facteur, dans certains quartiers de Maraval et Yaghmouracen, depuis quelques semaines, cause d'énormes désagréments aux habitants, notamment pour les jeunes diplômés ayant participé à plusieurs concours de recrutement et qui en attendent, avec impatience, les résultats. Le même constat est signalé chez les postulants au programme de logements AADL qui attendent leurs convocations. Il s'agit, notamment des cités : policière, '870 logements', des 'Enseignants', 'CNEP', des '1.156 logements', 'Primula', entre autres. De ce fait, nombreux sont ceux qui ont opté pour la formule 'poste restante' et se déplacent jusqu'à la Poste 'Saint Charles' pour retirer leur courrier. Cette pratique, cependant, n'est pas la bonne solution, surtout lorsque il s'agit d'un courrier important comme les convocations, qui peuvent perdre leur validité si elles ne sont pas retirées à temps. Une situation, donc, qui pénalise les riverains. Alors que nous assistons à une vraie révolution technologique, tous azimuts, en matière des Télécommunications, la majorité de la population reste dépendante des services classiques de la Poste dont certains usagers s'en trouvent, même privés. Le facteur ne sonne

et ne frappe que rarement aux portes de nombreux usagers et clients des Postes et Télécommunications ! Pour une wilaya comme Oran qui compte près de 2 millions d'habitants, les 170 facteurs (une centaine active dans la commune d'Oran et le reste est réparti sur les autres communes), ne couvrent pas tous les besoins. Il y a près de 3 ans, seule, une dizaine de facteurs ont été recrutés ; un effectif qui s'avère insuffisant compte tenu de la forte demande exprimée par les usagers. Selon les estimations, Oran a besoin de près de 300 facteurs et il faudrait, donc, en recruter une centaine d'autres facteurs pour combler le déficit. Les citoyens ne comprennent pas que les responsables d'Algérie-Poste parlent de modernisation du réseau de distribution du courrier, alors qu'ils sont incapables d'affecter des facteurs pour certaines cités.

Cette situation ne concerne pas, uniquement, ces quartiers, elle se ressent dans d'autres, aggravée, notamment, par le départ en retraite de plusieurs anciens éléments qui n'ont été remplacés qu'à une faible proportion. Même dans les quartiers où il y a des facteurs, certains sont, souvent, dans l'incapacité d'achever la distribution du courrier pour les usagers, notamment dans les grands centres immobiliers où, en plus du nombre important d'habitants, vient se greffer l'absence de boîtes aux lettres, dans la majorité des immeubles.

En perspective de la rencontre régionale sur la loi de Finances

Les préoccupations et les propositions de la CCIO

K. Assia

L'adhésion de l'opérateur économique dans la préparation des textes de la loi de Finances 2015, reste, largement, souhaitée, selon M. Mouad, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie (CCIO). Celui-ci, qui s'exprimait, hier, lors d'une conférence de presse, a mis en exergue plusieurs aspects qui nécessitent, selon lui, cette implication et qui sont, tout d'abord, l'expérience des opérateurs économiques en matière de création d'emplois et d'investissements.

Le conférencier a précisé, dans ce registre, qu'un séminaire régional, regroupant tous les responsables des chambres de Commerce et d'Industrie de l'Ouest et les cadres régionaux des Impôts, sera organisé, le 27 janvier prochain, à Oran, par la CCIO, sur la nouvelle loi de Finances Une occasion pour débattre de l'ensemble des préoccupations des opérateurs économiques, au niveau régional et de soumettre, par la même, des suggestions allant dans le développement et la promotion de l'Econo-

mie nationale. Parmi les aspects négatifs annoncés par la nouvelle loi, l'on cite l'IBS (impôt sur les bénéfices des sociétés) et que le conférencier juge élevé.

Celui-ci a été fixé à 23%, ce qui n'arrange, nullement, l'investissement national, précise-t-il. En suggérant des impôts en adéquation avec la réalité économique, notre interlocuteur a salué les mesures d'encouragement initiées au profit des jeunes investisseurs dans le cadre du dispositif de soutien ANSEJ. Il s'agit, de l'exonération fiscale pour une durée de 3 ans, au profit des sociétés, nouvellement, créées. Toutefois, cet accompagnement ne peut donner les résultats puisque, selon les statistiques, le taux de réussite des sociétés créées, dans le cadre de ce dispositif d'aide et de soutien, ne dépasse par les 8%. D'autres mesures doivent être, donc, prises pour éviter de tomber dans la politique de l'assistanat et ce, en procédant à la formation et à la préparation des jeunes porteurs de projets. Ces derniers doivent étudier les opportunités afin de cerner les insuffisances et éviter les contraintes que nombreux d'entre eux rencontrent, ajoute-t-il. D'autres problèmes dont celui du foncier industriel, seront évoqués, lors de cette rencontre régionale. La Commission technique de fiscalité s'est réunie, hier, pour passer en revue l'ensemble de la loi, identifier les insuffisances et proposer les solutions qui s'imposent. Notons, enfin, que le président de la CCIO dément la tenue, aujourd'hui, d'un séminaire sur la fiscalité. « La CCIO n'a rien organisé en collaboration de quiconque et n'a pas été invitée à cette rencontre », a tenu à préciser le président de la chambre.

Bir El Djir Un trentenaire découvert pendu dans une forêt

Un homme, d'une trentaine d'années, a été découvert, pendu, dans une forêt, relevant de la commune de Bir El Djir.

La dépouille de la victime, non encore identifiée, a été déposée à la morgue, pour les besoins d'autopsie. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de ce drame.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Fernan Jilali, 82 ans, Ras el Aïn
Isarouken Meriem, 102 ans, cité Petit
Touati, 62 ans, Ras el Aïn
Dargha Belahoual, 81 ans, Saint-Pierre

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 rabie el aouel 1436				
El Fedjr 06h43	Dohr 13h13	Assar 15h54	Maghreb 18h16	Icha 19h38



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Monte toujours!



sent sous leurs grimaces approximatifs, le comédien raté. Ils sont tantôt clowns, tantôt dompteurs,

rois de la nullité donnée en spectacle... sur fond musical, merveille de monstrosité sonore! Ils arrivent quelquefois à simuler les trapézistes.

Courageux inconscients. Ils ne craignent pas de voltiger en colant serré. Et s'ils atteignent certains sommets... ceux du mauvais goût. Ainsi déguisés en sauveurs du monde tels des «Superman», ils grimpent très haut, pour mieux tomber dans le ridicule. Soucieux de leur image, ils prennent soin de leurs moustaches.

De l'intonation de leur voix. Ils jouent à fond aux grands philosophes pour rayonner dans la basse-cour. Ils pensent s'éteindre comme un astre, avec majesté. Ils meurent d'une glissade sur une déjection. Ou finissent sur une affiche de vote ternie par un soleil qui ne sait pas tricher. Mais quelques fois, ils arrivent à être élus pour quelques ans fermes.

Ils donnent l'apparence de connaître de grandes choses. En d'innombrables domaines. Ils font semblant de manier la langue avec leur plume. Ils feignent avoir de l'esprit. Ils prétendent au talent même. Les grands simulateurs.

Ils ont su tromper tout le monde. Imposteurs! Ils se consolent de leur petitesse avec une culture, un savoir. Une aisance intellectuelle de pacotille, par masques interposés. Mais tout est faux. L'illusion est leur domaine. Leur principal souci consiste à intégrer un maximum de réseaux afin d'accroître leurs relations. Ils aiment trôner dans la minuscule assemblée d'un salon. Là, ils s'exhibent. Accoutrés avec recherche jusque dans le ridicule. Ils font leur petit tour, galipettes savantes et acrobaties recherchées. Fiers de leurs numéros, ils gonflent torse et muscles. On

TLEMCEM

Plus de 55 tonnes de kif saisies en 2014

Khaled Boumediene

Mardi 13 janvier 2015, le commandant du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Tlemcen, lieutenant-colonel Boualeg Mohammed, a présenté le bilan d'activités dans la wilaya en 2014. Les affaires liées à la contrebande (1287 affaires) ont diminué de 9.51% par rapport à 2013 (1352 affaires). Les quantités de drogue saisies (55.3 tonnes) ont connu une diminution de 12.5% par rapport à 2013 (63.2 tonnes), expliquée par la batterie de mesures et la stratégie de lutte, mises en place, par la gendarmerie nationale, en 2014, dans le cadre de la lutte contre ce dangereux fléau portant atteinte à la santé publique et à l'économie nationale, car, selon le colonel Boualeg Mohammed, grâce au plan d'action et la mobilisation de tous les éléments de la gendarmerie nationale de Tlemcen, vingt-six réseaux de trafic de drogue, ont été démantelés en 2014. Dans ce cadre, 101 personnes ont été arrêtées après leur présentation devant les structures judiciaires. Quatre-vingts autres personnes sont actuellement en état de fuite dont quatre barons marocains. Les

efforts de lutte contre le sentiment d'insécurité de la population se sont poursuivis avec la forte présence de gendarmes sur le terrain, notamment en matière de lutte contre le trafic des stupéfiants et la protection des biens et des personnes, ce qui a conduit à une baisse de la criminalité de 6.74% durant l'année 2014 (239 affaires traitées) par rapport à l'année 2013 (377 affaires).

Un accent particulier a été également mis sur la prévention, avec comme priorité la lutte contre les incivilités et la délinquance juvénile. La multiplication des barrages et points de contrôle sur le terrain, ont permis la saisie en 2014 de 134 637 cartouches de cigarette, 1003608 litres de carburant et 23708 bouteilles, et l'interpellation de 302 personnes dont 217 ont été mises sous mandat de dépôt en 2014, contre 263 personnes interpellées et 180 mises sous mandat de dépôt en 2013.

«Les contrebandiers qui utilisent même des véhicules portant des plaques d'immatriculation de pays étrangers dans leurs activités de trafic, ont de plus en plus de difficultés de franchir la bande frontalière de la wilaya où la sécurité a été renforcée par d'importants

équipements dont des tranchées et des barrières qui soutiennent les opérations de lutte et dissuadent les contrebandiers d'introduire ou de faire sortir des produits vers le pays voisin, par les gros moyens comme utilisés avant. Grâce à la vigilance de nos éléments, nous avons mis en échec de nombreuses et importantes tentatives d'introduction de kif traité en provenance du Maroc et de produits destinés à être acheminés vers ce même pays. Aujourd'hui, les contrebandiers traqués recourent à des moyens rudimentaires tels que les baudets», a expliqué le lieutenant-colonel Boualeg Mohammed.

Selon le bilan établi par le commandement sus-indiqué, on dénombre l'interpellation de 965 immigrants clandestins de différentes nationalités durant l'année écoulée, dont 469 mis sous mandat de dépôt et 478 remis à la police des frontières. Pour le vol de cheptel, les services de la gendarmerie notent 37 affaires traitées contre 84 en 2013. 19 personnes ont été arrêtées pour le vol de 302 têtes d'ovins et bovins en 2014. Les éléments de la gendarmerie ont réussi à récupérer 57 têtes.

CHLEF

La nécessité d'une bonne coordination

Abbad Miloud

Ce mardi, s'est tenue la deuxième journée de la session ordinaire hivernale de l'assemblée populaire de la wilaya et avait pour ordre du jour, le bilan des différents programmes du programme quinquennal 2010/2014 à l'exception (P.C.D.).

Après la présentation du dossier, plusieurs élus sont intervenus. L'un a posé le problème de l'accueil «les efforts de l'état en matière de réalisation de structures sanitaires et leurs équipements sont palpables mis l'accueil des malades laisse beaucoup à désirer. Il constitue une véritable «plaie...». Le problème a été toujours posé. Lors de la dernière session d'automne consacré à l'examen du rapport relatif à la santé et aux ur-

gences médico-chirurgicales des établissements hospitaliers publics, cinq élus ont insisté sur l'accueil et ont demandé à «l'humaniser». Un autre élu a posé le problème du remplacement du préfabriqué des structures sanitaires qui dure.

La faiblesse de l'investissement en matière d'aquaculture ainsi que la petite et moyenne entreprise et industrie ont été abordées. Les élus ont exigé des responsables concernés un effort important pour la concrétisation sur le terrain des différents projets.

Deux élus ont demandé que les responsables doivent prendre toutes les dispositions qu'ils jugent nécessaires pour éviter les retards dans la réalisation des programmes afin de ne pas pénaliser la population, l'un devra préciser «les R.A.R. ne nous

permettent pas de demander de nouvelles enveloppes financières». Il cite le cas du secteur de l'éducation nationale en matière de réalisation des établissements scolaires.

Le wali, dans son intervention, a promis que des efforts exceptionnels seront dorénavant faits en matière de réalisation d'établissement scolaires et logements. Il a demandé l'établissement d'un programme avec une capacité de réalisation importante, en matière d'électrification rurale, et ce compte tenu du nombre important de réalisation concernant l'habitat rural. De même, qu'il a réitéré encore une fois la coordination entre l'exécutif et les élus «cette absence de coordination est la cause du retard». Une coordination, bien menée permet l'obtention de résultats tangibles.

AÏN-TEMOUCHENT

Campagne de reboisement

Mohamed Bensafi

Une vaste campagne de reboisement, initiée par la conservation des forêts de la wilaya d'Aïn-Temouchent avec le concours des éléments de l'Armée Nationale Populaire (ANP), a été lancée samedi dernier, dans la wilaya d'Aïn-Temouchent. Placée sous le signe «plantons ensemble un arbre pour chaque Algérien», cette campagne d'envergure de reforestation, devant se poursuivre jusqu'au 21

mars prochain, vise la reconstitution du couvert forestier, la lutte contre l'érosion et la désertification, tout en contribuant au renforcement des capacités de stockage d'eau à ce niveau, ont souligné les organisateurs. Le coup d'envoi de cette campagne a été donné, ce même samedi, dans la commune d'Aïn-Tolba où quelque 2.500 plants de pins d'Alep ont été mis en terre. Cette première action a touché un site de 02 hectares, surplombant le barrage de Dzouia, où

les organisateurs ont mobilisé d'importants moyens humains et matériels. Les plants ont été fournis par des pépinières locales et celles des wilayas limitrophes comme Tlemcen et Sidi-Bel-Abbès. Faisant part de l'impact de cette action de reforestation sur l'amélioration du cadre de vie des citoyens, notre source d'information a indiqué que d'autres sites, dans les 28 communes de la wilaya d'Aïn-Temouchent, seront ciblés par le programme de reboisement.

GHRISS

Arrêté pour dénonciation calomnieuse

Khenouci Mostefa

Les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté de daïra de Ghriss ont eu à traiter en fin de semaine une affaire de dénonciation d'un crime imaginaire.

Selon le communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, les faits remontent à la journée du 06 du mois en cours, lorsqu'un individu s'est présenté, à une heure tardive de la

nuit, au poste de police pour dénoncer le vol de son véhicule qu'il avait loué d'une agence de location par deux individus.

Les forces de police ont immédiatement lancé des investigations pour retrouver le véhicule en question puisqu'aux environs de 5 heures du matin, les policiers ont réussi à le retrouver stationnés dans l'une des rues de Ghriss. Après l'arrestation des suspects et investigations, il s'est avéré que le plaignant

avait mis le véhicule à leur disposition le 05 du mois en cours avant qu'ils ne le lui rendent à l'aube de la journée suivante. Les policiers ont constaté que le plaignant âgé de 29 ans vient d'élaborer un scénario en dénonçant un crime imaginaire. De ce fait, les procédures légales ont été prises à son encontre avant qu'il ne soit présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Ghriss pour être jugé ultérieurement.

EL-BAYADH

Légère hausse des accidents de la circulation en milieu urbain

Hadj Mostefaoui

L'année 2014 n'a pas été de tout repos pour l'ensemble des brigades et sections relevant des 06 sûretés implantées à travers le territoire de la wilaya. Quelques 1 047 individus ont été interpellés et entendus dans le cadre de 447 affaires liées aux atteintes des personnes et 427 autres liées cette fois-ci aux biens, à l'issue desquelles 428 personnes ont été placées sous mandat de dépôt et 620 autres ont fait l'objet de citation directe par le parquet territorialement compétent. Le bilan annuel établi par cette institution fait également état de 49 autres affaires dans lesquelles 84 personnes ont été impliquées avec une saisie record de 6 117 bouteilles entre vin et spiritueux. L'un des dossiers qui a donné du fil à retordre aux policiers mais qui s'est achevé par des résultats très concluants par rapport aux années précédentes a été sans conteste celui réservé à la lutte anti drogue puisque des prouesses ont été réalisées dans ce domaine, face à de puissants réseaux structurés et bien organisés mais qui sont tombés dans les mailles du filet tendu par les policiers dans le cadre

de quarante opérations au cours desquelles 83 personnes entendues dans le cadre des différentes enquêtes qui ont été menées avec succès et dont la plus retentissante a été celle de la découverte de plus de 3 quintaux et demi de kif abandonnés en plein désert après une folle course poursuite.

Il a été annoncé dans ce cadre la saisie record de 473,42 kilogrammes de kif traité ainsi que 63 personnes liées à ce vaste trafic, lesquelles ont été placées sous mandat de dépôt et écrouées sur instruction des trois juridictions territorialement compétentes. La voie publique a enregistré quelques 282 accidents de la circulation en milieu urbain avec un triste bilan de 321 personnes blessées et 06 décès. Manque de ralentisseurs et de passages protégés, aussi bien devant les établissements scolaires qu'au niveau des quatre principaux carrefours du chef-lieu de la wilaya, feux tricolores défectueux et inopérants toute l'année, sont autant de griefs reprochés aux élus locaux en attendant la mise sur pied du plan de circulation qui tarde à éclore et que l'on dit qu'il a été mis sous le boisseau et pour longtemps.

NÂAMA

La criminalité en régression

M. S. Laradji

Le bilan des activités de la sûreté de wilaya de Nâama pour le compte de l'année 2014, tous les services confondus, fait état, d'après un document mis à notre disposition par la cellule de communication, d'une baisse sensible du taux de la criminalité au niveau de la wilaya de Nâama, par rapport à l'année écoulée. Ainsi, en 2014, quelque 1 190 affaires, tous délits confondus, ont été enregistrés contre 1424 en 2013. Ces affaires, une fois traitées, note-t-on, se sont soldées par l'arrestation de 1186 individus, alors que durant l'année écoulée, le nombre d'arrestations opérées est de l'ordre de 1440. Par ailleurs, ajoute-t-on, 96 mineurs, impliqués dans des affaires de délinquance, ont été arrêtés durant l'année 2014 contre 105 en 2013. La criminalité dans le milieu féminin n'est pas en reste en ce sens que le bilan en question fait ressortir l'implication dans différentes affaires de criminalité

de 24 femmes contre 57 en 2013. Les affaires traitées sont généralement liées au trafic de drogue et psychotropes, de vols et violation de domicile, agressions à l'arme blanche, faux et usage de faux, conduite en état d'ivresse... Sur un autre registre, le bilan fait également état de milliers d'appels d'intervention et de détresse reçus à travers le numéro vert 1548 et le 17 (police-secours), mis au service des personnes en difficultés et autres victimes des accidents de la circulation. A la question de savoir quels sont les facteurs qui ont favorisé ce net recul de la criminalité en 2014, un responsable de la sûreté dira: «nos brigades bénéficient périodiquement de plusieurs cycles de formation sur la lutte contre toutes sortes de criminalité.

Au fil des jours, elles ont acquis une l'expérience à même de leur permettre une meilleure maîtrise de leurs sujets, aidés en cela par le support technologique mis à leur disposition en matière d'investigation et d'intervention.»

MASCARA

La visite du ministre de l'Energie, M. Youcef Yousfi, reportée

Khenouci Mostefa

Prévue, durant cette semaine, la visite officielle que devra effectuer le ministre de l'Energie, M. Youcef Yousfi dans la wilaya de Mascara a été reportée à une date ultérieure. Ce report est probablement dû à la charge de travail du ministre déjà préoccupé par le sujet du gaz du schiste dans la région SUD du pays et la visite du président de la République boliva-

rienne du Venezuela, à Alger. Plusieurs projets de développement dans le domaine d'électricité et du gaz sont réalisés dans la wilaya de Mascara et qui étaient inscrits à l'ordre du jour de la visite du ministre notamment la mise du réseau de gaz destiné assurer une bonne couverture en matière d'alimentation de cette énergie de plusieurs régions de la wilaya et l'inauguration des nouveaux ouvrages électriques.

TÉBESSA

Comme au bon vieux temps

Ali Chabana

Ce qu'il y a de si particulier pour fêter l'avènement de la nouvelle année amazigh, c'est peut-être ce caractère presque personnalisé, loin des feux de la rampe et autre récupération. Ainsi, chaque foyer a accueilli l'évènement avec ses moyens propres, ses croyances enracinées depuis la nuit des temps. Pendant que les officiels marquent la célébration par des festivités, en essayant de lui apporter un cachet plus au moins populaire. Les familles, elles, prises comme entités sociales et dans leurs diversités ont donné à ce rendez-vous annuel, une certaine intimité, en puisant certes dans une mémoire collective, préférant du coup, la chaleur de chez soi, souvent des moments de halte, des repères que les gens font revenir l'instant d'une fête, comme pour se dire

dans le présent que les aïeux leur ont légué quelque chose de précieux, un don à préserver. Yanneyer, c'est donc ce moment charnière, du passage d'une époque à une autre, une mince frontière entre les « nuits blanches » et les « nuits sombres » où dit-on « renaître tout oud(plant) », selon un calendrier agraire, c'est le renouvellement du cycle de la vie, un éternel recommencement qu'on doit s'y préparer, un changement de temps, de climat. La vie quotidienne fait sa mue, nos mères et grand-mères aimaient recevoir le nouvel an amazigh, avec générosité et convivialité, mais sans faste excessif, un repas, des nouveaux habits, du henné et beaucoup d'encens pour faire éloigner les mauvais esprits, croit-on. Aussi, les populations locales, dans certaines localités reculées de notre pays essaient de perpétuer ces traditions, en dépit de l'agression

d'une sorte de modernisme envahissant, le chant, la musique, les dialectes locaux sont autant d'expressions et pratiques pour se situer dans l'espace, pour ne pas oublier, se replonger dans ses racines, se ressourcer. Un repas traditionnel, la « barboucha », en l'occurrence, agrémentée de denrées du terroir, qu'on faisait emmagasiner en prévision de l'hiver, c'est un moment unique pour les membres de la famille rurale de se mettre autour de la « meida » et se remémorer le temps qui passe, les histoires héroïques des ancêtres, le geste de tel ou tel héros d'un conte fabuleux. De Ferkane, la verdoyante oasis, jusqu'aux fins fonds des Aurès, en passant par le Sahara des N'memchas, Stah Guentis, El Aouinet et Ouenza au nord, les réjouissances en l'occasion continuaient de faire durer le bonheur et l'espoir annoncés par ce nouvel an berbère 2965.

MILA

L'APW va mieux

Brahim Bouselah

Comme annoncée, la crise que connaissait l'APW de Mila vient de prendre fin mardi dernier par la vacance du poste du P/APW qui ne s'est pas présenté à la session extraordinaire portant sur la présentation de la démission de ce dernier. À l'issue d'un soutien à bulletin secret auquel se sont présentés 37 sur les 43

que compte l'APW, Mr Yassine Benamira du même parti seul candidat qui s'est présenté à l'élection au poste de P/APW a été élu avec 35 voix contre deux bulletins nuls. Dans une brève allocution, le nouveau P/APW a annoncé qu'il associera tous les membres de l'APW sans distinction pour la prospérité de la wilaya. Prenant la parole, le wali a rendu hommage au P/APW sortant qui a collaboré pour sa part, au développement de la wilaya.

EL-TARF

Plus de 60 kg d'argent saisis

A. Ouelaa

Les douaniers du poste frontalier d'Oum Théboul, ont découvert en fin d'après-midi de mardi après la fouille d'un véhicule de marque Great Wall, sous les sièges avant,

de l'argent fini d'un poids de 64 kg. Le convoyeur de cette marchandise venait de Djerba en Tunisie où il a opéré cette transaction et devait la remettre dans une Wilaya de l'Est selon les enquêteurs. Le mis en cause contre lequel un PV a été dressé,

encourt une amende de plus d'un milliard de cts. Enfin, les mêmes services ont traité durant ce mois de janvier cinq affaires liées à la contrebande de cigarettes et une autre concernant la saisie d'un véhicule volé et dont les documents étaient falsifiés.

4 trafiquants de kif sous mandat de dépôt

Agissant sur information, les éléments de la brigade chargée de la lutte contre les stupéfiants de la Sûreté de la W.d'El Tarf, ont appréhendé un jeune âgé de 22 ans dans la commune d'Oum Théboul et sur lequel une quantité de kif a été trouvée. L'enquête ouverte à cet effet, a permis de dévoiler les noms de ceux qui alimentaient les dealers à Oum Théboul. Une souricière leur fut

tendue et c'est à bord d'un camion de marque JAC qu'ils furent interceptés. La fouille du camion a permis de mettre la main sur un sac en plastique dans lequel se trouvait une quantité de kif de 05 kg. Les mis en cause, au nombre de quatre furent présentés avant-hier près le Tribunal d'El Kala, territorialement compétent et furent placés sous mandat de dépôt par le Magistrat instructeur. **A. O.**

BESBES

Le nouvel hôpital en bonne voie

L'hôpital de Besbes (El Tarf) dont la construction a accusé un retard important, sera réceptionné « au cours de l'exercice 2015 », a affirmé la directrice de la Santé et la Population (DSP), Dalila Benamiri. Lancée en 2009 pour un délai initial de réalisation de 50 mois, la construction de cet établissement hospitalier s'était, d'abord, heurtée au problème des intempéries (notamment des inondations) qui

avaient affecté cette wilaya, début 2012, puis à des questions de réévaluation, selon cette responsable. Soulignant que toutes les contraintes sont « à présent levées », Mme Benamiri a indiqué qu'une fois livré, cet hôpital améliorera de façon « notable » la prise en charge des patients de la région de Besbes qui sont, pour l'heure, contraints de se faire soigner soit au chef-lieu de la wilaya soit à Annaba. Doté de l'en-

semble des équipements nécessaires à une couverture médicale efficace, cette structure de 140 lits offrira, à terme, 510 emplois dont 450 permanents, a affirmé la même source. S'agissant du pavillon des urgences médicales d'El Tarf, dont les travaux enregistrent un taux d'avancement de près de 90%, il sera livré « avant la fin du mois de juin prochain », a fait savoir la directrice de la Santé.

EL-OUED

L'ANSEJ et les micro-entreprises

Au moins 494 micro-entreprises ont été montées par le biais de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), dans la wilaya d'El-Oued en 2014, a-t-on appris du directeur de l'antenne locale de cet organisme. Ces entités, dont 32 gérées par des femmes, notamment dans le domaine de l'artisanat, ont bénéficié d'un financement tripartite (ANSEJ- banque bénéficiaire), a précisé Abdelkader Saïdi.

Dans la même période, 527 porteurs de projets, sur un total de 743

dossiers déposés au niveau de l'antenne d'El-Oued de l'ANSEJ, ont obtenu leur titre de qualification, soit un taux de 70%, a-t-il fait savoir.

Généralisant plus de 924 emplois, ces projets sont versés dans différents segments d'activité économique, dont les services et l'artisanat (123 projets), l'agriculture (151), les travaux publics (43), l'industrie (40) et le transport (23). Ils sont répartis sur les trente (30) communes que compte la wilaya d'El-Oued, dont plusieurs projets octroyés au profit d'habitants issus de zones enclavées,

notamment dans les communes frontalières, selon la même source.

L'antenne locale de l'ANSEJ a enregistré, durant l'année écoulée, un « vif » engouement des jeunes désireux de créer des micro-entreprises, notamment après l'introduction du nouveau formulaire facilitant les procédures d'inscription, a affirmé M.Saïdi. Depuis sa création en 1998, l'ANSEJ d'El-Oued a enregistré la création de 3.934 micro-entreprises ayant généré un total de 7.868 emplois, à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a-t-on signalé.

SÉTIF

Le tramway en exploitation à la fin de 2017

Le tramway de Sétif sera prêt pour l'exploitation à la fin de l'année 2017 pour « améliorer le plan de circulation de la ville à qui il apportera une dimension esthétique certaine », a affirmé mardi à Sétif le ministre des Transports, Amar Ghoul. Des instructions ont été données pour « réduire les délais de réalisation de ce projet qui constitue un des plus importantes opérations attendues par les habitants de la région », a souligné le ministre en donnant, au centre de maintenance d'El Hassi (est de Sétif), le coup d'envoi des travaux de la première ligne sur 22,4 km. Cette première ligne est constituée de deux tranches. La première, d'un linéaire de 15,2 km et comportant 30 stations, reliera le lieu-dit El Bez (ouest de la ville) aux principales cités d'habitation et aux deux pôles universitaires, tandis que la seconde (7,2 km) fera la jonction entre le carrefour de la wilaya et la gare routière intermodale projetée à Ain Trick, au sud de la ville de Sétif, selon les explications du bureau d'étude turc chargé de la conception de l'avant-projet détaillé. Le tramway de Sétif dont la réalisation ne connaîtra « aucune entrave technique du fait de la topographie plate de la ville » comprendra, au total, 40 stations, 5 pôles d'échange et 7 parcs relais pour faciliter l'inter-modalité avec les autres de transports existants actuellement, a-t-on expliqué. M. Ghoul a insisté sur l'importance à accorder à la formation de jeunes techniciens et ingénieurs dans le domaine de l'entretien dans les différents domaines liés à l'exploitation de moyen de transport en « tirant profit des expériences des tramways déjà opérationnels dans d'autres wilayas ». Le ministre a appelé à vérifier avec précision l'exigence de sécurité des pié-

tons, y compris dans la pose des signalisations à travers les quartiers que le tramway aura à traverser, en tenant compte, au début de l'exploitation, de la « nouveauté » que représentera ce moyen de transport. Dans la base de vie du groupe chargé de la réalisation, M. Ghoul a exhorté les responsables locaux à veiller à la « complémentarité » des divers modes de transports et à tenir compte des spécificités locales dans l'exécution de ce projet qui aura un « impact réel sur la modernisation de la ville de Sétif ». Le ministre a également inspecté, au cours de sa visite de travail, le chantier de doublement et de modernisation de la ligne ferroviaire Sétif-El Guerrah (Constantine) sur 118 km, lancé en 2007 pour 13 milliards de dinars. Il a mis, à cette occasion, un accent particulier sur l'accélération des travaux pour livrer les 38 km restants « courant 2015 ». Exhortant les entreprises de réalisation à améliorer le rythme des travaux de sorte à terminer les travaux de doublement en 2016, M. Ghoul a également indiqué que deux autres projets ferroviaires pour relier Sétif à Jijel et à Batna sont actuellement « en cours d'étude ». Le ministre a aussi relevé le « grand intérêt » accordé par son département à ce projet stratégique qui s'inscrit, a-t-il souligné, dans le cadre de la politique nationale d'ouverture des ports sur la région des Hauts plateaux en raccordant Sétif et Batna aux infrastructures portuaires de Jijel, de Bejaia et de Skikda. Il a également appelé à une plus grande coordination entre ces trois wilayas pour « trancher définitivement » la question du tracé, et ce, « au cours du premier trimestre de 2015 », afin de passer à l'étape des études et de la préparation du lancement des travaux.

BLIDA

Vivre avec les séismes

Une campagne de sensibilisation sur la prévention des risques liés aux séismes vient d'être lancée par la Protection civile de la wilaya de Blida, en application des instructions de la Direction générale de ce corps constitué, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur. La campagne, organisée en collaboration avec la direction de l'Education nationale de la wilaya et de la radio locale, englobera 48 établissements primaires de la région, a indiqué le chargé de la communication, le lieutenant Adel Zeghaimi. L'opération se poursuivra jusqu'à la mi-avril prochain, avec présentation de cours théoriques et appliqués aux élèves, aux enseignants et aux di-

recteurs des établissements éducatifs, a-t-il signalé. Un accent particulier sera mis à l'occasion sur « l'identification du séisme en tant que phénomène naturel avec lequel on doit coexister, ainsi que les erreurs à éviter afin d'assurer la sécurité des personnes, particulièrement le réflexe à adopter par les enfants au sein de la classe, comment sortir, comment se regrouper dans la cour des récréations, entre autres ». L'objectif principal de cette campagne est d'apprendre aux élèves « les bons réflexes à adopter, tant individuellement qu'en groupe, en vue d'éviter la panique et de réduire au maximum les risques liés à ce genre de catastrophes naturelles », a ajouté cet officier.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 rabie el aouel 1436

El Fedjr
06h29Dohr
12h58Assar
15h36Maghreb
17h58Icha
19h21



■Loue F3 Hai El Yasmine 4^{ème} avec Ascenseur. Libre de suite. 80 m² - 12 mois - 280.000 DA – Agence DJIWED EL ADL - 041.40.26.74 – 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52 - F1 centre-ville pour 12 mois 15000 – 5^{ème}

■A.V. Appart F2 Gambetta. Rez-de-chaussée. 480 U – A.V. Appart F3. 90 m². 4^{ème} étage Top. 980 U. Miramar – N° Tél : 0561.84.72.39

■Vends bel Appart F3 - 80 m². 1^{er} étage. 2 façades. 1 seul voisin. Convient pour Bureau, Cabinet... situé centre-ville Rue Khemisti. ORAN – 0770.604.267 - 0552.64.69.02

■Location des Apparts meublés, équipés et toutes commodités. Garage. Eau H24 - quartier calme à Ain El Turk - ORAN – 0795.36.68.72

■A ORAN : Vds F4 avec garage RDC Castors côté Pin d'Or rentrée Individ. + F2 et F3 mitoyens 2^{ème} étage, 2 Faç. Akid Lofdi S/Gd Bd. Convient pour Bureau ou autre. Prix après visite - Tél : 0774.54.93.15 - 0554.96.24.41

■Vends Apparts F3 et F4 dans un immeuble de 6 étages, avec cuisines équipées + chaudières - à Miramar - ORAN - Tél : 0550.46.18.22 - 0556.00.27.35

■Vends Logt F3, 2^{ème} étage à Oujlida (W. TLEM-CEN) – Contactez : 0771.76.98.95

■Location F3 (84 m²) bien situé Bd Millenium au RDC pour profession libérale (médecin, dentiste...) – Tél : 0771.61.25.52

■A vendre : F2 + salle de bain. 1^{er} étage. Acté. 40,30 m². Situé au Plateau - Prix après visite Tél : 0662.00.25.94

■Médecin vend (Désistement) Appart F4 AADL à côté Hôpital USTO 3^{ème} et dernier étage. Prix intéressant – Tél : 0541.88.49.13 - Contacter après 16 H

■Jeune couple avec 2 enfants cherche location F2 ou F3, Niv. de Maison ou Haouch à Oran et environs entre 15.000 et 20.000 par mois - étude toute proposition - Faire offre à : 0541.86.33.18

■Loue F1 (Studio) 5^{ème} étage C-Ville - 02 millions prix fixe – Tél : 0558.44.23.56

■ARZEW : Studios à louer (Bord de mer). 01 Gde pièce + cuisine + sanitaires (pas meublé) - calme et sécurisé, pour couple ou célibataire. 10500 / mois (6 mois avance) - Tél : 0795.19.35.62

■Partic. loue Appart F3 à Cité Radieuse, Maraval - ORAN, cité avec clôture, dotée d'un jardin et parking gardé - Appeler : 0552.39.05.00 - Le Jeudi entre 18 h et 20 h - Vendredi et Samedi entre 10 h et 20 h

■A louer une Chambre 24 m² : WC, potager, lavabo + une cour 16 m². Prix 13.500.00 - situé à la Poste Belgaïd - A vendre un Lot 205 m² - Tél : 0777.78.16.73 - 0781.07.30.32

■Vends : F3 4^{ème} USTO + F3 2^{ème} Seddikia + F4 4^{ème} Cité Fonctionnaires (HLM) - AG. ESSALEM - 041.42.03.93 - 0771.69.87.27 - 0770.35.12.91

■Vends Appart Bd Benzerdjeb. ORAN. F3 : salon double + 2 pièces. Refait à neuf. Vue sur Mer à 3^{ème} étage - Prix après visite - Tél : 0540.26.44.11 - 0560.94.66.31

■Vends Appart Bd Hammou Boutélis. ORAN : F5 - 1^{er} étage - Prix après visite - Tél : 041.39.84.74 - 0552.56.91.24

■Vends appartement F3 - 5e étage à Dar El-Salem. Sup. 82,66 m² - Contactez : 0795.61.15.45

■A vendre Appart F4. 4e étage au centre-ville d'Oran la Rue Ho Chi Minh à côté consulat d'Espagne - Prix 850 millions – Contacter le : 0558.01.39.44

■A louer à Oran la LOFA grand F3. 130 m². Salon (9 x 4), 2 chambres (5 x 3). Hall (6 x 4). C. WC. SDB - 2 balcons. 2 façades. 2e étage de villa, entrée individuelle. Option place garage – 0778.39.85.12

■Loue F4 à SIG centre-ville - Convient Fonction libérale - Médecin - Notaire – Tél : 0773.95.80.82 - 0664.02.41.54

■Bureau d'Affaires AHLEM : A louer F5, 110 m², 43.000 DA Maraval (Face Mosquée Benaïcha) - Tél : 0560.20.06.46 / 0771.32.47.19

■MOSTAGANEM : Loue 7 appartements meublés haut standing. 2 garages. Internet Wifi – AÏN EL BIA : Loue ou Vends 1 Chalet + 1 appartement + 1 chambre sur 300 m². Internet. Wifi – Tél : 0552.29.44.21 - Prix après visites - Curieux s'abstenir

■A vendre Appart à Akid Lofdi, 5e étage, salon, 2 Ch., Cuis., Sanit., douche, hotte et 2 balcons - bien aménagé, belle vue sur mer - Immeuble fermé - parking assuré – Sup. 78 m² - Tél : 0793.45.11.53 - 0662.39.01.26

■Loue F3 au 1^{er} étage dans un immeuble de R+1 situé aux Castors en face la mairie – ORAN - Avance 1 an + cautionnement – Tél : 0661.21.78.97

■Mets en location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés, situés à Paradis-plage Ain El Turk, Corniche oranaise – Tél : 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■A vendre F2 meublé, 3e étage, résidence Le Progrès en face l'Hôpital Pédiatrique de Canastel - ORAN – Tél : 0793.26.98.70 - Vi-site après 17 h

■Particulier loue et vend des Apparts F2, F3, F4 + Villa + Locaux – Tél : 0557.57.13.82

■Vds bel Appart F2. 4e à Dar El-Salam (Hai Sabah) cité fermée et calme - Acté - 62 m². Refait 100% (Dalle de sol - Faïence - Mischler - Cabine douche) matériel espagnol et cuisine équipée – Tél : 0555.76.39.03

■Partic. vend Appart de 117 m² Cité les Pyramides USTO - ORAN. F4 refait à neuf. Toutes commodités. Cuisine équipée en Hêtre. Chaudière murale avec 06 radiateurs. Fenêtres et portes fenêtres en Mischler – Tél : 0550.09.93.97

■A vendre Appart F3 - 1^{er} étage. 70 m². Acté - en plein centre Ain El-Turck - ORAN - en face Nvelle daïra – Tél : 0771.13.16.44

■Loue de suite : Studio équipé (chambre + véranda) pour période allant jusqu'à fin Juin (5 mois ½) - entrée libre, sécurité assurée, lieu Ain El Turk – Tél : 0664.30.20.92

■A vendre F4 Duplex 1^{er}/2^e - cuisine équipée, SDB - Hai Es-Sabah - T : 0549.55.35.17

■Vends Appart F3. Acté. Luxueux. Aménagé 100% en face la pâtisserie Le Carré Akid Lofdi - prix après visite – Contactez le N° 0551.82.22.47 - 0794.09.85.89

■Alouer appartement 220 m² F7 - 2^e étage – Adresse : 30, Bd EmirAbdelkader. ORAN – 0776.85.20.68

■Loue F3 pour couple avec ou sans enfants. 6^e étage Résidence Le Beau Séjour. Ascenseur. Très bon voisinage. Sécurisé, ensoleillé, parking - Curieux s'abstenir – Tél : 0792.67.44.03

■A vendre F2 Bousseville (Ain El Turk) 3ème étage. 54 m². Acté. Entièrement équipé. Résidence récente. Garage au S/Sol. Gardiennage. Porte fermée - 800 M (négociable) – Tél : 0774.82.82.30

■Couple cherche Location Appart F2 à Maraval – 0542.36.48.43

■Vends F3 - 73 m². 5^{ème} étage. Acté. Aménagé. Tél. Internet - Akid Lofli - Possibilité Promesse – Tél. 0555.08.92.46

■F4 à louer Cité les Pyramides (équipé) – Tél. 0549.59.34.15 - à partir de 17 h

■Particulier loue très bel appartement équipé, toutes commodités, dans un quartier résidentiel à Bel Air au cœur de la ville d'Oran, « EEDEN RESIDENCE » avec de place parking. Superficie : 131 m². Prix : 150.000 DA - Contactez le 0560.06.97.00 - Curieux s'abstenir

■Vds Appart F3 - 3 façades - RDC - Tél + Internet - Acté - Convient Profession libérale ou Habitation - sis Cité Jeanne d'Arc Bt B5 - Gambetta. ORAN – Tél : 0771.24.49.15

■Vends un appartement F3 en plein centre-ville d'Oran. Superficie 58,24 m² - Adresse : 3, Rue Ouedl Kara Saïd – Tél : 0770.32.80.03

■Vends F4 - Acté + Livret foncier - 4^{ème} étage - Eléments de cuisine. Mischler. 3 façades. Cité sécurisée. Parking. Cité des fonctionnaires Es-Seddikia - PD 12 MDA - Tél : 0664.89.88.70

■Vends F3 Cité 1180 Logts. 80 m². 3 façades. 2^{ème} étage. Toutes commodités - Visite à partir de 17 h 00 - Contacter : 0540.79.89.22

■A vendre appartement F5 - Désistement - en face clinique « Nakache » USTO. ORAN – Tél : 0797.42.94.17

■Vends 5 Apparts F3 au 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} étage. Sup. 104 m² - 97 m² - 77 m² - Petit Immeuble de 3 étages Constr. Neuve. Dalle de sol. Faïence. Mischler 1^{er} choix + parking sous-sol. 4^{ème} Périphérique face nouvelle Station essence – T : 0790.54.54.89 – 0553.51.49.00

■Vends F3 avec G. salon, 6^{ème} étage, 105 m², acté, 2 façades, et bon voisinage, bien ensoleillé, Bt. Sonatrach, Rond-point Bahia – Tél. 0555.96.48.51

■Location F5 et F3, Es-Sénia Kara 2, proximité fac. Brodeuse 600 Pl/min. – A vendre M.M. 120 m² à Mediouni – Tél. 0560.56.51.26

■Vds appartements F3 et F4, construction neuve, très bien équipés, immeuble avec ascenseur situé au boulevard Khiaï Salah, à Mediouni – Tél. 0555.33.54.73

■Vends appartement F4, 1^{er} étage, superficie 150 m² (cuisine, salle de bain, 2 chambres, couloir), au centre-ville d'Oran, rue Med Khemisti - 1^{er} 0661.25.61.05 – 0664.20.15.15

■Cherche à louer appartement F3, Oran (quartier calme). Etude toutes propositions – Tél. 0553.03.56.24

■Vends appartement F3 situé à la cité Radieuse, Maraval, au 3^{ème} étage (immeuble de 4 étages) acté et avec livret foncier. Prix à fixer après visites - Tél. 0670.31.19.54

■Locations ou ventes : F3/3, acté 100 m², 5 balcons, Oran centre-ville, F5 + F3/2, F2, studio local et autres – Tél. 0560.34.10.34 – 0557.29.15.30

■Vds 02 apparts : F4 à Hai Essabah, 3^{ème} étage, 02 ascen. Avec box super luxe, F3 à Yaghmoracen, 4^{ème} étage, sup.84 m², 1180 logts – Tél. 0552.47.55.21

■Vends 5 studios de 58 m², au 3^{ème} et 5^{ème} étage, prix 590 millions + 2 F3 : 110 et 118 m², 1Md 50. Le tout à Hai Yasmine – Tél. 0555.87.81.94

■Vds Appart F5 au 4^{ème} étg. Cité Yaghmoracen. Bien ensoleillé, à côté de Chahrazed. Bon voisinage - Chauffage central - Tél : 0778.50.67.46 - 0555.48.73.88 - Le prix après visite - Accepte Promesse de vente

■V. Loue ou Echange : Appart F6 à TIARET centre-ville contre similaire à ORAN - 3 Faç. N. O. Est - Très ensoleillé. Tél - Net - dans cité 04 Bt. Const. en dur. Cour comm. 3.000 m². Parking. Proxim. Ecole - Lycée - PTT - Supermarché - Université – Tél : 0557.74.60.91

■Vds Appart 74 m² - Acté - 2 Pièces - Salon - au 4^{ème} étage Cité 1000 Logts ARZEW + Vds Maison à BENFREHA 250 m². Bâtie 187 m². Actée. RDC – Tél : 0554.07.00.78 - 0550.43.81.60

■Affaire à Saisir : Vds Appart Ht Stand. Refait à neuf. Haute gamme. 140 m². Acté. 3^{ème} étage Rue Larbi Ben Mhidi. ORAN - Curieux et Agence s'abstenir S.V.P. Tél. 0553.04.82.28 – 0771.11.06.54 – Prix après visite

■A vendre F3 superposé R+1 étage - 1^{er} étage - Refait à neuf. Bien aménagé + terrasse 80 m² + buanderie - à Cité 48 Logements Hassi Ben Okba en face lycée – Tél. 0550.50.67.11

■Vds villa 500 m² R+2. Actée. Grand Bd Oran. RDC : 500 m² commerce 3 Rideaux. 1^{er} : 500 m². 2^{ème} : 500 m² - Habitation. Ttes activités ou Promoteur – Tè : 0771.52.73.25/24 – 0560.34.10.34

■A louer un F4 meublé + 02 grandes cours. Point du Jour. Quartier résidentiel. Bon voisinage – Tél : 0798.75.32.39

■!!!! Espagne : Alicante, Benidorm et province, Vente Appartements, Maisons, Villas et Entreprises. Immo.b. RSL !!! www.realspainlink.com - E-mail : invest@realspainlink.com - Contact : +34.601.193.237 – Fixer : +34.965.86.25.46

■Vends Appart F3- 2^{ème} étage - Acté - Superficie 55 m² à Maraval. Cité Sonatrach. ORAN – Tél : 0561.69.42.94

■A vendre F4 Larbi Ben Mhidi, 1^{er} étage en face la Place des Victoires. ORAN (P.D. 1,6 M) - Tél : 0556.42.92.20

ANNONCES CLASSÉES

■Vends F5. 117 m². Acté. 2^{ème} étage avec ascenseur. Prix de vente 1,7 M en plus garage 18 m² à l'entrée de l'immeuble. Acté - P.O. 300 - P.D. 500 - situé à Akid Lofli - ORAN – 0782.16.92.46 - 0781.18.35.68

■A vendre F5 complètement rénové. Sup.140 m² situé à ORAN face à Direction Ooredoo Hai Yaghmoracen - Rez-de-chaussée - Curieux s'abstenir - Prix après visite - Tél. 0561.42.78.21

■TLEMCCEN : Vds Appart F3 Cité Dib Mounir. Toutes commodités. Sup. 68 m² - Possibilité Promesse de vente – Tél : 0541.76.86.97



■TLEMCCEN : Vends villa à Bouhanak, 2 salons + 3 P. + Gde cuisine Corn + SDB + Gge + N1 : 3 P. + cuisine + SDB + hall + salon - Tél : 0541.72.30.98

■Loue villa de 2 niveaux composée de 8 Pces, 2 salons, 2 cuisines, 2 sanitaires - située à Fernandville sur boulevard - Convient Siège Sté - Admin. - Banque... etc. ou bien Habitation – 0561.35.31.60

■Donne location de Maison de Maître R+1 toutes commodités, équipée et garage pour une voiture pour Société ou Particulier à l'entrée de Ain El Baïda – Tél : 0699.51.43.25 - 0794.53.89.58

■TLEMCCEN : Vends 112 m² R+1. 2 façades. Livret Foncier. Possibilité Promesse de vente uniquement pour habitants de Tlemcen sise à Boudghène - Tél : 0555.73.111.0774.34.74.5

■Vends villa 145 m² Cité 200 Logts Senia. RDC + 1 - Actée + L. Foncier - Façade - Très bien située - Prix intéressant après visite - Agence - Courtier s'abstenir - Tél : 0669.18.91.48 - à partir de 18 H

■A vendre Maison 120 m² R+1. Actée à Mahdia Oued Tielat (ORAN) à 300 m de la Maison Renault (eau, gaz, élect). Prix offert 11. Prix demandé 13 - Tél : 0540.29.29.39

■Loue : Niveau de villa (F4) 140 m² à Gambetta (sur Avenue) 35.000 DA/mois – F5 à la Rue Khemisti - Niveau de villa (250 m²) Canastel – AG. TAY-BA : 0551.10.12.20

■A louer Niveau d'une villa rez-de-chaussée comportant F3 cuisine, SB, un garage 45 m², cour et jardin - à ES-SENIA (Kara 2) – Tél : 0791.76.74.36

■Belle villa R+1. 300 m² Bousseville - Ain El Turk. W. ORAN : 5 Pces + C + 2 SB. Garage 05 Vhies + cour + jardin + terrasse - toutes commo. à 300 m de la plage - prix après visite – Tél : 0770.33.62.28

■Vends à Choupot ORAN : Niveau villa 2 façades F6 (Surf. 17,50 x 12,50) 6 balcons, 2 SDB, 2 grandes terrasses. Pas de vis-à-vis. Refait Int. et Ext. à neuf face Jardin Choupot à 25 m du Bd – Tél : 0773.63.98.70

■Vds villa 126 m². R+2. RDC : Sal., Cuis., garage, Pt.jardin, WC /1^{er} : 3 Pces, Gd Sal., hall, SDB, WC / 2^{ème} : Ch., Sal., hall, Cuis., SDB et WC + terrasse - à SENIA à côté 23 Octobre – 0696.72.78.00

■A louer villa 220 m² R + 3 étages à Ain Turk, 2 façades - en face Hôtel Yamama - Convient pour Siège Sté - Admin. - Banque - Clinique... etc. – Tél : 0553.62.63.97

■A vendre Villa : cave + RC +2 (150 m²) à ORAN - ES-SENIA (dernière Daïra Es-Senia) - Libre de suite - Visite après RDV – Mob : 0555.53.70.48

■Vds villa R + 2 + sous-sol - 4 Ch. avec SB et dressing + salon + séjour + cuisine + 3 grands halls + grande terrasse + jardin - Pépinière ORAN – 0558.81.24.53

■A louer dans une M. Maître à Coca pour 3 mois, 6 et plus : 3 Gdes Pces, Gde cuisine, cour et garage 2 voitures – Tél : 0771.23.91.49

■Vends villa vieux Canastel sup. 396 m² (plein centre) - Façade boulevard - curieux s'abstenir – Tél : 0793.92.26.45

■Ag. Immo. El-Amine Mimouni. Av. Sid Chahmi - ORAN - F5 : 68.88 - 0555.82.99.85 - A.V. villa Cité Djamel. Sup. 200 m² 2 Façades. Sous-sol + R. Ch. 3 étages (ou Echange) - Prix après visite

■Vends Maison finie à 50%, 3 étages, 2 appartements par garage - Superficie 300 m². Deux façades - à Bir El Djir - ORAN - Contactez : 0661.20.99.93

■Maison de Maître à vendre 100 m². 3 Pces + cuisine + WC et cour au RDC - 1^{er} étg. : 3 Gdes salles et Gde terrasse au prix de 1.800.000.000 – ex-Rue Errouas à El Hamri - ORAN – N° Tél : 0791.98.11.49

■Vends M.M. vieux bâti 127 m² : 3 pièces, cuisine, SDB, terrasse, garage - Façade 6 m - face CEM Lakhdar Hafid – Savignon - ORAN - P.O. : 16 MDA - P.R. : 22 MDA – Tél : 0551.996.473 - Pas de courtier


■Vends à TLEMCCEN Bouhenak : Villa Ht standing 300 m² bâtie 260 m². Piscine. S/Sol + R + 2 + cave - Finition parfaite moderne – Tél : 0550.56.70.90

■TLEMCCEN : à 5 min du centre-ville : Vends Carcasse R+1 - 260 m² bâtie sur 360. Gros oeuvres 100%. Bâche à eau 12.000 L - Acte + Livret + Permis - Eau + Gaz + Elect. - Tél : 0552.28.83.81

■Vds villa 400 m² centre d'Es-Senia. Endroit très intéressant pour habitation, activité commerciale pour une institution publique ou privée – Curieux s'abstenir - Tél : 0658.38.45.98 - Après heures de bureau

ANNIVERSAIRE

Inayat Allah BOUTEMEN
Bon Anniversaire mon papa, c'est avec une très grande joie que je me jette dans tes bras, pour te dire merci d'être mon papa, ces quelques rimes pour toi venant de mes frères et moi, te donneront le bonheur que tu apportes dans nos cœurs...
Ta fille Ismahane, Fodil et Issyakhem ainsi que ta chère femme qui te souhaitent un Joyeux Anniversaire et une longue vie INCHA'ALLAH.



■Vends Carcasse 212 m². 2 F. R + 1 + S/Sol de 150 m² Hai Zabana – Messerghine. ORAN – Tél. 0792.76.06.66

■ARZEW - Fontaine des Gazelles : Loue ou Vends Maison pieds dans l'eau - 380 m² - Tél. 0552.29.44.21 - Prix après visite - Curieux s'abstenir

■A vendre villa 220 m² Nouveau Canastel. 2 étages avec 2 jardins et garage pour 2 voitures, toutes commodités - Actée – Tél. 0771.03.34.73

■A vendre villa à Canastel. 250 m². R+1. RDC : entrée + garage + hall + grande salle - cuisine + grande cour - 1^{er} étage : hall + 4 chambres + sanitaires - 2^{ème} : Terrasse - Tél. 0673.79.03.08 – 0796.27.81.74

■Vends villa R+1 avec locaux commerciaux au 2^{ème} Périphérique près Café Diplomate (Trait d'Union - ORAN) - Intermédiaire s'abstenir – Tél. 0796.47.32.59

■Vds Maison individuelle R+2 à Cité EPLF Messerghine - ORAN - Très bien sttuée. Libre de suite - 150 m² - Curieux et Intermédiaire s'abstenir – Tél. 0661.24.70.00

■A vendre villa 540 m². R+1 : 7 chambres. 2 jardins. Grand garage - Actée - Belgaïd – Tél. 0790.19.58.37

■A vendre ou à louer villa Sidi Bachir : 2 Apparts - Garage - Local - Endroit calme en face Chahid Mahmoud - Actée - Tél. 0799.34.69.13

■Vends Maison de 120 m² R + 2 étages, local de 120 m², Boulevard la Daïra Es-Sénia – Tél : 0772.66.90.50

■A vendre villa R+2 - 100 m² - Boudjemaâ - Hai Chahid Mahmoud - Finie 80% - Tél : 0772.16.88.54

■Vends Maison de Maître R+1. Actée + Livret foncier. 120 m² à Cap Falcon, Ain Turk (corniche oranaise) composée de 04 pièces + cuisine + salon + garage + cours avec Elect. + eau + gaz – Tél : 0664.67.72.03

■A.V. Villa non finie R+2 à GDYEL Centre - S. 140 m² - Prx D. 2 ML 100 – Tél : 0556.52.76.79

■Vds Maison 300 m². Actée - RDC : 2 garages, cour, jardin - 1^{er} : 2 Ch., Sal., hall, cuisine, SDB - 2^{ème} : 2 Ch., Sal., couloir, cuisine, SDB - 3^{ème} : 2 Ch., couloir, cuisine, SDB + terrasse - à Cité Petit. ORAN - Tél : 0560.58.33.39 - 0555.26.22.76

■Loue Habitation. Livr. Fonc. + Certificat Conform. pour Sté étatique, privée - 2 étages + local avec sanitaires - Aire de stationnement. Bien située à SENIA – Tél : 0771.77.90.54

■Vends villa R+2. Deux façades. Sup. 362 m². 3 magasins. ES-SENIA - Convient toutes activités commerciales ou Habitation – Tél : 0699.61.50.61

■A vendre villa à Messerghine. 123 m². 2 façades. 1^{er} étage fini 70%. Livret foncier + Acte - Hai Louz - MISSERGHINE – 0775.92.94.97 - 0542.75.24.65

■Vends villa haut standing. Jardin + Piscine - sans vis-à-vis - 270 m². Actée + Livret. Libre de suite. R+2 : 6 Ch. - 2 salons - 3 salles de bain - garage - toutes commodités... à Fernandville - ORAN – Tél. 0550.32.32.73 / 0770.96.43.09

■A vendre Maison 120 m². 12 m façade

TERRAINS

■A.V. Terrains : 360 m² - 200 m² - 180 m², 4^{ème} Pé-riphérique (rond-point de Canastel à gauche) 10 mil-lions le m² - Tél : 0561.84.72.39

■A.V. les Terrains de 140 m² à 200 m² à Sidi Bachir - ORAN - Pas de courtier - Tél : 0795.02.70.10

■Vends Lots de terrain (160 m² - 180 m² et 182 m²) cité clôturée - Actés - Toutes commodités - Route d'Arzew à 5 min Bir El Djir - Tél : 0550.46.18.22

■A TLEMCEM : Vds Lot 250 m² entrée Imama et Mansourah - Carcasse 150 m² juste rentrée à Oujda - à 3.800 m² P. Projet S/Gd Bd C-Ville à TLEM-CHENT - Prix après visite - Tél : 0774.54.93.15 - 0554.96.24.41

■A vendre un Terrain 80 m² 2 façade avec Dalle et Entourage à TAMAZOURAT (St Maur) - Tél : 0557.11.91.68

■Vends Terrain sur Zone d'Activité OUED TLELAT (Face Usine Hamoud Boualem) - 2.700 m² - Con-tactez : 0661.20.99.93

■Wilaya de Mostaganem. Commune de Hadjadj (Ex-Bosquet) : A vendre plusieurs Terrains de 1.000 m² à 2.800 m² de 1.800 DA à 3.000 DA - Tél : 0662.042.617 ou 0792.860.911

■Bureau d'Affaires AHLEM : A vendre Terrain 247 m² - 16 m de façade à Belgaïd - Tél : 0560.20.06.46 / 0771.32.47.19

■Vends ou Echange contre F5 à SIDI BEL ABBES 1 Lot de terrain 282 m² (1 F) à Belouladi (SBA) - Tél : 0770.41.73.87

■Vends Terrain 155 m² à Sidi Maïrouf 4 Km W. d'ORAN - Tél : 0550.94.02.92 - à 10 h à 18 h

■Vends Lot de terrain Superf. 200 m² - Acté - de 10 m de façade, situé à l'entrée de GDYEL près de la nouvelle piscine - Tél : 0772.10.58.99 - à partir de 16 h 30

■A.V. Terre agricole à l'entrée de HASSI BOUNIF - ORAN - Mitoyen. la F.A.O. classée 1^{re} Zone (4,3 Ha - 3 façades) : puits - maisonnette - 120 oliviers - Elect. 380 - Façade 305 x 340 x 140 m sur Route Nationale goudronnée - Tél : 0541.69.07.01

■Vends Terrain de 168 m² à Ain Turk (ORAN) - Acté avec Livret foncier - Bien situé sans vis-à-vis - Viabilisé - Eau - Electricité et Gaz - Tél : 0792.20.71.45

■A vdré lot de terrain de 286 m² à Haï Louz, Sidi el Bachir, clôturé, portail, eau, gaz, assainissement 70.000 DA le m², à débat - Tél : 0771.56.26.54

■Vieux bâti, Protin, 115 m, 2 façades - 0699.16.48.98

■A vendre terrain 329 m² à Bd Hôtel Président, Terrain 750 m², 2 façades Yaghmoracen, Terrain Rocher 250 m², Terrain 250 m², 3 façades la Poste - Tél : 0771.93.24.76

■Propriétaire terrain à Oran (les Falaises), à côté du Méridien, 1279 m² avec R+12, cherche associé promoteur, pour réaliser des logements H/standing - Tél : 00.336.13.64.58.36

■A vendre terrain à Stidia (w Mostaganem) 2.250 m², acte + Livret foncier - Tél : 0657.10.02.25 ou 0772.20.53.01

■Vends Terrain. Superficie 232 m² à ORAN situé entre CANASTEL et BELGAÏD dont 11 m de façade et 21,60 m. L - Prix 13 U/m² - Contacter : 0794.55.45.97 - 0558.86.09.47 - Merci

■MAGHNIA : A vendre Lot terrain de 296 m². Acte Notarié. Situé à la Cité Ouled Bendamou NS - Con-tacter au N° 0561.60.75.51

■A.V. : Petite Ferme de 35 Hectares à MNATSIA environs de BOUFATIS - Concession (Acte) - Tél : 0551.46.04.46

■Vds 1 Lot terrain 233 m². 2 Façades + 1 Lot ter-rain 213 m². 1 Façade - 0770.50.02.94

■A vendre Lot terrain 602 m² double façade, bien situé à Femandville - ORAN - Tél : 0559.88.53.03

LOCAUX

■A.V. Local à Yasmine. 18 m². Refait à neuf. 380 U - A.V. Local Rue Mostaganem. 120 m². 1,5 milliard - Tél : 0561.84.72.39

■Vends ou Echange : Magasin bien aménagé en Pizzeria. Sup. 45 m² avec Matériel et toute com-modité : 100, Rue de Mostaganem - ORAN - Tél : 0557.12.38.39 - 0553.51.49.00

■Vds local à Ain El Turk bien aménagé avec sani-taires en face Eden-place. Sup. 20 m² - Tél : 0551.66.54.67 - 0550.29.31.16

■Loue local sup. (25 + 25) m² hauteur 8 m (Peut servir cafétéria, pizzeria, fast-food, labo... etc.) - Contrat moyen et long termes - étude toutes pos-sibilités éventuelles - Tél : 0673.42.72.58 / 0555.71.12.16

■Local à louer. Sup. 35 m². Situé à 09 m du Bd Larbi Ben M'hidi - Tél : 0549.52.99.11

■En plein centre-ville d'Oran Vends : Local. Sup. 71 m² deux rideaux - Local. Sup. 30 m² à 20 m la Vieille Mosquée. Acté - 041.33.46.68 / 0557.04.97.65 / louni-immobilier.com

■Loue local à usage Commercial ou Bureau. Bien aménagé. 12 m². Place Hoche centre-ville ORAN - N° Tél : 0770.51.69.38

■A louer magasin 200 m² environ, avec 2 grands rideaux, situé au Bd Maâta - ORAN - Tél : 0559.26.40.55 - 0661.31.07.49

■Loue 2 locaux à usage commercial pour tous gen-res d'activités - Bien situés dont 01 double façade - aménagés - Tél : 0791.57.64.11

■RELIZANE - Loue 3 Locaux 20 m² + 80 m² + 100 m² - Tél : 0557.57.13.82

■A louer Local (Désistement). Superf. 24 m². Con-vient : Bureau - Atelier ou bien Siège Sté - à USTO - HLM / ORAN au 2e étage dans un immeuble com-mercial - Tél : 0796.11.07.82

■Loue à MOSTAGANEM : Parc clôturé. Surface de 5500 m². Aménagé d'un bureau - à MESRA - Contact : 0661.910.330

■SIDI BEL ABBES : Vends 2 locaux commerciaux mitoyens - Actés - en plein boulevard. Superficie 29,5 m² chacun à la Cité les Palmiers (Rocher) en face le Concessionnaire Citroën - Tél : 0771.73.55.72 - 0550.72.50.96

■A louer local sup. 20 m² en activité, endroit com-mercial, magasin de cosmétique + A vendre Maté-riel et Produit cosmétique. Adresse : Haï Chahid Mahmoud Boudjemaâ - ORAN - Tél. 0551.43.55.50

■Vends local commercial à centre ville d'Oran, acté, superficie 50 m², rue Med Khemisti - Tél. 0661.25.61.05 - 0664.20.15.15

■Loue local de 37 m² et sous-sol de 355 m² ; em-semble au séparément, bien dégagé et très bien situé. Toutes commodités, à Dar Salem Oran - Tél. 0550.24.31.60

■Loue local 150 m² à Paradis-Plage, Ain Turk, RDC de villa 50 m du boulevard, avec commodités - Tél. 0661.20.51.37

■A louer deux Chambres froides 80 m³ + 60 m³ avec un grand garage à ORAN - Contactez : 0792.51.45.72 - 0778.59.75.64

■Vends ensemble de cinq locaux ou séparément actuellement Boulangerie très bien placé. ORAN - Vends ou échange contre Voiture récente Matériel de boulangerie complet très bon état - 0673.29.85.52

■Vends local 15 m² côté consulat d'Espagne, mi-toyen avec le restaurant Santa Clara. Très bien aménagé + Acté Fonds et Murs - Tél : 0798.71.43.17 - 0556.39.46.59 - 00336.81.07.45.19

■H2000 vend : 2 Locaux 10 m² et 30 m² à Yasmî-ne - ORAN - Tél : 0771.06.86.27

■ORAN : Vends Bâtisse commerciale 430 m². 2 façades (22 x 22). Sous-sol + R + 1 à 50 m derrière Tribunal Cité Djamel - Endroit très fréquenté (Showroom - Salle des fêtes - Ecole...) - P.D. 25 U/m² Nég. - Tél : 0696.140.648

■A louer local à Gambetta - ORAN - RDC : 150 m² - 1^{er} étage : 180 m² - Tél : 0661.20.66.32

■Local à louer 64 m² (16 m x 4 m) près du Mille-nium. Bien situé - équipé de sanitaires - eau chau-de et froide - Tél. 0558.65.11.60 - Avance 1 an

■Vente local commercial - Acté - la Rue AL-ARBI El Hadj (centre-ville d'Oran) 21 m² + sanitaires (eau - gaz - électricité) - Tél. 0557.79.35.84

DIVERS

■J.H. sérieux cherche Licence de Taxi ORAN-Ville - Tél : 0557.77.98.42

■TLEMCEM - Vends 1 Fusil de chasse Saint-Etien-ne français calibre 16 presque neuf - Autorisation exigée pour l'acheteur - Tél : 0553.25.90.98

■Ecole de Cuisine et Pâtisserie forme : Cuisinier, Pâtissier, Viennoiserie, Pizza, Glaces, Gâteaux - De-puis 2007 - Carteaux. ORAN : 041.42.34.46 - 0665.70.63.40

■ARZEW - Vends Bateau petit métier L. 10,00 - l : 3,40 - Filet 3.000 mailles. Moteur120 CV. Annexe Canot. Groupe Sondeur. Matériel Sé-curité - En Activité - Prix après visite - Tél : 0552.38.84.84

■Loue Licence Café à ORAN - Contrat 2 ans - Tél : 0661.46.82.48

■Mr EL KETROUSSI Kemal, Professeur de Maths, longue expérience, donne Cours de Maths à do-micile Niveau : 1 A.M., 2 A.M., 3 A.M., 4 A.M. ; Préparation B.E.M. - Tél : 0793.52.67.42

■A vendre Chambre à coucher : 70.000 DA (Un grand Lit + deux Tables de nuit + une Coiffeuse) - Salon 5 places avec Table : 40.000 DA - Salle à manger : Table + 04 Chaises : 32.000 DA - D'ori-gine Malaisie - Tél : 041.54.10.20

■SIDI BEL ABBES - Ecole Privée « Stylmod », 8, Rue de Damas - SBA - 048.75.15.12 / 0554.28.83.75 - Stages de Coupes (Février 2015) - Chignons - Maquillage (Avril - Mai 2015) - In-scriptions Janvier 2015

■Vente : 2 Broyeurs - 1 Mélangeur - 1 Doseuse volumétrique - 1 Serrisseuse - 1 Table et 02 Cha-riots Inox - 1 Conditionneuse verticale et un Con-voyeur en inox pour produits en poudre avec une Sonde de démarrage automatique - Contactez : 0661.17.44.20 - 0661.34.10.97

■Vends Machine de fabrication Gobelets à café marque (JBZA 12) - Prix offert 120 U - Prix deman-dé 150 U - Tél : 0540.29.29.39

■A vendre Cisaille Guillotine marque turque 260 x 4 mm. W. ORAN - Neuve sous emballage - 0771.62.92.86

■A vendre Matériels de boulangerie et pâtisserie : 2 Batteurs Mélangeurs 40 et 60 litres - Laminoir PANI RECORD - 1 Four à pizza électrique - Con-tactez-moi pour plus de renseignement au : 0770.62.70.44

■A vendre : Four à pizza électrique 2 étages 2 x 6 de marque Dace - Pétrin 10 Kg - Présentoir - Le matériel servi que 3 mois - Tél : 0770.62.68.80

■Cherche Achat Matériel d'occasion de Pâtisserie « Matériel Complet » - Faire offre au : 0559.47.05.51

■Cherche Location Numéro de taxi à ORAN - 0771.25.14.44 - 0781.82.10.39

■International Business School - IBS - Lance Forma-tion en Anglais, Français et Espagnol - Mobile : 0795.25.03.19 - Fixe : 041.21.75.77 - Adresse : 22, Bd Viviani Sananès - ORAN

■International Business School - IBS - Lance Forma-tions en Bureautique, Acces et Infographie - Mobile : 0795.25.03.19 - Fixe : 041.21.75.77 - Adresse : 22, Bd Viviani Sananès - ORAN

■International Business School - IBS - Lance Forma-tion en Droit des Assurances (Contentieux) - Mobile : 0795.25.03.19 - Fixe : 041.21.75.77 - Adresse : 22, Bd Viviani Sananès - ORAN

■TLEMCEM - Pivos publicités sur tout journal, vos dossiers registre de commerce SPA / SARL / EURL, vos études Technico-économ. - Contacter CANAL SUR Tél/Fax : 043.26.58.21 - P : 0551.00.30.40 / 0555.05.90.10

■Réparation, à domicile, machines à laver (linge et vaisselle) cuisinière, frigo, climatiseur, pièces de re-change disponibles, travail garanti - Tél. 0662.87.45.68

■Pour toute Réparation de Coffre-fort bloqué : Appe-liez le 0542.391.343

■Vente Pièces de rechange Lourd et Engin en li-quidation - Tél : 0558.87.77.87 - 0771.51.46.24

■Vends Lot Accessoires de triangle pour rideaux de maison Qté 15.000 pièces arrivée de France (su-per affaire) - Vends Lot Quincailleries divers arti-cles 10.000 pièces (super affaire) - Tél : 0665.08.06.05

■Vends Lot Tissu ameublement fabriqué en Italie 5.500 m + 350 rouleaux (super affaire) + Lot Ri-deaux maison 2,8 x 2,40 prix 700 DA/U - Tél : 0665.08.06.05

■Loue Licence de café à ORAN - Tél. fixe : 046.92.27.05 - P : 0552.58.19.74 (Mostefa)

■Vends Pileuse Colleuse 4/6 points format 90 spécia-le boîte pâtisserie et boîte pizza et tous formats de boîtes - Tél : 0776.26.25.67 - 0556.17.51.38

■A louer N° Taxi W. d'ORAN - Contactez-moi Tél : 0771.42.54.85

■Vends Matériel de boulangerie complet en très bon état marque BONGARD + Groupe électrogène 15 KVA KUBOTA - Tél. 0771.83.27.91 - 0552.18.93.91

■Enseignant longue expérience donne des Cours en matières essentielles : Primaire (5^{ème} Année) à domicile - Contactez le N° 0560.72.61.81

■A vendre Matériel Pizzeria : les Tables avec les Chai-ses. Matériel Restaurant - Tél : 0778.43.73.63 - 0554.07.89.73

■Vends peinture anti-fongique (contre champignons), blanc-neige, bidon de 20 kg pour locaux, fabrication alimentaire (yaourt, pâté...) ou autres, cuisines... Tél : 0559.95.67.35 - 0552.20.05.90

■Entreprise Travaux Bâtiment (T.C.E.) YAGOUBI Med Markor vous propose Etude et Réalisation de tous ty-pes de Logement ou Bâtiment. Tél : 0770.52.64.62

■Société agréée cherche Huile usagée Moteur - Ne la jeter plus, pensez à l'environnement - 0550.05.08.94

■Installation - Mise en marche et Révision Chaudiè-re - Plomberie générale et Gaz - Tél : 0550.618.515 - 0551.665.770

■Un Professeur de Mathématiques donne des cours de soutien individuels au domicile de l'élève pour les niveaux : 1^{re} AS, 2^{me} AS, 3^{me} AS (toutes les bran-ches) - Tél : 0770.39.41.55

■Prends en charge des Travaux de : Gros Oeuvres - Démolition - Maçonnerie Gle - Décoration Façade - Fourniture et Pose - Clés en main avec Garantie - Tél : 0770.97.35.82 - 0552.20.05.90

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Mouchoirs, Serviettes, Gobelet » - « Conditionneu-se » - 036.65.33.34/35/36 - 0555.62.34.91/92

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Impression G. Format - Gravure Num. sur Bois » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Ma-chines Transformation « Plastique, Papier, Carton » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

■UniBeauté Ecole Professionnelle lance les Spéciali-tés : Soins du visage - Maquillage - Epilation à la cire - Manucure & Pédicure - Massage - Tél : 041.533.223 - Adr. : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN

■Vends Matériel français pour Fabrication Diouls - Katfa - Crêpes - Baghrir - état neuf - Tél : 0661.20.51.37

■UniBeauté Ecole Professionnelle lance les Spéciali-tés techniques de Coiffage - Chignons - Coupe - Co-lation - Permanente et Défrisage - Tél : 041.533.223 - Adr. : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN

■ALFINA TRADE vend pour (ANSEJ - CNAC - ANDI) tous types de Machines industrielles - 036.511.955 - 0550.141.191 / e-mail : makakoplast@gmail.com

■Auto-école en face IGMO assure Formation au Per-mis de conduire Catég. « B » - Perfectionnement - Recyclage pour Conducteurs (rises) débutants par Monitrice expérimentée - Programme sur RDV - Tél : 0557.38.88.99

PENSÉE
A notre cher père, époux
MENDLI Abdelmoumène
décédé le 14-01-2006 - Cela fait 9 ans depuis que tu nous as quittés cher père. Tu as laissé derrière toi un immense vide que personne ne pourra combler et une grande douleur que personne ne pourra soulager. Tu étais pour nous un père exemplaire, plein d'affection, de générosité, de courage et de bonté. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. ALLAH YarihmeK Ya El Hadj Moumène.
Ta petite famille qui t'aime

AIR ALGERIE
CONDOLÉANCES
Le Directeur Régional, la Section Syndicale et l'ensemble des Travailleurs d'Air Algérie DRO.A., profondément attristés par le décès de notre collègue Monsieur HENNOUCHE MESSAOUD,
présentent à sa famille leurs sincères condoléances et l'assurance en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie.
Que Dieu Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.

PENSÉE
En ce jour, nous quittait à tout jamais feu
« Si Mohamed GUERRAB ».
Sa famille prie tous ceux qui l'ont connu ainsi que ses compagnons d'armes d'avoir une pieuse pensée et de réciter la Fatiha en sa mémoire.

PENSÉE
Cher papa DEBBAH NASR EDDINE.
Jeudi 15 Janvier 2009. Voilà déjà 06 ans que tu nous as quittés si subitement pour un monde d'amour et de paix. Quel trou béant et quel bouleversement dans notre vie. Depuis ton départ, nous avons réalisé combien nous pouvions t'aimer. Chaque jour tu occupes une place de choix dans nos cœurs, et cette cicatrice est loin d'être refermée, avec ce regret, celui de ne pas t'avoir dit assez souvent « Papa, je t'aime ». Tu resteras toujours dans notre mémoire un papa charmant, accueillant et chaleureux, car le vide que tu as laissé ne sera jamais comblé.
Tes enfants Soumia, Mehdi
Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée spéciale pour lui aujourd'hui.

REMERCIEMENTS
La famille HOUTI, parents et alliés, remercie toutes les personnes qui ont compati à leur douleur à l'occasion du décès de
Lhadj HOUTI Mustapha,
Enseignant à la retraite à l'âge de 89 ans, survenu le 31 Décembre 2014 à Oran et inhumé à Tlemcen.
Que Dieu l'accueille dans Son Vaste Paradis.

PENSÉE
Mr BOUCHILAOUN Med Saïd.
Déjà 03 années passées, 16/01/2012 - 16/01/2015, date que personne ne pourra oublier, tu es parti sans nous dire adieu, laissant derrière toi un très grand vide que nul ne pourra remplacer. Tu femme te pleure toujours, tes enfants, petits-enfants et tous les proches prient pour toi.
Ta belle-fille
Mme BOUCHILAOUN D.
إنا لله و إنا إليه راجعون

PENSÉE
A la mémoire de notre père
HADJ ILES MOHAMED
et notre mère
HADJA ILES KHADIDJA née HADDAM.
C'est comme en mois de Janvier que Dieu vous a rappelés à Lui. Que tous ceux qui vous ont connus, appréciés et aimés aient une pensée pour vous. Vous resterez toujours présents dans le cœur de vos enfants et petits-enfants. Reposez en paix.

PENSÉE
Cela fait déjà une année que notre cher oncle nous a quittés à jamais. Une pensée pleine d'amour et de souffrance pour
Mr FRIH Abdelkhalek
rappelé à Dieu le 14-01-2014. La famille FRIH et FRIH MOHAMED demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. ALLAH YarihmeK Ya Driss.
FRIH Mohamed

PENSÉE
Cela fait 3 ans que nous a quittés notre chère et unique fille
BOUDIAR Nacera
et la douleur de sa subite et insupportable disparition est toujours aussi vivace. Nous demandons à tous ceux qui l'ont aimée et appréciée d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
إنا لله و إنا إليه راجعون

AVIS DE DÉCÈS
Les familles DERROUIS - BENHADDA - BOUDJEMAÂ - MERROUCHE - NAIT ALI - HOUANE - SENHADJI, parents, beaux-parents et alliés, ont la douleur de vous faire part du décès de leur très cher fils, père, oncle, beau-frère, un grand homme généreux, bon, sage, qui a consacré sa vie à sa famille et à son travail, le regretté
Monsieur DERROUIS Abderrahmane
Ex : Cadre SH à l'AVAl, survenu à Genève (Suisse). Le rapatriement de la dépouille est prévu le Jeudi 15 Janvier 2015. La levée du corps se fait Vendredi 16 Janvier 2015 à 10 h 30 au domicile familial Cité Policière près du stade Habib Bouakeul - ORAN et l'enterrement au cimetière Ain Beïda à la prière du D'hor.

REMERCIEMENTS
Suite au décès de Mme Hadja Halima « BENTETIA » survenu à sa date d'anniversaire le 29-12-14 à l'âge de 94 ans, la famille GUET d'Algérie, de France et du Canada, ainsi que les parents et alliés, remercient tous ceux qui ont compati à leur douleur et apporté soutien, réconfort et sympathie. Que Dieu l'accueille en Son Vaste Paradis.
« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».
ALLAH YarihmeK Ya Maa
Ton fils

Exploitation agricole oléicole implantée à El Onçor (ORAN)
Met en vente :
* Olive de table * Huile d'olive vierge
Pour vos commandes, appelez : **040 20 21 05 – 0560 03 36 79**

A vendre Grue en bon état de marche
de Fabrication Française marque PPM.
Année 1990. Force de levage 60 Tonnes.
Moteur Deutz. Flèche 38 m + fléchette. Avec Accessoires de levage.
Tél : 0661 60 95 70 – 041 79 12 28

Entreprise Travaux Publics
privée prend tous Travaux de
Terrassement, Remblais,
Déblai rocheux, Transport,
Evacuation, Démolition –
Contactez : 0550 29 78 64

Importante Entreprise Agro-alimentaire sise à la Zone Industrielle – Hassi Ameur
Recrute :
- Mécanicien en serrissage (Directeur Technique)
Conditions requises :
- Expérience plus de 15 ans dans la spécialité.
- Ayant le sens de l'organisation et du travail en groupe.
- Parfaite maîtrise des langues française, espagnole et anglaise.
- Disponible pour travailler jour et nuit.
- Maîtrise de l'outil informatique.
Envoyer CV par fax : 0982.400.620

الإستاذ: صدیق إبراهيم
محافظ البيع بالمزايدة
25 شارع الأمير عبد القادر - سيق
الهاتف: 0771.98.88.09
إعلان عن بيع بالمزايدة
يوم: 2015/01/22 على الساعة 10:00 صباحا بحظيرة بلدية سيق
لبيع المنقولات التالية:
الحصة الأولى: الواح مستعملة + قرميد مستعمل
الحصة الثانية: حديد مستعمل
شروط البيع:
- شروط البيع القانونية المعروفة.
- لا يمكن استرجاع التسبيق المدفوع أثناء البيع.
- مهلة سحب المبيع عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ البيع.

40ÈME JOUR
Dur et cruel fut le jour du 05-12-2014 quand tu nous as quittés à jamais notre chère sœur
ELYEBDRI Amina-Zahira
<

صندوق ضمان الصفقات العمومية
Caisse de Garantie des Marchés Publics
Direction Régionale Ouest

اعتراض

نحن صندوق ضمان الصفقات العمومية المنشأ بموجب المرسوم التنفيذي رقم : 98/67 الصادر بتاريخ 21 أبريل 1998, المقدر رأسماله 9.000.000.000,00 دج الممثل من طرف مديره الجهوي للغرب الكائن مقره الاجتماعي بـوهران شارع صحراوي عبد الله رقم 18, نعترض على أي تصرف أو بيع على العتاد التالي المتكون من :

Désignation	Caractéristiques
Machine profileuse : équipement de production constitué par un assemblage de pièces ci-après :	1-Poinçonneuse de 50 tonnes 2-Moule pour poinçonnage 3-Chevalet métallique pour appuyer la sortie de production // // pour stockage après production // // pour transport 4-Gabarits métalliques simples // // en HEB grand // // en HEB petit NB ef - facture N°C2005/01.12 du 20/01/2005
Grue sur châssis	-Type / EFFER - Modèle 170/4S -N° de châssis 110191 -Mise en circulation : 02/2005

الذي هو محل رهن من طرف الشركة ذات المسؤولية المحدودة طويكال البناية الصناعية SARL TOPECAL الممثلة من طرف مسيرها السيد بيدرو بينيرو قومان كارينو « PEDRO GOMES CARRENO » و المرهون لفائدة صندوق ضمان الصفقات العمومية بتاريخ 2006/08/01 المقيد في المركز الوطني للسجل التجاري ملحقة الجزائر 2006/08/05 تحت رقم 2006/298, و للصندوق الحق في متابعة أي شخص أو مؤسسة يكون بحوزتها العتاد المذكور أعلاه.

المدير الجهوي للغرب

La Direction Régionale de la TRUST ALGERIA ASSURANCES et REASSURANCE porte à la connaissance des citoyens que l'Agence portant Code A3119 au nom de Madame BENSAAAD NAWEL sise à la Wilaya de AÏN TEMOUCHENT ne fait plus partie du réseau de la Compagnie depuis le mois d'Août 2014 et que tout Document ou Attestation émis par cette Agence au nom de la TRUST est nul et non avvenu et n'engage aucunement la responsabilité de la TRUST ALGERIA ASSURANCES et REASSURANCE.

DIRECTION REGIONALE TRUST ASSURANCES

55 RUE MEKKI KHELIFA - MARAVAL - ORAN

TEL : 041-25-80-89 / 92

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
مديرية الشؤون الدينية والأوقاف
لولاية وهران

إعلان

تعلن مديرية الشؤون الدينية والأوقاف لولاية وهران عن تنظيم رحلة إلى البقاع المقدسة موسومة ب: طائرة تحفها الملائكة.

لمن أكرمه الله بختم القرآن الكريم خلال سنة 2014.

وبهذا ندعوا أصحاب الوكالات المباركة السياحية التقدم للمديرية بدفاتر الشروط للحصول على شرف تنظيم الرحلة.

مدير الشؤون الدينية والأوقاف
لولاية وهران

Importante Entreprise
EPE-SPA installée à ORAN

Recrute
pour son laboratoire :

Ingénieur
ou Consultant
en METROLOGIE

Avec expérience, maîtrise dans le domaine, sens de travail en groupe.

A Faxer CV détaillé au
041 28 50 77

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Office Public d'Huissier de Justice
Maître KERMADJ Rachid
Huissier de Justice près le Tribunal d'Arzew
Juridiction de la Cour d'Oran
Domicilié au n° 154 du Bd Frantz Fanon à Arzew
Tél/Fax : 041.79.14.18

AVIS DE VENTE D'UN BIEN IMMEUBLE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Sur demande des héritiers de feu HEMNIENE Mohamed, lesquels sont les prénommés Kheïra, Khadidja, Aïcha et Bilal, demeurant à la cité Ben Boulaid au N° 07 de l'immeuble 4/41 à Arzew, formulée contre **Monsieur HEMNIENE Abdelkader Driss,** demeurant au n° 01 de la cité Echafri à Arzew, eu égard au jugement rendu le 17/01/2010 par le tribunal d'Arzew, section foncière, sous le n° de répertoire 0117/10 et sous le n° de rôle 1602/09, revêtu de la formule exécutoire à la date du 11/11/2010 sous le n° 475/2010, et qui **décide, en son alinéa premier, la vente aux enchères publiques** du bien immeuble à usage professionnel sis au n° 19 du Boulevard Emir Abdelkader à Arzew.

La vente par adjudication aura lieu le 11/02/2015 au siège du tribunal d'Arzew à dix heures trente du matin et portera sur

le bien immeuble suivant : local de construction ancienne, sis au n° 19 du Boulevard Emir Abdelkader à Arzew, exploité comme atelier de réparation mécanique pour voitures ; il se situe au rez-de-chaussée et se compose d'une salle principale, de deux arrière-boutiques et d'une dépendance ; la superficie construite couverte est évaluée à 193,34 m², le tout étant édifié sur une parcelle de terrain d'une superficie de 261,62 m² ; il est limité comme suit : d'un premier côté par le Boulevard Emir Abdelkader sur sa façade d'une longueur de 6,50 m et par des bien-fonds construits sur les trois autres côtés.

La mise à prix de l'immeuble : 26.182.000,00 DA (vingt-six millions cent quatre-vingt-deux mille dinars algériens).

Conditions de la vente : En plus des conditions indiquées sur le cahier des charges, tout enchérisseur devra se munir du cinquième (1/5e) du montant de la mise à prix, soit en numéraire, soit sous forme de chèque certifié susceptible d'être déposé au nom du greffier en chef du tribunal d'Arzew. L'adjudicataire aura à sa charge tous les dépens y compris les frais d'enregistrement et les taxes dues.

Pour toute information complémentaire et pour la consultation du cahier des charges, se rapprocher du greffe du tribunal d'Arzew ou prendre contact avec l'Office de l'Huissier de Justice à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'Huissier de Justice

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Office Public d'Huissier de Justice
Maître KERMADJ Rachid
Huissier de Justice près le Tribunal d'Arzew
Juridiction de la Cour d'Oran
Domicilié au n° 154 du Bd Frantz Fanon à Arzew
Tél/Fax : 041.79.14.18

AVIS DE VENTE D'UN BIEN IMMEUBLE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Sur demande des héritiers de feu HEMNIENE Mohamed, lesquels sont les prénommés Kheïra, Khadidja, Aïcha et Bilal, demeurant à la cité Ben Boulaid au N° 07 de l'immeuble 4/41 à Arzew, formulée contre **Monsieur HEMNIENE Abdelkader Driss,** demeurant au n° 01 de la cité Echafri à Arzew, eu égard au jugement rendu le 17/01/2010 par le tribunal d'Arzew, section foncière, sous le n° de répertoire 0117/10 et sous le n° de rôle 1602/09, revêtu de la formule exécutoire à la date du 11/11/2010 sous le n° 475/2010, et qui **décide, en son alinéa deuxième, la vente** de l'immeuble à usage d'habitation sis à l'angle du Boulevard Colonel Lotfi (ex-Jean-Jacques Rousseau) et de la Rue Daho Ghézil (ex-Madrid)

La vente par adjudication aura lieu le 11/02/2015 au siège du tribunal d'Arzew à dix heures trente du matin et portera sur **le bien immeuble à usage d'habitation** sis à l'angle du Boulevard Colonel Lotfi (ex-Jean-Jacques Rousseau) et de la Rue Daho Ghézil (ex-Madrid) ; celui-ci se compose :

- D'un rez-de-chaussée comportant trois appartements de type « F2 » et un quatrième appartement de type « STUDIO » ;
- D'un premier étage comportant un appartement de type « F4 », un appartement de type « F3 », un troisième appartement de type « F2 » et une dépendance tenant lieu de cour privée utilisée comme passage ;
- D'un deuxième étage comportant un appartement de type « F4 », un appartement de type « F3 », un troisième appartement de type « F2 », une dépendance tenant lieu de cour privée utilisée comme passage et un sanitaire.

L'ensemble de la surface bâtie, évaluée à 497 m², est édifiée sur une parcelle de terrain d'une superficie de 211,55 m².

L'immeuble désigné est issu d'un immeuble plus étendu d'une superficie globale évaluée à 625 m², limité comme suit : d'un premier côté par le boulevard Colonel Lotfi, d'un deuxième côté par la rue Daho Ghézil, d'un troisième côté par un terrain construit et d'un quatrième côté par le surplus de terrain relevant d'un bien-fonds privé.

La mise à prix de l'immeuble : 21.155.000,00 DA (vingt et un millions cent cinquante-cinq mille dinars algériens).

Conditions de la vente : En plus des conditions indiquées sur le cahier des charges, tout enchérisseur devra se munir du cinquième (1/5e) du montant de la mise à prix, soit en numéraire, soit sous forme de chèque certifié susceptible d'être déposé au nom du greffier en chef du tribunal d'Arzew. L'adjudicataire aura à sa charge tous les dépens y compris les frais d'enregistrement et les taxes dues.

Pour toute information complémentaire et pour la consultation du cahier des charges, se rapprocher du greffe du tribunal d'Arzew ou prendre contact avec l'Office de l'Huissier de Justice à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'Huissier de Justice

Entreprise opérant dans le domaine des Gaz Industriels sise à ORAN


Est à la recherche de son Directeur d'Unité

Conditions requises :


- Expérience plus de 05 ans dans un poste de gestion similaire.
- Ayant le sens de l'organisation et de la responsabilité.
- Avoir de la rigueur et de l'autonomie.
- Disponibilité immédiate ou à convenir.

Merci de transmettre lettre de motivation et CV à l'adresse suivante : **recrutement446@gmail.com**

AVIS DE DÉCÈS
Les familles BENAÏSSA, SALAH et LAHNECHE ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté père, grand-père, frère, oncle et beau-frère
M. BENAÏSSA Mâamar
décédé le 13 Janvier 2015 à l'âge de 75 ans - Ancien moudjahid et ex-Chef de daïra de (Sebdu - Ghazaouet - Mazouna - Sfisef - Arzew et Ghriss).
L'enterrement a eu lieu le 14 Janvier 2015 au cimetière Aïn Beïda.
Domicile mortuaire : Cité Grégorge, villa N° 19 les Castors – ORAN - Que tous ceux qui l'ont connu et côtoyé aient une prière pour lui.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



DÉCÈS
Les familles SAAD EL HACHEMI AMAR, BELGHEZALI, LAREDJ, BOUSAFI, KHIAT, EL KEURTI, BOUDRAA, ZOUGGAR, YAHIA ZOUBIR, BENBASAL et chacun par son nom, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur chère et regrettée
BEDRA
survenu à l'âge de 77 ans le 05/01/2015.
Son époux, ses filles et ses fils
إنّا لله و إنا إليه راجعون



RECRUTE A ORAN

COMPTABLE :

Maîtrise parfaite de l'arabe, du français et de l'outil informatique.

Expérience de cinq ans minimum exigée.

Envoyez vos CV à cette adresse :
recruteemploye@gmail.com


ETABLISSEMENT PUBLIC DE LA WILAYA D'ORAN - PARC D'ATTRACTIONS

Adresse : Face stade Ahmed ZABANA – ORAN
Tél : 041.34.81.43 – Téléfax : 041.32.36.63
RC : 010 8424 / B 05 - Code Fiscal : 098 431 010 017 251 000

DEUXIEME AVIS D'APPEL D'OFFRES

Suite à l'avis d'appel d'offres paru au Quotidien d'Oran le 04/12/2014 déclaré infructueux.

L'Etablissement Public de la Wilaya d'Oran - Parc d'Attractions - lance un deuxième avis d'appel d'offres pour

- **LOT N° 01** Acquisition des voitures auto tamponneuses
* Auto scooter pour adultes
* Mini scooter pour enfants
- **LOT N° 02** Acquisition de manège adultes et enfants.

Les offres des soumissionnaires, accompagnées des pièces réglementaires, doivent être déposées à l'adresse suivante :

Direction EPWOPA
Face Stade Ahmed ZABANA – Oran –
L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne comporter que la mention suivante :
Direction EPWOPA
Avis d'appel d'offres pour l'acquisition de manèges
A NE PAS OUVRIR
La date limite de dépôt des offres est fixée au 29/01/2015 à 16 Heures.
L'ouverture des plis est fixée le 01/02/2015 à 14 Heures.

A cause d'une panne
La CNAS de Bouchama paralysée

Le centre de paiement et le centre médical de l'agence CNAS de Bouchama vivent, depuis une dizaine de jours, une situation des plus embarrassante à cause d'une panne survenue au niveau du réseau intranet de l'agence qui a cessé de fonctionner.

A. Mallem

Conséquence, l'activité des deux centres qui fournissent d'émnentes prestations médico-sociales aux assurés est pratiquement paralysée : pas d'activation ou de renouvellement de validité de la carte Chifa et, dans ce cadre, les agents sont obligés de se déplacer jusqu'au siège du boulevard Rabah Bitat pour traiter le travail de la journée. Même contrainte en ce qui concerne l'activité de liaison avec les officines pharmaceutiques conventionnées avec la CNAS. Il en est de même quant au contrôle médical effectué au niveau du centre. Et quand on sait que le centre Bouchama est assailli chaque jour par de nombreux assurés venant des quartiers lointains et même des régions limitrophes de la wilaya et des centres hospitaliers pour effectuer des analyses et des consultations médicales, on devine les problèmes engendrés et pour les assurés sociaux et pour les agents qui sont confrontés directement à la colère des premiers.

Les postes ordinateurs ne fonctionnant pas, les agents ne peuvent traiter les demandes des malades titulaires de carte Chifa qui se présentent pour des consultations médicales. « Et bien entendu, résume un assuré, c'est nous qui sommes pénalisés par cette situation ». Rencontrés hier matin au niveau de l'agence, nos interlocuteurs parmi les affiliés à la caisse nous ont décrit le calvaire quotidien vécu par les malades qui souffrent le martyre parce qu'ils se présentent bien avant l'aube, à 6h du matin, pour faire la queue devant la porte de l'agence et pouvoir prendre un ticket pour les consultations médicales ou les analyses. Mais une fois à l'intérieur, ils sont estomaqués en s'entendant répondre que les appareils sont toujours en panne. « Vous pouvez nous croire,

martèle un groupe d'assurés, cette situation est plus grave pour les personnes hypertendues et les diabétiques d'un âge avancé, d'ailleurs l'un d'eux en sortant bredouille de l'agence il y a quelques jours de ça s'est évanoui dans la rue et fut conduit aux urgences de l'hôpital par des citoyens ». « Jusqu'à quand allons-nous endurer ce calvaire ? », se sont-ils écriés.

Parlant sous le sceau de l'anonymat, des travailleurs du centre nous ont affirmé qu'ils ont appelé à plusieurs reprises les responsables d'Algérie Télécom et alerté leur direction hiérarchique pour les saisir à propos de cette situation, « mais ils n'y a eu aucun écho. Et cette situation perdure et avec elle la colère des assurés qu'ils déversent sur nous », nous a-t-on confié. Contactés hier matin, des responsables de la direction régionale d'AT nous ont affirmé « n'avoir reçu aucune plainte » venant de l'agence concernée. « Nous avons un service spécialisé qui centralise les réclamations et les répercute sur les services techniques. Et nous n'avons enregistré aucune réclamation de l'agence Bouchama », nous a déclaré un responsable qui a requis l'anonymat tout en précisant que les réclamations doivent être formulées par écrit. Néanmoins, notre interlocuteur de la direction d'Algérie Télécom a pris note de l'information et promis qu'il allait dépêcher une équipe à l'agence de la CNAS pour examiner la panne et faire le nécessaire pour la réparer afin de soulager tout le monde. Mais quelles que soient les déclarations des uns et des autres, il faut noter que le secteur de Bab El-Kantara continue encore de souffrir des pannes de ce genre notamment depuis le basculement de l'ancien système vers le nouveau appelé « MSAN ». Et les dysfonctionnements générés s'étendent même aux lignes téléphoniques et à Internet.

Ali Mendjeli
Des lycéens protestent contre l'insécurité

A. El Abci

Des élèves de certains établissements du Secondaire de Ali Mendjeli 1 et 2 ainsi que de ceux du lycée 'Abdelkader Mohamed Larbi' à la nouvelle ville, ont organisé, dans les matinées de mardi dernier et d'hier, un mouvement de protestation pour réclamer plus de sécurité dans les lycées et à leurs alentours. Les élèves sont demeurés durant une partie de la matinée à flâner dans les cours des établissements en question, refusant de regagner les classes jusqu'à transmission de ces préoccupations à la direction de l'Education et aux autres parties concernées. Il est, également, à souligner, dans ce cadre, que des communiqués appelant à un mouvement de protestation et sans exclure des débrayages, si des mesures d'amélioration, en la matière, ne sont pas prises, ont été diffusés. Des parents d'élèves de ces établissements et d'autres dans la nouvelle ville, nous ont

fait part de leurs préoccupations et craintes à propos de la situation d'insécurité qui règne aux alentours desdits établissements. Et nos interlocuteurs, d'indiquer que souvent, ils sont obligés d'accompagner leurs enfants pour aller au lycée et de les ramener à la fin des cours, de peur qu'ils ne soient victimes d'agression par des bandes de voyous. Et nos interlocuteurs, d'expliquer, que ces agressions ont pour mobile le vol de téléphones portables ou de soutenir de l'argent, ajoutant que ces agressions peuvent survenir sur le trajet séparant le domicile et l'établissement éducatif, ou même parfois à l'intérieur de ce dernier, car des individus réussissent à s'y infiltrer et à semer la terreur. Questionné sur ce sujet le secrétaire général de la direction de l'Education de la wilaya de Constantine, M. Haïoune, confirme ce climat d'insécurité, qui est à l'origine d'organisation de protestations des élèves des lycées cités pour demander plus de sécurité.

Des projets pour l'hydraulique et l'AEP

A. Mallem

À la fin de la réunion tenue hier au cabinet du wali sous la présidence du secrétaire général de la wilaya et réunissant une mission de l'inspection de réévaluation des programmes déléguée par le ministère des Finances et les directeurs de l'exécutif de la wilaya, M. Hamam, directeur de wilaya des ressources en eau nous a communiqué les programmes qui ont été retenus dans son secteur pour l'année 2015. Globalement, le secteur de l'hydraulique n'a pas été touché par des coupes budgétaires.

« Nous avons reçu deux opérations, commence-t-il. La première touche les localités secondaires qui enregistrent des déficits en eau potable et continuent à s'approvisionner aux sources, à l'instar de Messaoud Boudjeriou, une partie de la commune de Zighoud-Youcef et une partie de celle de Béni-Hmidène ». Et d'expliquer que des transferts vont être effectués pour alimenter ces zones, en premier lieu grâce à une opération d'une valeur de 700 millions de dinars destinée à renforcer l'AEP qui tendra, à moyen terme, vers l'alimentation quotidienne. Il indiquera que le cahier des charges de cette opération est déposé au comité des marchés et qu'à partir de la semaine prochaine l'appel d'offre paraîtra sur les journaux. Les travaux seront entamés au mois de mars prochain en prévision de la saison estivale.

La seconde opération, poursuivra M.Hamam, concerne le calibrage des oueds, précisant à ce propos que « nous avons pris l'oued Bagrat qui traverse le chef-lieu de la daïra d'Ibn-Ziad et nécessite une prise en charge

en urgence pour une valeur de 40 milliards de centimes. Ajoutons à cela une petite bretelle d'un oued à Zighoud-Youcef pour 10 milliards de centimes.

Le tout totalisera 50 milliards de centimes ». Le directeur des ressources en eau précisera qu'il s'agit en l'occurrence d'un oued situé à l'entrée de Zighoud-Youcef qui gêne beaucoup et qu'il importe de procéder à son aménagement pour la protection de la ville contre les inondations. Le lancement de ce second programme sera fait également au mois de mars prochain. « Le cahier des charges de l'assainissement est déjà approuvé », dira-t-il encore.

Hors de ce cadre de la commission de réévaluation, M. Hamam nous parlera d'une autre opération de grande envergure qui a été inscrite dans son secteur et qui porte sur la sécurisation de l'AEP de la wilaya et le renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Benbadis et de la partie ouest et sud de la daïra de Aïn-Abid.

« Cette opération, explique-t-il, est conçue pour être lancée dans l'immédiat ». Selon lui, la méthode de sécurisation se fera par la création de 7 réservoirs et des stations de pompage. Il y aura un réservoir de 5000 m3 qui sera alimenté par le réservoir de 20.000m3 d'El-Khroub et le mélange de l'eau venant de la nappe de Boumerzoug et du barrage de Béni Haroun. Il y aura également un réservoir à Ouled-Rahmoune qui viendra combler le déficit à ce niveau, en plus d'un 2ème réservoir qui sera réalisé à Bounouara et 2 réservoirs de 10.000m2 chacun à Benbadis et à Aïn-Abid et enfin

deux autres dans deux localités qui sont totalement dépourvues d'eau et que sont Benyacoub et El-Hambli, chacun d'une contenance de 1000 m3.

La 2ème partie de ce grand programme comprend une prise d'eau qui sera faite à partir du réservoir de 50.000m3 d'El Gammass, qui montera jusqu'à Djebel Ouahch pour atteindre une station de pompage et un autre réservoir de 50.000 m3 et continuera vers la ville de Didouche-Mourad. Elle continuera jusqu'à la ville de Zighoud-Youcef avec une bifurcation vers Hamma-Bouziane.

« Pour ce programme particulier, souligne le directeur des ressources en eau, le marché est déjà signé et a obtenu l'accord de principe du Premier ministre. L'entreprise de réalisation est désignée. Il s'agit de Cogc-Onidri. Il ne reste donc qu'à passer devant le comité des marchés pour que les travaux soient lancés.

Signalons dans ce sillage la réalisation prévue d'une prise d'eau du barrage de Béni Haroun et du futur barrage de Béni-Hmidène qui ira en direction de la station de traitement et du réservoir de 100.000m3 de Hamma-Bouziane. Ce projet viendra compléter le système de maillage qui sera mis en place et qui fera en sorte, en cas de coupure d'eau, d'alimenter Constantine à partir de Hamma-Bouziane, de Boumerzoug, en plus du futur barrage de Béni-Hmidène conçu pour alimenter six wilayas à l'Est. En terminant, M. Hamam ajoutera que ce programme, une fois réalisé, va alimenter aussi une partie de la wilaya de Mila limitrophe de la commune de Béni-Hmidène.

El Khroub
Un ouvrier meurt enseveli dans une tranchée

Abdelkrim Zerzouri

Deux travailleurs sur un chantier de pose de grosses canalisations d'assainissement, au niveau de la commune d'El Khroub, ont été surpris, avant-hier, en milieu de journée, par une avalanche de déblais qui leur est tombé sur la tête, alors qu'ils se trouvaient au fond d'une tranchée profonde de 3,9 mètres. L'un des deux travailleurs ensevelis, âgé de 26 ans, est décédé sur place, quant au second, âgé de 29 ans, il s'en est sorti avec des blessures diverses sur son corps. Un drame qui vient rappeler d'autres accidents de travail tragiques enregistrés sur des chantiers de creusement des tranchées, d'une manière inquiétante ! Horrible. Pour mémoire,

deux jeunes de 23 et 24 ans ont connu un sort similaire au mois de mai 2014. Tous deux ont été enterrés vivants dans une tranchée sur un chantier d'une société étrangère non loin du mausolée de Massinissa (El-Khroub).

Les victimes, donc, généralement des travailleurs sur des chantiers de pose de canalisations d'assainissement, sont souvent enterrés vivants et leurs corps sont difficilement retirés du piège qui se referme sur eux.

« Parfois, on met plus de deux heures pour enlever le tas de terre qui se déverse des abords de tranchées, amenuisant les chances de survie des victimes englouties », indiquent les services de secours de la protection civile. Souvent, aussi, le tas de terre retiré de la tranchée

est laissé trop près du bord, sans respect des règles de sécurité qui exigent que les déblais soient entreposés à une certaine distance du bord de la tranchée.

La protection civile a toujours invoqué des «difficultés énormes» lors de ses interventions pour l'évacuation de la masse de terre sous laquelle se trouvaient enfouies les victimes.

Et il y a toujours, en pareilles circonstances, une enquête ouverte pour déterminer avec exactitude les causes de l'accident.

Notons que la question de l'absence des conditions de sécurité sur les chantiers est soulevée, épisodiquement, et non sans indignation, par les travailleurs après la survenue d'accidents tragiques du genre.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

24 rabie el aouel 1436				
El Fedjr 06h15	Dohr 12h44	Assar 15h23	Maghreb 17h45	Icha 19h08



CAN 2015- Départ aujourd'hui en Guinée équatoriale Début de la campagne africaine pour les Verts



Kamel Mohamed

C'est aujourd'hui que l'équipe nationale entamera sa campagne africaine.

L'avion spécial transportant la délégation algérienne décollera d'Alger en début d'après-midi à destination de la Guinée équatoriale où se déroulera la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (17 janvier-8 février).

La délégation algérienne se rendra d'abord dans la capitale Malabo où tout le monde doit subir des tests médicaux en raison de l'épidémie d'Ebola qui dévaste plusieurs pays du continent africain. Par la suite, elle poursuivra son périple vers la ville de Mongomo où les conditions d'accueil ne sont pas celles espérées par la FAF. Il faut relever que la Guinée équatoriale est un pays qui souffre d'un manque flagrant d'infrastructures de base dans différents secteurs, ce qui explique ces carences auxquelles seront confrontées l'ensemble des équipes participant à la CAN. Pour ce qui est de la sélection nationale, à l'approche de l'échéance, Christian Gourcuff s'est attaqué à l'aspect technico-tactique. Il a mis à profit les deux derniers jours de stage à Sidi Moussa pour affiner le dispositif tactique à adopter contre l'Afrique du Sud, premier adversaire de l'Algérie à la CAN, le 19 janvier prochain. En plus de l'aspect technico-tactique,

Gourcuff a visionné avec ses joueurs les matches de l'Afrique du Sud. Il est également revenu en détail sur le match amical Tunisie-Algérie (1-1) de dimanche dernier, demandant ainsi aux joueurs d'éviter de commettre les mêmes erreurs. Il leur a expliqué que le tournoi s'annonce difficile et éreintant et qu'ils doivent faire preuve de force de caractère. Il leur a interdit aussi d'avoir des excès dans leur comportement, faisant observer que l'expulsion d'un joueur risque de fausser tout un match et éliminer carrément l'équipe d'un tournoi auquel elle tient beaucoup. En somme, Gourcuff a privilégié la communication avec ses joueurs, appelés à rééditer l'exploit du Mondial brésilien et faire mieux d'autant plus que les observateurs et techniciens les plus avertis considèrent l'Algérie comme un des favoris pour la consécration finale à la CAN-2015.

Côté effectif, Gourcuff pourra compter sur Ghoulam qu'il avait laissé au repos. Ce joueur souffrait d'une grande fatigue et devrait récupérer avant le début de la compétition. En revanche, le sélectionneur national s'inquiète de la blessure de Halliche qui souffre de douleurs au mollet. Le joueur doit se reposer le maximum de temps possible et éviter des efforts intenses afin que sa blessure ne s'aggrave pas, a-t-on expliqué auprès du staff tech-

nique de l'équipe nationale.

L'absence de Halliche lors du match amical contre la Tunisie a été ressentie au niveau de l'axe central d'autant plus que son remplaçant, Liassine Benatia Cadamuro, n'a pas été à la hauteur des attentes. En ce sens, Gourcuff tient à ce que Halliche soit complètement rétabli. Il appréhende sérieusement la blessure de Mohamed-Lamine Zemmamouche qui a le statut de deuxième gardien de but au sein de la sélection.

Il est vrai que M'bolhi est en forme, mais Gourcuff tient compte des impondérables du football et de la compétition, d'où son insistance auprès du staff médical pour bien prendre en charge Zemmamouche qui souffre de douleurs à la cuisse. Le sélectionneur national a rappelé le gardien de but du CS Constantine, Si-Mohamed Cédric qui figure dans la liste des réservistes. Il devrait remplacer Zemmamouche dont la blessure pourrait se compliquer davantage. Gourcuff ne veut rien laisser au hasard, à la veille d'un tournoi que l'Algérie peut remporter, de l'avis de plusieurs techniciens. Autrement dit, Gourcuff doit continuer sur la dynamique des victoires et reste tenu par l'obligation du résultat.

L'Algérie affrontera en premier l'Afrique du Sud (le 19 janvier) puis le Ghana (le 23) et le Sénégal (le 27).

norifique de champion d'hiver, à condition de remporter ce match avec cinq buts d'écart. Une mission difficile pour les camarades de Ziaya, qui seront confrontés à l'une des meilleures défenses du championnat. En tous cas, Madoui et sa troupe, qui se sont ressourcés en Espagne, se donneront certainement à fond pour espérer préserver leur rythme de croisière avant la reprise prévue mardi prochain. En face, le Mouloudia d'Oran, où l'entraî-

neur Jean Michel Cavalli avait indiqué que le report faisait beaucoup plus les affaires de l'Entente, aura la lourde tâche de composer une équipe homogène et cohérente capable de bousculer le champion d'Afrique. Là aussi, la mission des Oranais ne sera guère aisée et les coéquipiers de Bezzaz devront sortir le grand jeu, comme ce fut le cas en Tunisie face à l'EST (0-1), pour prétendre à un bon résultat et soigner du coup leur classement.

Ligue 2 - Mise à jour Trois précieux points en jeu au Khroub et à Bordj

M. Z.

La LFP a programmé pour demain les deux matches en retard, ASK-JSMB qui n'est pas allé à son terme et CABBA-OM qui ne s'est pas joué pour impraticabilité de terrain.

Au Khroub, la rencontre, mettant aux prises deux formations aux ambitions diamétralement opposées, revêt une impor-

tance capitale pour les formations dans la mesure où l'ASK se trouve dans une position de potentiel relégable, et la JSMB candidat à l'accession.

Après une trêve de deux semaines, quelle sera la réaction des joueurs dans cette empoignade qui s'annonce ouverte.

Il en sera de même dans l'autre confrontation comptant pour la mise à

jour, entre le CABBA et l'OM à Bordj Bou Arréridj. Les locaux sont tenus par l'obligation du résultat pour quitter la zone rouge. Bira, le nouvel entraîneur du Ahly, provoquera-t-il le déclin tant souhaité ?

C'est du moins le souhait de tous les amoureux du club qui espèrent voir leur équipe amorcer un nouveau départ, contrairement à leurs adversaires du jour, les Médéens de l'Olympic, qui, eux, visent la troisième place.

Vendredi

Khroub (15h00): ASK - JSMB
B. B. Arréridj (16h00): CABBA - OM

Inter-régions - Centre-Ouest Beni Thour sur du velours

F. B.

Cette dernière journée de la phase aller, scindée en deux étapes, devrait logiquement permettre au CR Beni Thour de se draper du titre honorifique de champion d'hiver. En effet, les sudistes, bien installés en haut du tableau avec trois longueurs d'avance sur le CRB Aïn Ouessara, évolueront sur du velours chez eux en recevant l'ORB Oued Fodda largement à leur portée. Ce qui n'est pas le cas de son dauphin, le CRB Aïn Ouessara, qui aura fort à

faire sur son terrain avec la venue de l'IRBAH, un outsider qui ne se déplacera pas en victime expiatoire. Cette opposition s'annonce comme un tournant pour la formation d'Aïn El Hadjar qui risque de décrocher en cas de défaite en raison de l'écart considérable qui la sépare de son hôte du jour.

Le SC Aïn Defla, qui pointe à la troisième place, jouera lui aussi une carte importante dans la course au titre en se rendant chez un mal classé, l'IB Mouzaïa, en mal de points.

A suivre, ce samedi à

Vendredi à 15h00

Mouzaïa: IBM - SCAD
Djelfa: IRON - CRBB
Hydra: HAC - WABT
Aïn Ouessara: CRBAO - IRBAH
Tissemsilt: USBT - FCBF
Ouargla: CRBT - ORBOF

Samedi à 14h00

Dahmouni: ESBD - ARBG
Ouargla (11h00): ATHM - MBHM

Inter-régions - Centre-Est Regards braqués sur Boudouaou et Tizi Ouzou

Fouad B.

Les pensionnaires de l'inter-régions dans ses quatre groupes boucleront ce week-end la première phase du championnat pour observer une trêve qui s'étalera du 18 janvier au 06 février.

Ainsi, pour ce dernier round de la phase aller scindée en deux étapes, aujourd'hui et demain, les regards seront bien sûr tournés vers Boudouaou et Tizi Ouzou et ce, pour connaître qui du RCB ou de l'USBD sera drapé du titre symbolique du champion d'hiver.

A Boudouaou, le RC Boumerdès, qui a viré en tête en délogeant du fau-

teuil l'USBD et ce, à la faveur de sa victoire à Kouba face au CAK, ce mardi, pour le compte de la mise à jour du calendrier, semble à priori le plus indiqué pour conforter sa position de leader avec la réception de l'E Sour El Ghoulane, en perte de vitesse.

De son côté, la formation de Beni Douala, qui accuse un retard d'un point sur le RCB, semble à priori, elle aussi, bien lotie pour passer le cap de l'AS Bordj Ghedir. En revanche, l'IRB Berhoum qui complète le podium sera en appel chez un autre prétendant loin d'avoir dit son dernier mot, l'USM Sétif, lequel compte, faut-il le rappeler,

deux matches en moins après le nul ramené de Ruisseau, ce mardi, face à l'OMR.

Au pied du podium, le CRB Aïn Djasser sera sur ses gardes avec la venue du MB Rouisset, sur une courbe ascendante après un mauvais départ.

De son côté, l'OM Ruisseau, qui a perdu deux précieux points à domicile ce mardi, ira défier le FC Bir El Arch et tentera de confirmer son succès face au NRBA pour le compte de la mise à jour. A Azazga, la JSA, en mauvaise posture, n'aura pas la partie facile face à une équipe du haut du tableau, le CRB Ouled Djellal. Enfin, à Bordj Bou Arréridj, le NRB Achir et le CA Kouba s'affronteront pour une dernière répétition avant leur confrontation en Coupe d'Algérie. Les deux équipes sont condamnées à réagir, ce vendredi, au vu de leur mauvaise positionnement où le vainqueur prendra un ascendant psychologique sur son rival.

Vendredi à 15h00

Tizi Ouzou: USBD - ASBG
Rouiba: WAR - RCBO
Barika: CRBAD - MBR

Samedi à 14h00

Sétif: USMS - IRBB
Azazga: JSA - CRBOD
B. Bou Arréridj: NRBA - CAK
Bir El Arch: FCBEA - OMR
Boudouaou: RCB - ESG

Handball-Coup d'envoi aujourd'hui du Mondial 2015 à Doha
Qui succèdera à l'Espagne ?

Les amoureux de la petite balle auront les yeux braqués sur la capitale qatarie Doha qui accueillera à compter d'aujourd'hui et jusqu'au 1er février la 24e édition du Championnat du Monde de handball dames en présence du gotha mondial dont l'Algérie qui s'apprête à honorer sa 14e participation

Le tournoi qui se déroulera pour la première fois dans un pays d'Asie et surtout dans une seule ville, la capitale Doha, une grande première mondiale dans le handball, s'annonce palpitant, ouvert et promet des confrontations de très haut niveau, selon les observateurs. Les organisateurs qui ont promis un Mondial «unique» et «exceptionnel» n'ont pas lésiné sur les moyens avec un budget de fonctionnement d'environ 200 millions d'euros. Ainsi, trois salles ultra-modernes ont été construites pour accueillir les matchs de ce grand événement : Ali Bin Hamad Al Attiya Arena (7700 spectateurs), Lusail Hall (15 300 spectateurs) et Duhail Sport Hall (5500 spectateurs).

Le Qatar a également décidé d'inviter plusieurs milliers de fans à venir assister à ce tournoi qui constitue une très belle opportunité pour faire connaître le pays aux supporters étrangers en vue du Mondial de football en 2022.

D'autre part, les organisateurs ont proposé des packages à des tarifs très attractifs et une campagne publicitaire sans précédent. Sur un autre plan, le comité d'organisation va offrir à la Fédération internationale de handball (IHF) un nouveau trophée du Mondial en or massif et les capitaines des 24 sélections participeront à la cérémonie d'ouverture en tant que «porte-drapeau» de leurs pays respectifs, une première dans les annales de la compétition. Sur le plan purement sportif, les 24 équipes qualifiées sont réparties en quatre groupes de six. Les quatre premiers de chaque groupe accéderont en huitièmes de finale alors que les 5es et 6es, éliminés, disputeront la coupe du Président IHF pour le classement général de la compétition.

Déchue de son titre suprême au profit de l'Espagne en 2013, la France, championne d'Europe et olympique 2012 est bien armée pour reprendre sa couronne à l'occasion du Mondial qatari. Versé dans le groupe, C aux côtés notamment de la République tchèque, de la Suède (vice-championne olympique 2012 à Londres), de l'Algérie (championne d'Afrique 2014) ou encore de l'Islande, repêchée à la dernière minute par l'IHF après le forfait des Emirats arabes unis, les «Experts» français partent largement favoris pour terminer en tête de leur groupe. L'entraîneur Claude Onesta misera beaucoup sur l'expérience de Nikola Karabatic et Thierry Omeyer, mais également sur une nouvelle génération de joueurs pour offrir à

la France son cinquième titre mondial de son histoire.

Outre la France, trois autres pays, le Danemark, l'Espagne et la Croatie sont de sérieux prétendants au sacre final, tandis que la Suède, l'Allemagne, l'Islande et la Pologne tenteront de jouer les trouble-fête. L'Espagne, championne du monde en titre et médaillée de bronze lors du dernier Euro en 2014, a confirmé son statut de grande nation du handball. Désormais dirigé par l'entraîneur Manuel Cadenas qui a succédé à Valero Rivera parti monnayer son talent au Qatar, le Sept espagnol sera suivi de très près. L'équipe espagnole qui a gardé la quasi-totalité de ses joueurs sacrés en 2013 à Barcelone, est incontestablement la grandissime favorite du groupe A. De son côté, le Danemark, vice-champion du monde 2013 et d'Europe 2014 rêve de décrocher l'or pour la première fois de son histoire avec son nouvel entraîneur Gudmundur Gudmundsson qui a succédé à Ulrik Wilbeck. Le Sept danois a réussi à atteindre la finale lors des deux dernières éditions du Mondial, en 2011 en Suède et en 2013 en Espagne sans arriver pour autant à décrocher le Graal. Pour réaliser leur rêve de toujours, les coéquipiers de Niklas Landin devront d'abord s'extirper du groupe D considéré comme celui de la «mort» au vu de sa composition avec la présence notamment de la Russie, la Pologne, et l'Allemagne, repêchée par l'IHF aux dépens de l'Australie, au motif que la Confédération d'Océanie n'est plus reconnue.

Dans le groupe B, la Croatie se présente largement au-dessus des autres équipes et devrait passer aisément le premier tour. Troisième lors du dernier Mondial en Espagne, l'équipe dirigée par Slavko Goluza possède des arguments à faire valoir à Doha. Le Sept croate qui s'est qualifié pour le Mondial-2015 grâce à sa quatrième place obtenue à l'Euro-2014, est considéré comme une puissance du handball mondial.

Certes, l'équipe a perdu en demi-finales des JO-2012 face à la France, mais a pris sa revanche lors du dernier Mondial en éliminant les Experts en quarts de finale. L'équipe est bien décidée à remonter sur la plus haute marche du podium comme en 2003, mais l'ancienne star mondiale croate Ivano Balic, aujourd'hui à la retraite, est sceptique à ce sujet. L'Algérie, la Tunisie et l'Egypte, les trois représentants africains au Mondial-2015 auront fort à faire dans leurs groupes respectifs et devront sortir le grand jeu pour espérer passer le premier tour. Les Verts, champions d'Afrique 2014, sont placés dans un groupe C relevé en compagnie notamment de la France et de la Suède.

Les hommes de Réda Zeguili sont conscients que leur tâche s'annonce délicate surtout après le retrait des Emirats arabes unis et le repêchage de l'Islande. Les partenaires de Messaoud Berkous tenteront de faire mieux qu'en 2013 en Espagne où ils avaient pris la 17e place (sur 24 équipes). Le premier match contre l'Egypte est le plus attendu et promet d'être chaud puisque le perdant sera pratiquement éliminé de la course à la qualification. De son côté, la Tunisie, vice-championne d'Afrique et dont la meilleure performance reste la quatrième place obtenue chez elle en 2005, pourrait créer la surprise dans le groupe B composé aussi de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, de l'Autriche et de l'Iran. Dirigée par l'expérimenté coach Sead Hasanefendic, l'équipe tunisienne s'est bien préparée pour le rendez-vous de Doha en remportant le tournoi Yellow Cup de Suisse. Quant à l'Egypte, 16e du Mondial espagnol, elle s'est qualifiée à la faveur de sa troisième place au championnat d'Afrique 2014 à Alger. L'équipe égyptienne qui disputera le 12e Mondial de son histoire espère faire mieux que la 16e place obtenue en 2013. L'entraîneur Marwan Ragab misera sur le talent de Mohamed Bakir et d'Ahmed Al Ahmar pour atteindre cet objectif. Qui succèdera à l'Espagne ?

Victoire impérative pour l'Algérie face à l'Egypte

M. A.

L'équipe algérienne de handball messieurs entrera en lice ce vendredi à l'occasion de la première journée de la 24e édition du championnat du monde de la discipline qu'abritera la capitale du 15 janvier au 1er février. Hasard du calendrier, les Verts ont hérité de l'Egypte, un concurrent direct pour le quatrième ticket qualificatif au tour principal en prenant en considération la stature des autres équipes du groupe.

Versés dans un groupe assez relevé qui comprend des champions du monde comme la France (4 titres), la Suède (4) et la République tchèque (1 avec l'ex-Tchécoslovaquie) et l'Islande, les protégés de Zeguili doivent se surpasser pour espérer créer la surprise. Les spécialistes ne donnant guère de chance à l'équipe nationale, les camarades du capitaine Messaoud Berkous sont tenus donc de démentir les pronostics. Et ceci passe impérativement par un succès face au sept égyptien qui vise le même objectif et ce dans le but de demeurer en vie dans ce groupe.

Le sept algérien qui ne s'est guère montré à son avantage lors des derniers matches de préparation doit une revanche à ses fans qui ne désespèrent pas de voir les camarades du dernier rempart Slahdji sortir le grand jeu tout en faisant



appel à leur esprit de groupe pour sauter ce premier obstacle qui sera déterminant pour la suite de la compétition. Les Verts qui seront privés des services du demi-centre Abdelkader Rahim pour blessure et Omar Benali qui n'entre pas dans les plans du staff technique n'ont pas le droit à l'erreur pour son entrée en matière de cette compétition de haut niveau. Pour sa part,

l'Egypte qui a perdu de son aura est en quête d'un nouveau souffle. Pour ce rendez-vous mondial de la petite balle, le coach égyptien Merouane Radjab a battu le rappel de nombreux cadres dont le capitaine Hamada Ennaqib. En somme, l'Algérie et l'Egypte, qui s'étaient neutralisées lors du Mondial espagnol en 2013, joueront gros demain.

Composition des groupes

- Groupe A:** Espagne, Slovénie, Qatar, Biélorussie, Brésil, Chili
Groupe B: Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Autriche, Tunisie, Iran
Groupe C: France, Suède, Algérie, République tchèque, Egypte, Islande
Groupe D: Danemark, Pologne, Russie, Argentine, Arabie Saoudite, Allemagne

Le palmarès

1938 (Allemagne):	1) Allemagne	2) Autriche	3) Suède
1954 (Suède):	1) Suède	2) Allemagne	3) Ex-Tchécoslovaquie
1958 (Allemagne):	1) Suède	2) Ex-Tchécoslovaquie	3) Ex-RFA
1961 (Ex-RFA):	1) Roumanie	2) Ex-Tchécoslovaquie	3) Suède
1964 (Ex-Tchécoslovaquie):	1) Roumanie	2) Suède	3) Ex-Tchécoslovaquie
1967 (Suède):	1) Ex-Tchécoslovaquie	2) Danemark	3) Roumanie
1970 (France):	1) Roumanie	2) Ex-RDA	3) Ex-Yougoslavie
1974 (Ex-RDA) :	1) Roumanie	2) Ex-RDA	3) Ex-Yougoslavie
1978 (Danemark):	1) Ex-RFA	2) Ex-URSS	3) Ex-RDA
1982 (Ex-RFA):	1) Roumanie	2) Ex-Tchécoslovaquie	3) Suède
1986 (Suisse):	1) Ex-Yougoslavie	2) Hongrie	3) Ex-RFA
1990 (Ex-Tchécoslovaquie):	1) Suède	2) Ex-URSS	3) Roumanie
1993 (Suède):	1) Russie	2) France	3) Suède
1995 (Islande):	1) France	2) Croatie	3) Suède
1997 (Japon):	1) Russie	2) Suède	3) France
1999 (Egypte):	1) Suède	2) Russie	3) Ex-Yougoslavie
2001 (France):	1) France	2) Suède	3) Ex-Yougoslavie
2003 (Portugal):	1) Croatie	2) Allemagne	3) France
2005 (Tunisie):	1) Espagne	2) Croatie	3) France
2007 (Allemagne):	1) Allemagne	2) Pologne	3) Danemark
2009 (Croatie):	1) France	2) Croatie	3) Pologne
2011 (Suède):	1) France	2) Danemark	3) Espagne
2013 (Espagne) :	1) Espagne	2) Danemark	3) Croatie

Programme week-end

Groupe A
Aujourd'hui
18h30: Qatar - Brésil
Vendredi
15h00: Espagne - Biélorussie
15h00: Slovénie - Chili
Groupe B
Vendredi
13h00: Bosnie - Iran
15h00: Macédoine - Tunisie
17h00: Croatie - Autriche
Groupe C
Vendredi
17h00: Algérie - Egypte
19h00: France - R.tchèque
19h00: Suède - Islande
Groupe D
Vendredi
13h00: Russie - Arabie Saoudite
17h00: Pologne - Allemagne
19h00: Danemark - Argentine



06.30 Sabah el kheir
07.00 Journal télévisé
07.15 Reprise sabah el kheir
09.05 Saïdati
10.00 Dessin animé
10.25 Fariq el kounghou
10.50 El Mouraouib
11.30 Chahid wa chawahid
12.30 El moustahlik
13.00 Journal télévisé
13.30 Rouznama
15.00 Mahla di aâchia
16.00 El mamalek 3
16.40 Zahrat el nardjasse
17.25 Alhan wa chabab
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Championnat du monde de Hand bal homme 2015 - QAT/BRA
20.00 Journal télévisé
21.00 Rana hana
22.15 Payback - Film
23.40 Variétés



20.50 Deux jours à tuer



Avec Albert Dupontel, Pierre Vaneck, Marie-Josée Croze, Cristiana Reali
Antoine, publicitaire reconnu de 42 ans, a tout pour être heureux. Il habite une maison luxueuse dans les Yvelines, il a une femme aimante, Cécile, et deux enfants adorables. Un jour, pourtant, sans coup férir, il décide d'envoyer tout balader. Antoine vend ses parts dans sa société à son associé, propose à Cécile de divorcer et se montre odieux avec ses amis. Cet homme comblé semble décider à saboter sa vie.



JEUDI



20.55 No Limit



Saison 3 - Episode 3
Avec Patrick Chesnais, Vincent Elbaz, Sarah Brannens, Anne Girouard
Alors qu'il s'apprêtait à rejoindre son fils, Claude est enlevé en pleine rue. Vincent se lance à sa poursuite avec l'aide de Juliette, qui avait placé une puce GPS sur son père afin de suivre ses déplacements. Il parvient à rattraper la camionnette des ravisseurs et la voit pénétrer dans l'enceinte du consulat du Russie.



20.55 Le transporteur - la série



Saison 2 - Episode 5
- Chinatown
Avec Chris Vance, Violante Placido, Mark Rendall, Vincent Tong
A Chicago, Frank est engagé par le FBI pour récupérer une arme chimique. Celle-ci a été confectionnée par un baron des triades chinoises dans le sous-sol ultra-sécurisé de son restaurant. Mais la tâche est particulièrement délicate.



20.50 Destination finale 5



Avec Nicholas D'Agosto, Emma Bell, Miles Fisher, Elle Wroe
Sam et ses collègues partent en séminaire en car. Alors qu'ils traversent un pont en travaux, Sam a la prémonition que la structure va céder et que beaucoup de gens vont mourir. Paniqué, il fait stopper le véhicule. Quelques minutes plus tard, le pont s'effondre effectivement. Grâce à l'intervention de Sam, ils sont huit survivants. Sam est bientôt contacté par un homme qui lui annonce que la Mort n'en a pas fini avec lui.



20.55 Game of Thrones



Saison 3 - Episode 3
- Les Immaculés
Avec Peter Dinklage, Emilia Clarke, Michelle Fairley, Aidan Gillen
En l'absence de Littlefinger, Tyrion obtient de nouvelles responsabilités à Port-Réal. De son côté, à Astapor, Daenerys réussit à convaincre ses hôtes de lui vendre des Immaculés, des soldats sans peur, pour constituer son armée. Brienne et Jaime sont capturés par Locke et ses hommes.



PREMIER

20.45 The Ghost Writer



Avec Ewan McGregor, Kim Cattrall, Pierce Brosnan, Olivia Williams
Alors qu'il écrivait les mémoires d'Adam Lang, ancien Premier Ministre britannique, Mike McAra, l'un de ses plus fidèles collaborateurs, est retrouvé mort. Sur l'insistance de son agent Rick Ricardelli, un nègre littéraire accepte de terminer l'ouvrage. Mais ce dernier réalise vite qu'il s'est engagé sur un projet sensible : Lang, en effet, est bientôt convoqué devant le tribunal pénal international.



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Sihr el mordjane
11.00 La semaine Eco
12.00 Journal en français
12.25 Afrique hebdo
12.35 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Dib el ayachi
14.20 Réflexions
15.15 Reportage
16.05 Top sport
16.30 Dessin animé
17.20 Un mythe un lieu - Série
18.00 Journal en amazigh
18.25 Sihr el mordjane
19.00 Journal en français
19.25 Point culturel
20.00 Journal en arabe
20.45 Familetna
21.20 C'est son show «Salim Iles»
23.00 Sketch algérien



20.50 Thalassa



- New Jersey, New York, Boston : rêves d'Amérique
Présenté par Georges Pernoud
C'est sur la côte nord-est des États-Unis qu'est né le rêve américain, selon lequel tout est possible à force de travail. Rencontres avec des hommes et des femmes qui - comme les pionniers - relèvent des défis. Sur l'île de Thacher, Jeannette entretient avec des bénévoles deux phares construits en 1771 pour guider les navires pleins de migrants. Tim, biologiste, répertorie et protège les derniers cétacés dans la baie de Cape Cod.



VENDREDI



20.55 Stars sous hypnose



Présenté par Arthur Messmer
Sous le regard de Michel Boujenah et Titoff - qui ne manquent pas de commenter tout ce qu'ils voient - l'animateur convie Messmer, le fascinateur, à exercer ses dons sur de nouvelles personnalités volontaires. Au programme : François-Xavier Demaison se retrouve au temps des chevaliers. Karine Ferri, sous hypnose, piège Garou sur le plateau de « The Voice ». Dans une galerie d'art, l'humoriste Stéphane Rousseau, également artiste peintre, apporte sa touche personnelle, au marqueur, sur des toiles qui ne lui appartiennent pas.



20.55 Elementary



Saison 2 - Episode 11
- Le sommet de la pyramide
Avec Jonny Lee Miller, Lucy Liu, Aidan Quinn, Jon Michael Hill
Donald Hauser, un riche gestionnaire qui se trouve au cœur d'un scandale financier, est retrouvé mort dans son appartement. La veille au soir, il a été assassiné alors qu'il tentait de se suicider. Sherlock soupçonne rapidement Chloé Butler, une amie de Watson qui préparait les repas de la victime.



20.45 Chérif



Saison 2 - Episode 5
- Désaccords majeurs
Avec Carole Bianic, Méléze Bouzid, Abdelhafid Metalsi, Elodie Hesme
Un huissier de justice trouve le corps de Valentin Duruis, un apprenti luthier, dans un atelier. Décédé d'un traumatisme crânien, sa tête s'est vidée de son sang. Sur place, Chérif et Briard interrogent Marc Delayrac, son patron, et apprennent qu'un violon inestimable appartenant à son frère a disparu.



PREMIER

20.45 Jack Reacher



Avec Tom Cruise, Rosamund Pike, Robert Duvall, Richard Jenkins
Un tireur solitaire abat cinq personnes. Des empreintes sont retrouvées sur les lieux, et le coupable arrêté. L'homme ne se défend pas, mais demande que l'on contacte Jack Reacher... Mystérieux ancien militaire, ce dernier se présente au commissariat. Malgré ses méthodes expéditives et personnelles, Helen Rodin, l'avocate du tueur, lui demande de l'assister pour l'enquête.



20.55 La vie rêvée de Walter Mitty



Avec Ben Stiller, Kristen Wiig, Adam Scott, Sean Penn
Walter Mitty, personnage renfermé et solitaire, travaille au service des négatifs photo de Life. Le magazine opère sa transition numérique sous la direction de Ted Hendricks, qui ne l'aime pas beaucoup. Ce n'est pas son seul problème, car Walter ne parvient pas à communiquer avec sa collègue Cheryl, dont il est secrètement amoureux.




FRISSON

20.45 Taken 2



Avec Liam Neeson, Maggie Grace, Famke Janssen, Leland Orser
En Albanie, Murad pleure son fils assassiné par Bryan et jure de se venger. En mission à Istanbul, Bryan invite Kim et Lenore à le rejoindre pour quelques jours. Là, en se rendant au restaurant avec son ex-femme, Bryan remarque qu'une voiture les suit. Il explique à Leonore comment échapper à ses poursuivants. Mais elle se fait capturer. Juste après avoir prévenu Kim par téléphone pour qu'elle puisse se cacher, il se rend.



 **Poissons** 19-02 au 20-03

Il devient urgent pour vous d'élargir votre horizon de vie. Il convient de rechercher avec patience les meilleures occasions à saisir. Votre forme pourra être une précieuse alliée dans des démarches délicates que vous avez longtemps laissées de côté.

FLÉCHÉS N° 5518

E	T	E	R	C	E	S	S	R	U	O	R	T	N	N
L	I	N	R	R	E	I	R	T	E	I	K	N	O	I
A	P	N	E	V	A	P	E	G	V	C	P	E	I	A
C	E	I	E	M	I	M	A	R	A	O	R	M	T	R
S	R	A	R	E	E	U	E	N	I	E	V	A	E	R
E	I	M	I	T	N	S	S	S	I	N	E	T	R	E
C	A	E	O	N	G	O	S	R	O	D	N	S	C	T
N	S	D	V	O	I	E	I	I	U	A	N	E	S	I
E	R	U	U	L	E	O	T	T	H	O	A	T	I	S
I	E	T	O	O	P	I	I	M	P	C	P	A	D	O
R	V	I	M	V	N	L	E	O	O	M	N	V	N	R
E	I	V	E	U	I	R	E	U	L	C	E	A	I	O
P	N	R	P	M	R	B	M	L	A	O	M	R	R	M
X	N	E	I	E	U	E	O	A	G	H	O	C	E	F
E	A	S	V	A	L	E	T	B	E	C	I	L	O	P

FOVILLIS N° 5518

1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

CROISÉS N° 5518

A. Défaits point par point.
B. Nécessaire aux plongeurs. Ecume.
C. Variété de café.
 Se voit dans les moments de colère.
D. Utilisateurs de langue. Croissant.
E. Cours d'Asie. Hellène.
F. Devenues chiffres molles.
G. Symbole de gaz.
 A jamais. Piège.
H. Points opposés.
 Deux à trois.
 Note élevée.
I. Pile. Tendre quand il n'est pas mûr.
J. Font œuvre utile.

N	A	R	G	U	I	L	E
A	M	I	R	A	L	P	S
U	P	O	S	O	L	E	
S	O	T	T	E	T	E	R
E	U	T	A	T	A	R	
E	L	U	E	E	M	U	
S	E	S	O	R	T	I	R
S	I	D	R	O	L	E	
P	R	A	E	L			
A	C	O	U	R			
P	A	R	T	I	O		
A	N	N	E	U	N	E	

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	A	T	O	R	E	S	N	U	L	C	V	D
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
P	M	G	Q									

1 I	2 R	3 C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	6	3	5	10	5	12	4	4	6
6	8	2	7	1	2		9	14	7
3	10	8	7		4	15	1	7	4
2	4	6	1	16	13	4	4		10
1		6	7		4	10	4	15	4
11	14	4	2	5		14		2	6
4	7		4	3	8	6	6	5	
	1	10	4		9			1	6
3	10	4		9	1	6	7	4	4
2	4		10		13	8	4		3
5		3	8	12	4	14	2		2
11	8	14	7	5	2	12		11	4
9	1	10	8	13		4	3	8	7
4	13	4		6	4		8	12	4
6	7	4	10	4		10	14	4	6

CODÉS N° 5518

7 ERRORS



Le président sénégalais et la CAN



En marge d'une pause-café, dans la salle des hôtes du complexe GNL 3 Z, au pôle pétrochimique d'Arzew, dans la foulée du jeu de «question/réponse» de la presse nationale et auquel il s'est prêté volontiers, le président du Sénégal, M Macky Sall, a été surpris par une question «hors sujet», qui l'a fait sourire ainsi que toute l'assistance. La question posée par le Quotidien d'Oran sortait du débat (relations bilatérales, partenariats, approvisionnement en GNL...): «Le tirage au sort a mis le Sénégal et l'Algérie dans la même poule à la CAN 2015. Votre pronostic pour le match Algérie-Sénégal?... Et quel pays vous allez supporter, au fait?». Voici en substance la réponse du chef d'Etat sénégalais: «Nous vous réservons des surprises. Certes, nous sommes tombés, vous et nous, dans la poule la plus relevée, le groupe de la mort comme on le désigne à juste titre. Nous avons une jeune équipe composée de joueurs doués et talentueux... J'espère que le Sénégal remporte pour une fois la coupe d'Afrique des nations, et elle en est bien capable». **H. S.**

Pourparlers entre Damas et l'opposition fin janvier à Moscou



Des pourparlers entre Damas et des représentants de l'opposition syrienne se tiendront à Moscou entre le 26 et le 29 janvier, a annoncé mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhail Bogdanov. «Le 26, (les délégations) arrivent. Le 27, il y aura des contacts entre les représentants de l'opposition et le 28, entre les représentants de l'opposition et ceux du régime syrien. Le 29, les contacts se terminent et tout le monde part de Moscou», a affirmé M. Bogdanov, cité par l'agence publique Ria Novosti, sans donner plus de précisions. Début décembre, les autorités russes avaient indiqué être prêtes à accueillir un dialogue entre les belligérants du conflit en Syrie, première étape pour un éventuel processus de paix. Les autorités syriennes ont confirmé fin décembre être prêtes à participer à un tel dialogue à Moscou, tandis que le nouveau président de la Coalition nationale de l'opposition syrienne, Khaled Khoja, a exclu toute participation. La Coalition, basée à Istanbul et considérée par la communauté internationale comme la principale force d'opposition syrienne, a, par deux fois, participé à des négociations, restées sans résultat, avec le régime de Damas.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Libye : négociations à Genève

Les négociations sous l'égide de l'ONU pour trouver une solution à la crise et au chaos en Libye vont être «longues et compliquées», a averti mercredi Bernardino Leon, Représentant Spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye. Au cours d'une conférence de presse à Genève, juste avant le début des négociations, M. Leon a précisé qu'il s'agit du 2ème round de ces entretiens, après une première rencontre, appelé Gadamès 1, tenue en septembre 2014. «A la suite de cette première rencontre, on a décidé d'élargir le cercle des participants à ces entretiens», a ajouté M. Leon, également chef de la mission de l'ONU en Libye (Misnul). L'objectif de cette réunion est de tenter de sortir la Libye du chaos dans lequel elle s'est enfoncée depuis la chute de Mouammar Kadhafi en octobre 2011. Le pays est passé sous la coupe de milices



d'ex-rebelles qui se disputent les territoires de ce vaste pays désertique et la manne pétrolière. Les entretiens de Genève vont durer jusqu'à vendredi, puis seront suspendus pendant le week-end avant de reprendre la semaine prochaine. «Notre premier objectif est d'arri-

ver à un accord politique acceptable par tous les Libyens, en respectant les acquis de la révolution du 7 février et les institutions», a encore indiqué M. Leon. Le deuxième objectif est de mettre «fin aux combats, car la Libye est en train de sombrer dans le chaos».

Tunisie : une cérémonie au palais présidentiel interrompue par des protestations



Une cérémonie officielle organisée au palais présidentiel pour le quatrième anniversaire de la révolution en Tunisie a dû être interrompue mercredi après des protestations des familles de Tu-

nisiens tués ou blessés pendant le soulèvement, a constaté l'AFP. Le président Béji Caïd Essebsi, élu fin décembre, venait de terminer son discours et décorait des personnalités tunisien-

nes lorsque des cris se sont élevés dans la salle. «Où est la justice pour nos enfants?» ont crié certains membres des familles, tandis que d'autres scandaient: «Fidèles, fidèles au sang des martyrs!». «C'est une mascarade. Nous ne sommes pas venus pour de belles paroles, nous sommes venus pour qu'au moins on rende hommage symboliquement aux personnes que nous avons perdues!», a dit à l'AFP le mari de Mahjoub Nasri, une Tunisienne tuée dans les jours suivant la fuite du président de l'époque.

M. Caïd Essebsi était visiblement irrité par les protestations. «Si les martyrs étaient encore vivants, ils ne seraient pas d'accord avec vous», a-t-il lancé à la centaine de membres des familles invités au Palais de Carthage.

Dix gendarmes marocains arrêtés pour corruption

Dix gendarmes marocains qui avaient été filmés en train de recevoir des pots-de-vin ont été arrêtés pour «corruption» sur ordre du parquet de Kénitra, ont rapporté mercredi des médias locaux.

Ces dix gendarmes sont accusés de «corruption, abus d'autorité et manquement au devoir professionnel», selon le quotidien Attajdid, proche du parti islamiste Justice et

développement (PJD), qui dirige la coalition gouvernementale. Ils se trouvent en «détention préventive» en attendant l'ouverture d'un procès, est-il précisé. D'après le quotidien Akhbar al-Yaoum, les vidéos ont été découvertes sur l'ordinateur d'un des gendarmes «lors d'un contrôle de routine».

Tournées secrètement par l'assistant d'un chauffeur d'autocar, el-

les étaient utilisées par cette personne comme moyen de chantage auprès d'eux: ils étaient contraints d'effectuer des virements pour que les vidéos ne soient pas rendues publiques, avance le journal. L'auteur des vidéos pourrait également être poursuivi pour «corruption», ainsi que «non dénonciation d'un crime» et «chantage», poursuit Akhbar al Yaoum.

Lancement officiel de la 2ème édition des Algerian Music Awards

La Radio Algérienne en partenariat avec la Télévision Algérienne, Ooredoo et l'Office National des Droits d'Auteur et Droits Voisins (ONDA) ont lancé officiellement ce mercredi, la 2ème édition des Algerian Music Awards (AMA 2015). Cet événement, qui récompense les acteurs de la scène musicale algérienne dans plusieurs catégories, vise à promouvoir les talents et la créativité des artistes algériens ainsi que leur contribution à l'enrichissement du patrimoine musical national dans ses différents genres. Seul événement de promotion de la scène musicale Algérienne, les AMA 2015 viennent ainsi couronner une riche année artistique 2014 mais également encourager les artistes qui œuvrent à perpétuer, à travers leurs œuvres, le patrimoine musical algérien dans toute sa diversité.

Pour cette édition des AMA 2015, le vote se fera exclusivement par le public qui choisira en deux étapes son artiste préféré par SMS et par Internet. Les lauréats des 2ème AMA seront connus lors d'une cérémonie de remise des trophées qui sera organisée à Alger le 13 février.

Pétrole : rencontre Poutine-Maduro



Le président russe Vladimir Poutine va accueillir jeudi à Moscou le président vénézuélien Nicolas Maduro pour évoquer notamment la chute des cours du pétrole qui affecte durement ces deux pays, a annoncé mercredi le Kremlin. «Vladimir Poutine va rencontrer le président vénézuélien Nicolas Maduro (...) pour discuter les tâches actuelles du développement de la coopération bilatérale, y compris la réalisation de grands projets bilatéraux dans les domaines énergétique, agricole et industriel», a indiqué le Kremlin dans un communiqué. Un «échange d'avis (...) sur la situation sur les marchés mondiaux du pétrole» figure également dans l'agenda de la rencontre, selon la même source. Non annoncée jusqu'à présent, la visite de M. Maduro en Russie intervient après celles en Algérie, Iran et Arabie saoudite où le président vénézuélien a eu des entretiens sur la crise du pétrole. Membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), le Venezuela, tout comme la Russie, souffre de la chute du prix de l'or noir, tombé en dessous de 50 dollars le baril.

EDITORIAL

Par Yazid Alilat

QUE FAIRE ?

ironie, comparé à la fable de «la cigale et la fourmi» de Jean de La Fontaine, les moments sont graves, même si, officiellement, on garde la tête sur les épaules. Pour autant, la conjoncture est difficile, inquiétante et préoccupante, car avec moins de 40 dollars/baril, un niveau qui est en train d'être rattrapé par les cours sur les marchés pétroliers, toute la machine économique du pays sera grippée.

Car ni l'industrie encore moins l'agriculture (ne parlons pas des services) n'ont les ressources nécessaires pour améliorer les exportations hors hydrocarbures qui constituent 99% de nos recettes en devises. Car il faut se dire qu'entre 1990 et 2015, la situation a évolué et les besoins multipliés dans certains cas par dix. Car si à l'époque des 10 dollars/baril, l'Algérie, qui a négocié auprès du FMI sa survie, ne comptait que 20 millions d'habitants, une facture des importations de moins de 12 milliards de dollars et des besoins de financement de l'économie de moins de 5 Mds de dollars, aujourd'hui, la donne a

changé. La facture des importations a entre-temps explosé pour atteindre le niveau astronomique des 60 milliards de dollars en 2014, presque le même niveau que les recettes d'hydrocarbures, les Algériens sont presque 40 millions alors que la demande sociale en équipements socio-collectifs a imposé. Logements, routes, santé, transports, éducation, les projets du quinquennal sont «monstrueux».

Comment maintenir le cap de ces «dépenses» avec des recettes d'exportations d'hydrocarbures qui vont tomber à moins de 60 milliards de dollars dès la fin de 2015? Le Fonds de régulation des recettes (FRR) et les réserves de change ne seront pas un alibi, pourtant, pour ne pas s'inquiéter de lendemains qui déchantent. Que faire? Attendre la vague et plonger dessus? Le meilleur moyen de surfer sur cette vague est de se préparer dès maintenant à des temps de disette et faire en sorte que dès 2016 l'économie nationale, avec moins de démagogie et plus de réalisme politique, puisse se redresser lentement sur d'autres valeurs, celles du travail, de la «croûte gagnée à la sueur de son front». Quant au gaz de schiste, qui chauffe le débat actuellement, il ne saurait être une solution que d'ici 10 à 20 ans.